

Rapport de gestion

01

Rapport de gestion

Le rapport de gestion qui suit se veut une analyse de la situation financière consolidée et des résultats d'exploitation consolidés de Groupe WSP Global Inc. (la « Société » ou « WSP »), est daté du 13 mars 2019 et a été préparé en vue d'aider les lecteurs à comprendre le contexte d'affaires, les stratégies et le rendement de la Société, ainsi que les facteurs de risque auxquels celle-ci est exposée. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes annexes de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IAS ») et présentées dans le Manuel de CPA Canada – Comptabilité. Tous les montants présentés dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Le présent rapport de gestion porte sur les résultats de la Société pour l'ensemble de l'exercice 2018 ainsi que pour le quatrième trimestre, qui couvre la période allant du 30 septembre 2018 au 31 décembre 2018. Les deuxième et troisième trimestres de la Société comptent toujours 13 semaines. Toutefois, le nombre de semaines des premier et quatrième trimestres varie d'un exercice à l'autre, puisque l'exercice de la Société se termine obligatoirement le 31 décembre chaque année.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « Société », « nous », « notre », « nos », « WSP » ou « WSP Global » font référence à Groupe WSP Global Inc. Selon le contexte, ce terme peut également inclure les filiales et les entreprises associées.

02

Mesures non conformes aux IFRS

La Société présente ses résultats financiers conformément aux IFRS. Toutefois, dans le présent rapport de gestion, elle a eu recours à des mesures non conformes aux IFRS, soit les suivantes : les produits des activités ordinaires nets ; le BAIIA ; le BAIIA ajusté ; la marge du BAIIA ajusté ; le BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social ; la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social ; le résultat net ajusté ; le résultat net ajusté par action ; le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises ; le résultat net ajusté excluant

l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises par action ; les coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration ; le carnet de commandes ; les fonds provenant des activités d'exploitation ; les fonds provenant des activités d'exploitation par action ; les flux de trésorerie disponibles ; les flux de trésorerie disponibles par action ; le délai moyen de recouvrement des créances clients (le « délai de recouvrement ») ; et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion, dans la rubrique « Glossaire ». Un rapprochement avec des mesures conformes aux IFRS est présenté aux rubriques 8 et 9 du présent rapport de gestion.

La direction de la Société (la « direction ») estime que ces mesures non conformes aux IFRS fournissent des renseignements utiles aux investisseurs au sujet de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Société, puisqu'elles constituent des indicateurs clés de son rendement. Ces mesures non conformes aux IFRS ne sont pas comptabilisées en vertu des IFRS, n'ont aucune signification normalisée prescrite par les IFRS, peuvent différer des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs et pourraient donc ne pas être comparables à celles-ci. Ces mesures ne doivent pas être considérées comme un substitut aux informations financières correspondantes établies conformément aux IFRS.

03

Survol de la société

L'une des plus grandes firmes de services professionnels au monde, WSP offre des services en génie et en conception à des clients dans de nombreux secteurs : transport et infrastructures, bâtiments, environnement, énergie, ressources, ainsi qu'industrie. La Société offre, en outre, des services-conseils stratégiques. Ses équipes d'experts regroupent des ingénieurs, des conseillers, des techniciens, des scientifiques, des architectes, des planificateurs, des arpenteurs-géomètres et des spécialistes de l'environnement ainsi que des spécialistes du design et de la gestion de programmes et de projets de construction. Avec environ 48 000 employés de talent travaillant dans des bureaux situés à travers le monde, nous occupons une place de choix pour réaliser des projets durables partout où nos clients ont besoin de nous.

Le modèle d'affaires de la Société est centré sur le maintien d'une position de chef de file dans chaque région et chaque marché où elle évolue, grâce à un engagement solide envers les collectivités et les clients locaux et nationaux, et à la prise en compte de leurs besoins. Nous offrons une variété de services tout au long de l'exécution du projet, soit de la phase des études initiales de planification et de développement jusqu'aux phases de gestion, de conception, de gestion de la

construction, de mise en service et d'entretien du projet ou du programme. Un tel modèle d'affaires se traduit par l'implantation de bureaux régionaux offrant une gamme complète de services à toutes les étapes de l'exécution d'un projet. Sur le plan fonctionnel, les leaders des divers segments de marché travaillent en collaboration avec les leaders régionaux au développement et à la coordination des marchés desservis, jumelant les connaissances et les relations locales à une expertise reconnue à l'échelle nationale.

La Société a développé une approche d'équipe multidisciplinaire dans le cadre de laquelle les employés travaillent en étroite collaboration avec les clients à l'élaboration de solutions qui respectent les échéanciers et les budgets établis.

Nous croyons avoir des capacités et des compétences assez vastes pour transformer la vision de nos clients en réalité durable, tant d'un point de vue commercial, technique et social qu'environnemental.

Les secteurs dans lesquels la Société exerce ses activités sont décrits ci-dessous.

Transport et infrastructures

Les experts de la Société conseillent, planifient, conçoivent et gèrent des projets d'infrastructures ferroviaires, maritimes et urbaines ainsi que des projets d'infrastructures d'aviation, d'autoroutes, de ponts, de tunnels et d'eau. Des clients des secteurs publics et privés, des entrepreneurs en construction ainsi que d'autres partenaires de tous les coins du globe font appel à notre expertise pour élaborer des stratégies de transport et d'infrastructures à moyen et à long terme, ainsi que pour les guider et les appuyer pendant tout le cycle de vie d'une vaste gamme de projets. Nous tirons une grande fierté de notre capacité à résoudre les problèmes les plus complexes de nos clients, à qui nous proposons des solutions complètes, innovatrices et à valeur ajoutée afin de leur permettre d'atteindre les résultats souhaités. Nous offrons une gamme complète de services locaux tout en possédant une longue feuille de route jalonnée de projets couronnés de succès à l'échelle internationale. De plus, nous aidons nos clients à relever les défis et à faire face aux nouveaux enjeux de mobilité, d'adaptation et de financement des infrastructures.

Bâtiments

La Société est l'un des principaux fournisseurs mondiaux de services de gestion et de consultation technique, avec des antécédents éprouvés lorsqu'il s'agit de réaliser des bâtiments de la plus grande qualité qui soit. Nous participons à chacune des phases du cycle de vie d'un projet, depuis les toutes premières étapes de la planification jusqu'à la conception et la construction, en passant par la gestion de l'actif et de la remise en état. Nos experts techniques offrent des services réellement multidisciplinaires, y compris des services de génie

structural et mécanique, électrique et de plomberie, auxquels s'ajoutent un large éventail de services spécialisés comme l'ingénierie de la sécurité incendie, la conception des éclairages, le transport vertical, l'acoustique, les systèmes de bâtiments intelligents, les systèmes audiovisuels, les technologies de l'information, la construction de façades, le conseil en matière de sécurité et la conception d'immeubles écologiques.

Environnement

La Société compte des spécialistes qui travaillent avec des entreprises et des gouvernements et les conseillent sur tous les principaux aspects du volet environnement. Ces experts offrent un large éventail de services relatifs à l'air, au sol, à l'eau et à la santé. Ils conseillent et travaillent avec des clients sur une multitude de questions environnementales autant au chapitre de l'audit, de l'obtention de permis et d'autorisations et de la conformité réglementaire, que de la manipulation et de l'élimination de matières dangereuses, de la remise en état de terrains, de l'évaluation des incidences environnementales et sociales et de la santé et la sécurité des employés. Notre réputation repose sur l'aide que nous prodiguons à nos clients partout dans le monde afin d'atténuer le risque, de gérer et de réduire les incidences environnementales et de maximiser les occasions relatives au développement durable, aux changements climatiques, à l'utilisation d'énergie et à l'environnement.

Énergie

La Société offre à ses clients du secteur de l'énergie des solutions complètes pour tous les aspects de leurs projets, qu'il s'agisse de centrales énergétiques de grande envergure, d'installations plus petites sur le site même ou de programmes de mise aux normes et d'efficacité. Elle les aide ainsi à réduire leur consommation d'énergie tout en leur proposant des solutions pour bâtir un avenir durable. Nos experts peuvent fournir des conseils et collaborer à tous les stades d'un projet, depuis les études de pré-faisabilité jusqu'à la conception, en passant par l'exploitation, l'entretien et le déclassement. Ils offrent des services de soutien de gestion opérationnelle à long terme dès les premières études de faisabilité, donnent des conseils sur divers aspects de nature technique, financière et environnementale d'un projet, jusqu'à la conception technique et les simulations énergétiques pendant la phase de construction.

Ressources

La Société possède l'envergure et l'expertise nécessaires pour soutenir tous nos clients mondiaux du secteur des ressources. Dans le secteur minier, nos experts travaillent avec les clients tout au long du cycle de vie du projet, depuis la réalisation d'études conceptuelles et de faisabilité jusqu'à composer avec les problèmes d'acceptation sociale, et depuis les études techniques détaillées et les services d'ingénierie, d'approvisionnement, de construction et de gestion de

projets jusqu'à la fermeture d'un site et sa restauration. Notre expertise s'étend jusqu'à la modélisation des ressources et des réserves, aux essais métallurgiques, à la conception géotechnique et minière ainsi qu'à l'ingénierie détaillée pour l'infrastructure minière. Dans le secteur pétrolier et gazier, nous aidons nos clients à relever quelques-uns des défis les plus exigeants auxquels ils font face du point de vue technique autant que logistique. Nos experts offrent des conseils sur la façon de planifier, de concevoir et de soutenir le développement de pipelines et de réseaux gaziers, ainsi que sur la manière d'assurer l'intégrité de leurs biens essentiels et d'obtenir les permis et consentements requis.

Industrie

La Société travaille dans presque tous les secteurs d'activité, notamment ceux des aliments et des boissons, de la pharmaceutique et de la biotechnologie, de l'automobile et des produits chimiques. Nos experts offrent une combinaison hors pair de compétences grâce à leur connaissance approfondie des processus industriels et de production d'énergie, ainsi que l'expertise en ingénierie requise pour assurer la planification, la conception, la construction et l'exploitation d'une nouvelle usine, ou pour automatiser l'équipement d'installations industrielles existantes. Ils offrent une vaste gamme de services de consultation et d'ingénierie dans de nombreux champs d'activité couvrant toutes les étapes d'un projet, soit les études stratégiques, la conception et l'analyse de la productivité, jusqu'à jouer le rôle d'ingénieur auprès d'un propriétaire pour chacune des étapes d'un contrat de services d'ingénierie, d'approvisionnement, de construction et de gestion de projets.

En plus de ces secteurs, la Société offre les services-conseils stratégiques hautement spécialisés listés ci-dessous :

Services de planification et services-conseils

La Société aide ses clients à prendre des décisions éclairées à toutes les étapes du cycle de vie d'un projet, en prenant en considération les changements économiques et environnementaux, les facteurs sociaux, les priorités des gouvernements ainsi que des technologies émergentes. Afin de demeurer concurrentielles et de gérer et d'aménager efficacement leurs infrastructures et leurs biens immobiliers, les organisations du secteur public et du secteur privé cherchent à avoir accès à des données plus précises et aux « leçons apprises » d'experts qui contribuent à mener les clients au succès partout dans le monde. En plus de son expertise à l'échelle locale, la Société offre des modèles de référence internationaux ainsi que des solutions fondées sur les pratiques exemplaires en tirant parti de sa vaste expérience. Notre équipe marie les

compétences techniques de notre réseau mondial et un sens aigu des affaires axé sur les résultats.

Services de gestion

Les professionnels chevronnés de la Société évaluent et comprennent les objectifs des clients ainsi que les réalités techniques, environnementales et commerciales auxquelles ils sont confrontés. Couplée à l'offre de services entièrement intégrés de la Société, cette approche holistique nous permet d'établir des relations stratégiques avec nos clients. Nous soutenons ainsi leurs intérêts tout au long des étapes de la planification, de la mise en œuvre et de la mise en service de leurs projets, y compris en cas d'urgence. En mettant l'accent sur les coûts, le calendrier, la qualité et la sécurité, et en utilisant les meilleurs processus et techniques de gestion qui soient, nous sommes en mesure de mobiliser la bonne équipe à l'échelle de l'organisation pour exécuter des projets de différentes tailles et de complexité variée.

Services technologiques et durables

Les professionnels de la Société travaillent tout au long du cycle de vie d'un projet à offrir des solutions novatrices fortement axées sur la gestion du changement et l'engagement des cadres. Tandis que d'importants progrès technologiques sont à même d'améliorer notre façon de vivre, de nous rendre au travail et de nous déplacer, il apparaît que les propriétaires d'immeubles et d'infrastructures doivent non seulement se faire aux changements, mais les adopter de plain-pied. Dans cette optique, nos experts en services technologiques intègrent l'utilisation de solutions logicielles et numériques pour optimiser les projets touchant le génie, l'infrastructure, les bâtiments et l'environnement. De plus, dans un contexte où nous faisons face à d'importants défis liés à la croissance démographique, à la demande et aux contraintes en termes de ressources et aux phénomènes météorologiques extrêmes – qui ont tous une incidence sur la résilience et la durabilité de nos collectivités –, la Société demeure déterminée à intégrer les principes de la durabilité dans son travail de planification, de conception et de gestion, tant pour les biens immobiliers que pour les infrastructures.

04

Indicateurs de rendement

La Société recourt à un certain nombre d'indicateurs financiers sectoriels et consolidés afin d'évaluer son rendement. Le tableau ci-dessous dresse un sommaire des indicateurs de rendement clés les plus pertinents par catégorie. Les rubriques qui suivent présentent les résultats obtenus et une description de chaque indicateur.

Catégorie	Indicateur de rendement	Comparaison du 4 ^e trimestre de 2018 et du 4 ^e trimestre de 2017	Comparaison de l'exercice 2018 et de l'exercice 2017
Croissance	Produits des activités ordinaires nets*	○	○
	Croissance interne**	●	●
	Carnet de commandes*	○	○
Rentabilité	BAIIA ajusté*	○	○
	Marge du BAIIA ajusté*	○	○
	Résultat net ajusté*	○	○
	Fonds provenant des activités d'exploitation*	○	○
	Flux de trésorerie disponibles*	●	○
Liquidités	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	○	○
	Délai de recouvrement*	○	○
	Dettes nettes sur le BAIIA ajusté*	●	●

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ». Des rapprochements avec les mesures conformes aux IFRS sont présentés aux rubriques 8 et 9.

** La croissance interne est une mesure de la croissance des produits des activités ordinaires nets dans la monnaie locale. La Société estime utile d'ajuster les produits des activités ordinaires nets afin d'exclure l'incidence des produits des activités ordinaires nets liés aux acquisitions et des variations des cours du change, ce qui facilite la comparaison du rendement des secteurs à présenter d'une période à l'autre.

○ Favorable ● Stable ● Non favorable

05

Faits saillants financiers du 4^e trimestre de 2018 et de l'exercice 2018

La Société est très satisfaite des résultats obtenus pour le quatrième trimestre de 2018 ainsi que pour l'exercice 2018. Les principaux objectifs du plan stratégique mondial 2015-2018 ont été atteints et ont servi de base au plan stratégique mondial 2019-2021, qui a été présenté à la communauté financière le 30 janvier 2019.

Pour le quatrième trimestre et l'ensemble de l'exercice 2018, la marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à 11,0 %. Les flux de trésorerie disponibles générés au cours de l'exercice se sont élevés à 547,4 M\$, soit 220,6 % du résultat net attribuable aux actionnaires, et le carnet de commandes est demeuré solide, à 10,1 mois.

T4 2018

- Produits des activités ordinaires de 2 043,9 M\$ et produits des activités ordinaires nets de 1 541,0 M\$, en hausse respectivement de 4,6 % et de 4,2 % par rapport au quatrième trimestre de 2017.
- Croissance interne consolidée négative des produits des activités ordinaires nets de 2,4 %, conforme à la diminution prévue par la direction des produits des activités nets liés aux services fournis à la Federal Emergency Management Agency (« FEMA ») aux États-Unis par rapport au quatrième trimestre de 2017. Après ajustement pour tenir compte de l'excédent des produits des activités ordinaires nets liés à la FEMA par rapport aux attentes de la direction pour le quatrième trimestre de 2017, la croissance interne consolidée des produits des activités ordinaires nets se serait établie à 2,6 % pour le trimestre.
- BAIIA ajusté de 169,5 M\$, en hausse de 29,5 M\$, ou

- 21,1 %, par rapport au quatrième trimestre de 2017.
- Marge du BAIIA ajusté de 11,0 %, comparativement à 9,5 % au quatrième trimestre de 2017.
- Résultat net ajusté de 59,1 M\$, ou 0,57 \$ par action, tous deux en hausse de 50,0 % par rapport au quatrième trimestre de 2017.
- Résultat net attribuable aux actionnaires se chiffrant à 43,3 M\$, ou 0,41 \$ par action, en hausse respectivement de 42,9 % et de 41,4 % par rapport au quatrième trimestre de 2017.
- Dividende trimestriel déclaré de 0,375 \$ par action et taux de participation au régime de réinvestissement des dividendes (« RRD ») de 50,1 %.

Exercice 2018

- Produits des activités ordinaires de 7 908,1 M\$ et produits des activités ordinaires nets de 6 020,6 M\$, en hausse respectivement de 13,9 % et de 12,4 % par rapport à 2017.
- Croissance interne consolidée des produits des activités ordinaires nets générée par tous les secteurs à présenter de 3,5 %, ce qui est conforme aux attentes et aux perspectives de la direction.
- BAIIA ajusté de 660,0 M\$, en hausse de 104,8 M\$, ou 18,9 %, par rapport à 2017.
- Marge du BAIIA ajusté de 11,0 %, comparativement à 10,4 % en 2017.
- Résultat net ajusté de 295,2 M\$, ou 2,83 \$ par action, en hausse respectivement de 26,2 % et de 24,1 % par rapport à 2017.
- Résultat net attribuable aux actionnaires se chiffrant à 248,1 M\$, ou 2,38 \$ par action, en hausse respectivement de 16,3 % et de 14,4 % par rapport à 2017.
- Carnet de commandes s'établissant à 7 678,7 M\$, représentant 10,1 mois de produits des activités ordinaires, ce qui est plus élevé de 1 169,6 M\$, ou 18,0 %, qu'au troisième trimestre de 2018 et représente une hausse de 1 317,1 M\$, ou 20,7 %, par rapport au quatrième trimestre de 2017. La croissance interne du carnet de commandes s'est établie à 4,2 % pour l'exercice.
- Si l'on tient compte de toutes les acquisitions réalisées en 2018, le délai de recouvrement s'est établi à 76 jours, ce qui représente une amélioration de 3 jours par rapport à 2017 et dépasse les attentes de la direction.
- Flux de trésorerie disponibles pour l'exercice complet de 547,4 M\$, soit 220,6 % du résultat net attribuable aux actionnaires.
- En incluant le BAIIA ajusté sur 12 mois complets pour tenir compte de toutes les acquisitions, le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté s'établit à 1,8 fois,

ce qui est conforme à notre fourchette cible.

- Dividende déclaré pour l'exercice complet de 1,50 \$ par action, ou 156,0 M\$, et dividende en trésorerie de 78,1 M\$, ou 50,1 %.

06

Faits saillants

Les paragraphes qui suivent présentent les faits saillants pour la période comprise entre la date de clôture du troisième trimestre de l'exercice 2018 de la Société et le 13 mars 2019, date de publication du rapport de gestion de 2018.

- Le 5 décembre 2018, la Société a annoncé qu'elle avait acquis Irwinconsult (« Irwinconsult »), société de génie australienne employant 210 personnes. L'acquisition d'Irwinconsult, qui a été financée au moyen de la trésorerie et des facilités de crédit disponibles de WSP, a renforcé la présence de WSP en Australie en rehaussant son expertise en matière d'immobilier et de bâtiments.
- Le 18 décembre 2018, WSP a conclu l'acquisition de Berger Group Holdings, Inc. (« Louis Berger ») annoncée plus tôt cette année. Pour régler le prix d'achat de 400 M\$ US, WSP a eu recours à une nouvelle facilité à terme.

Louis Berger est une société internationale de services professionnels de premier plan dont le siège social est situé aux États-Unis, principalement active dans les secteurs du transport et de l'infrastructure, de l'environnement et de l'eau, ainsi que dans le domaine de la préparation de plans directeurs. Louis Berger compte environ 5 000 employés, répartis pour l'essentiel dans des bureaux aux États-Unis, avec une présence supplémentaire en Europe continentale, au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie (surtout en Inde) et en Amérique latine.

- Après la clôture de l'exercice, WSP a procédé à quatre nominations clés à des postes de direction afin de soutenir sa croissance à long terme au sein des services professionnels en constante évolution. Il s'agit de Ryan Brain, nommé président et chef de la direction de WSP au Canada, d'Ivy Hoi Yan Kong, nommée directrice générale de WSP en Asie, d'André-Martin Bouchard, nommé directeur mondial Environnement et d'Alain Michaud, nommé premier vice-président, Performance opérationnelle et initiatives stratégiques.
- Le 30 janvier 2019, WSP a publié son Plan stratégique mondial 2019-2021, qui prépare le terrain pour les trois prochaines années de croissance de la Société. Parmi les faits saillants, mentionnons des revenus nets entre 8 et 9 milliards de dollars, une augmentation de 35 % des effectifs et une

augmentation de 50 % du BAIIA ajusté d'ici la fin de 2021. La présentation complète du Plan stratégique mondial 2019-2021 peut être consultée à l'adresse www.wsp.com.

07

Revue de l'exercice 2018

La Société a dégagé des produits des activités ordinaires de 7 908,1 M\$ et des produits des activités ordinaires nets de 6 020,6 M\$ en 2018, en hausse respectivement de 13,9 % et de 12,4 % par rapport à 2017. La croissance interne consolidée des produits des activités ordinaires nets, qui a été générée par tous les secteurs à présenter, s'est établie à 3,5 %, ce qui est conforme aux perspectives de la direction.

Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté se sont chiffrés respectivement à 660,0 M\$ et à 11,0 %, ce qui représente une hausse par rapport à 2017. Conformément aux attentes de la direction, tous les secteurs à présenter de la Société ont contribué à l'amélioration des deux indicateurs de rendement consolidés.

La valeur consolidée du carnet de commandes de la Société est passée de 6 361,6 M\$ au 31 décembre 2017 à 7 678,7 M\$ au 31 décembre 2018, ce qui représente une croissance interne de 4,2 % d'un exercice à l'autre. Au chapitre du renouvellement du carnet de commandes, le ratio nouveaux contrats/facturation de la Société a été supérieur à 1,0 fois pour l'exercice 2018.

Les acquisitions stratégiques réalisées au cours de l'exercice, notamment celle de Louis Berger au quatrième trimestre de 2018, ont consolidé la présence de WSP non seulement dans plusieurs secteurs d'activité, mais surtout aux États-Unis, région géographique clé. De plus, d'autres acquisitions réalisées spécifiquement dans les pays nordiques et en Australie au cours de l'exercice sont venues accroître l'effectif et procurer à la Société de l'expertise technique. Les acquisitions réalisées en 2017 et en 2018 ont généré plus de 450,0 M\$, soit 8,6 % des produits des activités ordinaires nets consolidés de la Société pour 2018.

Au chapitre des flux de trésorerie, l'amélioration du délai de recouvrement de 3 jours et l'accent mis sur la gestion du fonds de roulement ont mené à des flux de trésorerie disponibles de 547,4 M\$, soit 220,6 % du résultat net attribuable aux actionnaires.

Sur le plan de la situation financière, la Société est très solide. Toutes les acquisitions d'entreprises réalisées au cours de l'exercice ont été financées au moyen des fonds en caisse disponibles et de la facilité de crédit amendée. De plus, le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté de la Société, en incluant le BAIIA ajusté sur 12 mois complets pour tenir compte de toutes les acquisitions, s'est établi à 1,8 fois à la fin de 2018, ce qui est conforme à la fourchette cible de la Société, qui est de 1,5 fois à 2,0 fois.

Revue des activités

Canada

Pour l'exercice, nos activités au Canada ont généré une croissance interne des produits des activités ordinaires nets de 3,5 %, ce qui est conforme aux attentes. La marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social a augmenté pour s'établir à 14,0 %, comparativement à 12,3 % en 2017. Des taux d'utilisation stables, une amélioration de l'exécution des projets et des mesures de compression des coûts ont contribué au solide rendement enregistré au cours de l'exercice.

Le 9 janvier 2019, dans le cadre d'un plan de transition annoncé en juin 2018, la Société a nommé Ryan Brain au poste de président et chef de la direction de WSP Canada Inc. Stratégique et axé sur les résultats, M. Brain est un cadre supérieur des services professionnels qui possède plus de 20 ans d'expérience au sein du secteur des services professionnels. WSP tient à remercier Hugo Blasutta, ancien président et chef de la direction de WSP, pour son leadership au cours des trois dernières années.

Amériques

Le secteur à présenter des Amériques de la Société a généré une croissance interne des produits des activités ordinaires nets légèrement inférieure à 1,0 % pour l'exercice, ce qui est conforme aux perspectives de la direction. La croissance interne neutre des produits des activités ordinaires nets s'explique principalement par des produits des activités ordinaires nets liés à la FEMA non récurrents en 2017 provenant de nos activités aux États-Unis, qui ont dépassé nos attentes.

Les produits des activités ordinaires liés à la FEMA proviennent de services d'inspection liés aux catastrophes. Bien qu'il soit possible de prévoir raisonnablement un montant de référence annuel pour ce qui est des produits des activités ordinaires liés à la FEMA, il est impossible de prévoir l'occurrence de multiples catastrophes importantes. Ce fut le cas en 2017 avec les ouragans réussis *Harvey* (Texas), *Irma* (Floride) et *Maria* (Porto Rico).

Après ajustement pour tenir compte de l'excédent en 2017 des produits des activités ordinaires liés à la FEMA par rapport aux attentes, la croissance interne des produits des activités ordinaires pour l'ensemble de l'exercice 2018 pour la région se serait située au milieu de l'intervalle de croissance à un chiffre.

Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social, s'établissant respectivement à 257,3 M\$ et à 14,6 %, ont encore été les plus élevés parmi les secteurs à présenter de la Société et conformes aux attentes. Le ratio nouveaux contrats/facturation de l'exercice s'est établi légèrement au-dessus de 1,2 fois et le carnet de commandes a augmenté de plus de 25 % par rapport au quatrième trimestre de 2017, ce qui constitue une base solide pour 2019.

Nos activités en Amérique latine ont dégagé des résultats

légèrement inférieurs aux attentes de la direction pour l'exercice, en raison surtout de l'intégration des acquisitions réalisées en 2017 qui a débuté en 2018 et qui devrait s'achever au premier semestre de 2019.

EMOIA

Notre secteur à présenter EMOIA a généré une croissance interne des produits des activités ordinaires nets de 5,1 %, et la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social s'est établie à 10,3 %, ce qui, dans les deux cas, est légèrement supérieur aux attentes de la direction pour l'exercice.

Les activités au Royaume-Uni ont affiché une forte croissance interne des produits des activités ordinaires nets pour l'exercice, soit plus de 70 % en 2018, en raison principalement de la solide performance dégagée par le secteur d'activité du transport et des infrastructures, plus particulièrement les infrastructures ferroviaires. L'amélioration des taux d'utilisation a également entraîné une hausse de la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social d'un exercice à l'autre. L'intégration des activités britanniques d'Opus, acquises au cours du quatrième trimestre de 2017, s'est déroulée comme prévu.

Nos activités dans les pays nordiques ont affiché une croissance interne des produits des activités ordinaires nets légèrement supérieure à 6 % en 2018, stimulée par nos activités en Suède. Des acquisitions complémentaires réalisées en Finlande et en Norvège à la fin de 2017 et en 2018, respectivement, ont permis d'accroître les capacités et de renforcer l'expertise technique.

Nos activités en Europe centrale, au Moyen-Orient et en Afrique du Sud ont généré des résultats conformes aux attentes de la direction pour l'exercice, tant en ce qui concerne les produits des activités ordinaires nets que le BAIIA ajusté.

ASIE-PACIFIQUE

Le secteur à présenter Asie-Pacifique a affiché une croissance interne des produits des activités ordinaires nets de 5,6 %, ce qui est supérieur aux attentes de la direction pour l'exercice. Nos activités en Australie ont affiché une croissance interne des produits des activités ordinaires nets supérieure à 16,0 % dans l'ensemble des secteurs d'activité.

Comme prévu, nos activités en Asie ont généré une croissance interne négative des produits des activités ordinaires nets, alors que nous continuons d'appliquer notre approche disciplinée visant à gérer notre exposition au secteur privé des bâtiments. Après la fin de l'exercice, Ivy Kong s'est jointe à WSP à titre de directrice générale de nos activités en Asie. M^{me} Kong est une dirigeante qui compte quelque 20 années d'expérience dans le secteur des services professionnels, où elle a assumé des responsabilités croissantes en matière de gestion. M^{me} Kong a remplacé David Tsui, à qui nous souhaitons une retraite bien méritée après 12 ans de

service à WSP.

Nos activités en Nouvelle-Zélande ont enregistré des résultats légèrement supérieurs aux attentes de la direction. Les synergies attendues de notre acquisition d'Opus au quatrième trimestre de 2017 se sont concrétisées au cours de l'exercice, ce qui a donné en retour un élan à l'ensemble de la région Asie-Pacifique.

Société

Au niveau de la Société, nous avons accueilli M. André-Martin Bouchard au poste de directeur mondial, Environnement et M. Alain Michaud en tant que premier vice-président, Performance opérationnelle et initiatives stratégiques.

À titre de directeur mondial, Environnement, le rôle et le leadership de M. Bouchard seront cruciaux pour positionner les secteurs Environnement et Ressources parmi les principaux moteurs de croissance de la Société. Au service de WSP depuis 2006, M. Bouchard a occupé divers postes, dont celui de vice-président exécutif, Environnement, et a fait partie de l'équipe de direction canadienne.

En sa qualité de premier vice-président, Performance opérationnelle et initiatives stratégiques, M. Michaud sera responsable de superviser la mise en œuvre des initiatives à impact élevé qui aideront WSP à améliorer son excellence opérationnelle et à réaliser son Plan stratégique mondial. Avant de se joindre à WSP, M. Michaud a été associé principal pendant plus de 20 ans au sein de l'un des quatre grands cabinets comptables, où il a fait partie des équipes de direction canadienne et québécoise.

Dans l'ensemble, 2018 a été une année fructueuse. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets s'est établie à 3,5 %, la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social s'est améliorée dans tous les secteurs à présenter, la marge du BAIIA ajusté consolidé s'est établie à 11,0 % et les flux de trésorerie disponibles ont représenté 220,6 % du résultat net attribuable aux actionnaires. Tous ces facteurs ont contribué à l'atteinte de la plupart des principaux objectifs de notre plan stratégique mondial 2015-2018.

Nous avons maintenant hâte de relever les nouveaux défis énoncés dans notre plan stratégique mondial 2019-2021 que nous avons présenté à la communauté financière le 30 janvier 2019.

08

Revue financière

8.1 Résultats comparativement aux prévisions pour 2018

Les fourchettes cibles pour 2018 présentées dans le tableau ci-dessous et à la rubrique « Perspectives » du rapport de gestion annuel 2017 ont été établies en supposant qu'aucune variation n'aurait lieu, durant l'exercice, dans les cours de change des régions dans lesquelles la Société exerce ses activités. De plus, aucune cession, fusion, acquisition d'entreprise, modification des taux d'impôt effectifs dans les pays où la Société exerce des activités ou autre événement ou transaction survenu après le 14 mars 2018, date de publication, n'a été pris en considération.

Abstraction faite des variations des cours du change et des événements et transactions survenus après le 14 mars 2018, date de publication des prévisions pour 2018, la Société a atteint ou dépassé toutes ses cibles établies pour 2018.

Mesure	Fourchette cible pour 2018	Résultat
Produits des activités ordinaires nets*	Entre 5 700 M\$ et 5 900 M\$	○
BAIIA ajusté*	Entre 610 M\$ et 660 M\$	●
Saisonnalité et fluctuations du BAIIA ajusté*	Entre 18 % et 29 %, le premier trimestre étant le plus bas et le troisième, le plus haut	●
Taux d'impôt effectif	Entre 23 % et 25 %	●
Délai de recouvrement*	De 80 à 85 jours	○
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	Entre 60 M\$ et 70 M\$	●
Dépenses d'investissement nettes	Entre 115 M\$ et 125 M\$	●
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté*	De 1,5 fois à 2,0 fois	●
Coûts d'acquisition et d'intégration*	Entre 40 M\$ et 50 M\$	●

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

● Fourchette cible atteinte ○ Fourchette cible dépassée

8.2 Résultats d'exploitation

	Quatrième trimestre		Exercice complet	
	2018	2017	2018	2017
(en millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les données par action)	Période allant du 30 septembre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} octobre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Produits des activités ordinaires	2 043,9 \$	1 954,3 \$	7 908,1 \$	6 942,2 \$
Moins : sous-consultants et coûts directs	502,9 \$	475,7 \$	1 887,5 \$	1 585,6 \$
Produits des activités ordinaires nets*	1 541,0 \$	1 478,6 \$	6 020,6 \$	5 356,6 \$
Coûts liés au personnel	1 160,1 \$	1 154,3 \$	4 567,1 \$	4 112,9 \$
Charges locatives	66,9 \$	56,3 \$	258,9 \$	227,8 \$
Autres charges d'exploitation ⁽¹⁾	145,0 \$	128,4 \$	536,8 \$	462,5 \$
Quote-part du résultat des entreprises associées	(0,5) \$	(0,4) \$	(2,2) \$	(1,8) \$
BAIIA ajusté*	169,5 \$	140,0 \$	660,0 \$	555,2 \$
Coûts d'acquisition et d'intégration*	21,7 \$	12,3 \$	62,3 \$	28,4 \$
BAIIA*	147,8 \$	127,7 \$	597,7 \$	526,8 \$
Dotation à l'amortissement des immobilisations incorporelles	29,9 \$	27,9 \$	102,6 \$	89,2 \$
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	24,6 \$	22,3 \$	91,8 \$	79,6 \$
Charges financières	33,2 \$	14,5 \$	72,6 \$	41,1 \$
Quote-part de la dotation à l'amortissement des entreprises associées	0,3 \$	0,5 \$	1,2 \$	1,4 \$
Résultat avant impôt	59,8 \$	62,5 \$	329,5 \$	315,5 \$
Charge d'impôt sur le résultat	16,3 \$	32,2 \$	80,5 \$	102,1 \$
Quote-part de l'impôt sur le résultat des entreprises associées	0,1 \$	— \$	0,2 \$	0,1 \$
Résultat net	43,4 \$	30,3 \$	248,8 \$	213,3 \$
Attribuable aux :				
– Actionnaires	43,3 \$	30,3 \$	248,1 \$	213,3 \$
– Participations ne donnant pas le contrôle	0,1 \$	— \$	0,7 \$	— \$
Résultat net de base par action	0,41 \$	0,29 \$	2,38 \$	2,08 \$
Résultat net dilué par action	0,41 \$	0,29 \$	2,38 \$	2,08 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions	104 387 699	103 084 862	104 150 041	102 448 943
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	104 614 276	103 267 305	104 392 368	102 576 410

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

⁽¹⁾ Les autres charges d'exploitation incluent les profits/pertes de change liés à l'exploitation et les produits d'intérêts.

Dans les rubriques 8.3 à 8.6, nous passons en revue les variations des résultats d'exploitation entre 2018 et 2017, en décrivant les facteurs qui ont eu une incidence sur les produits des activités ordinaires nets, le carnet de commandes, les charges, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social et la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social. Les charges financières, l'impôt sur le résultat, le résultat net, le résultat net ajusté, le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, les fonds provenant des activités

d'exploitation et les flux de trésorerie disponibles font également l'objet d'une revue sur une base consolidée aux rubriques 8.7 à 8.11.

8.3 Produits des activités ordinaires nets

La performance et les résultats financiers de la Société doivent être mesurés et analysés en tenant compte des produits des activités ordinaires générés par les honoraires, soit les produits des activités ordinaires nets, puisque les coûts directs recouvrables peuvent

varier sensiblement d'un contrat à l'autre et ne sont pas représentatifs de la performance des services d'experts-conseils.

Les secteurs à présenter de la Société sont les suivant : Canada, Amériques (États-Unis et Amérique latine), EMOIA (Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique) et Asie-

Pacifique (qui comprend l'Asie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande). Le tableau qui suit présente un résumé des variations des produits des activités ordinaires nets et du nombre d'employés, par secteur à présenter et au total, d'un exercice à l'autre.

Quatrième trimestre

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets* 2018	264,7 \$	454,1 \$	576,1 \$	246,1 \$	1,541,0 \$
Produits des activités ordinaires nets* 2017	250,2 \$	493,1 \$	530,8 \$	204,5 \$	1,478,6 \$
Variation nette (%)	5,8 %	(7,9) %	8,5 %	20,3 %	4,2 %
Croissance interne**	2,5 %	(13,5) %	4,5 %	0,5 %	(2,4) %
Croissance découlant d'acquisitions**	3,3 %	3,0 %	4,4 %	21,0 %	6,0 %
Incidence des variations des cours du change***	— %	2,6 %	(0,4) %	(1,2) %	0,6 %
Variation nette (%)	5,8 %	(7,9) %	8,5 %	20,3 %	4,2 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

** La croissance interne et la croissance découlant d'acquisitions sont calculées en fonction de la monnaie locale.

*** L'incidence des variations des cours du change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, du total des produits des activités ordinaires nets libellés dans la monnaie locale, déduction faite de la croissance interne et de la croissance découlant d'acquisitions.

Exercice complet

(en millions de dollars, sauf les pourcentages et le nombre d'employés)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets* 2018	1 053,6 \$	1 758,2 \$	2 192,1 \$	1 016,7 \$	6 020,6 \$
Produits des activités ordinaires nets* 2017	977,4 \$	1 650,5 \$	1 984,7 \$	744,0 \$	5 356,6 \$
Variation nette (%)	7,8 %	6,5 %	10,5 %	36,7 %	12,4 %
Croissance interne**	3,5 %	0,7 %	5,1 %	5,6 %	3,5 %
Croissance découlant d'acquisitions**	4,3 %	6,1 %	4,1 %	32,2 %	8,6 %
Incidence des variations des cours du change***	— %	(0,3) %	1,3 %	(1,1) %	0,3 %
Variation nette (%)	7,8 %	6,5 %	10,5 %	36,7 %	12,4 %
Nombre approximatif d'employés – 2018	7 900	12 400	19 100	8 300	47 700
Nombre approximatif d'employés – 2017	8 000	9 500	16 500	8 000	42 000
Variation nette (%)	(1,3) %	30,5 %	15,8 %	3,8 %	13,6 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

** La croissance interne et la croissance découlant d'acquisitions sont calculées en fonction de la monnaie locale.

*** L'incidence des variations des cours du change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, du total des produits des activités ordinaires nets libellés dans la monnaie locale, déduction faite de la croissance interne et de la croissance découlant d'acquisitions.

À la clôture du quatrième trimestre de 2018, les produits des activités ordinaires nets de la Société s'établissaient à 1 541,0 M\$, en hausse de 62,4 M\$, ou 4,2 %, comparativement au quatrième trimestre de 2017. Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, les produits des activités nets se sont chiffrés à 6 020,6 M\$, en hausse de 664,0 M\$, ou 12,4 %, par rapport à la période correspondante de 2017.

8.3.1 Canada

Les produits des activités ordinaires nets générés par nos activités au Canada se sont chiffrés à 264,7 M\$ au quatrième trimestre de 2018, en hausse de 14,5 M\$, ou 5,8 %, par rapport à la période correspondante de 2017. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions et la croissance interne des produits des activités ordinaires nets se sont établies respectivement à 3,3 % et à 2,5 %. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions est attribuable aux activités canadiennes d'Opus, acquise au quatrième trimestre de 2017.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, les produits des activités ordinaires nets générés par nos activités au Canada se sont chiffrés à 1 053,6 M\$, en hausse de 76,2 M\$, ou 7,8 %, par rapport à la période correspondante de 2017. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions et la croissance interne des produits des activités ordinaires nets se sont établies respectivement à 4,3 % et à 3,5 %. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions est attribuable aux activités canadiennes d'Opus, acquise au quatrième trimestre de 2017. Le secteur du transport et des infrastructures et celui des bâtiments ont généré environ 65 % des produits des activités ordinaires nets.

8.3.2 Amériques

Les produits des activités ordinaires nets générés par le secteur à présenter des Amériques se sont élevés à 454,1 M\$ au quatrième trimestre de 2018, soit une baisse de 39,0 M\$, ou 7,9 %, par rapport à la période correspondante de 2017. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions et la croissance interne des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes, se sont établies respectivement à 3,0 % et à un montant négatif de 13,5 %, ce qui est conforme aux attentes de la direction. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets provenait surtout de nos acquisitions en Amérique latine en 2017. La croissance interne négative des produits des activités ordinaires nets provient surtout des produits liés à la FEMA moins élevés que prévu générés par nos activités aux États-Unis comparativement à la période correspondante de 2017. Les cours du change ont eu une incidence positive en raison principalement de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, les produits des activités ordinaires nets générés par le secteur à présenter des Amériques se sont établis à 1 758,2 M\$, en hausse de 107,7 M\$, ou 6,5 %, par rapport à la période correspondante de 2017. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions et la croissance interne des produits des activités ordinaires nets se sont établies respectivement à 6,1 % et à 0,7 %. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions est principalement liée aux acquisitions en Amérique latine en 2017. La croissance interne neutre des produits des activités ordinaires nets enregistrée au cours de l'exercice s'explique par la diminution des produits des activités ordinaires nets liés à la FEMA provenant de nos activités aux États-Unis. Le secteur du transport et des infrastructures et celui des bâtiments ont généré environ 81 % des produits des activités ordinaires nets.

8.3.3 EMOIA

Les produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter EMOIA se sont élevés à 576,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2018, soit une hausse de 45,3 M\$, ou 8,5 %, par rapport au quatrième trimestre de 2017. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets et la croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions, en devises constantes, se sont chiffrées respectivement à 4,5 % et à 4,4 %. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets est conforme aux attentes de la direction et a été générée principalement par les activités au Royaume-Uni et dans les pays nordiques. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions était attribuable aux activités britanniques d'Opus, acquise au quatrième trimestre de 2017, ainsi qu'à des acquisitions complémentaires réalisées dans les pays nordiques en 2017 et en 2018.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, les produits des activités ordinaires nets générés par le secteur à présenter EMOIA se sont établis à 2 192,1 M\$, en hausse de 207,4 M\$, ou 10,5 %, par rapport à la période correspondante de 2017. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets et la croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions, en devises constantes, se sont établies respectivement à 5,1 % et à 4,1 %. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets a dépassé les attentes de la direction et provient surtout des activités au Royaume-Uni et dans les pays nordiques. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions était attribuable aux activités britanniques d'Opus, acquise au quatrième trimestre de 2017, ainsi qu'à des acquisitions complémentaires réalisées dans les pays nordiques en 2017 et en 2018. Les cours du change ont eu une incidence positive en raison principalement de la dépréciation du dollar canadien par rapport à certaines des monnaies européennes, notamment la livre sterling. Le secteur du transport et des infrastructures et celui des bâtiments ont généré

environ 82 % des produits des activités ordinaires nets.

8.3.4 Asie-Pacifique

Les produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter Asie-Pacifique se sont élevés à 246,1 M\$ au quatrième trimestre de 2018, en hausse de 41,6 M\$, ou 20,3 %, par rapport à la période correspondante de 2017. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions et la croissance interne des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes dans les deux cas, se sont établies respectivement à 21,0 % et à 0,5 %. La croissance découlant d'acquisitions est principalement attribuable à l'acquisition par la Société, au quatrième trimestre de 2017, d'Opus, dont la majeure partie des produits des activités ordinaires nets sont générés par les activités de celle-ci en Nouvelle-Zélande. Nos activités en Australie et en Asie ont affiché des résultats conformes aux attentes de la direction.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, les produits des activités ordinaires nets du secteur à

présenter Asie-Pacifique se sont élevés à 1 016,7 M\$, en hausse de 272,7 M\$, ou 36,7 %, par rapport à la période correspondante de 2017. La croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions et la croissance interne des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes dans les deux cas, se sont établies respectivement à 32,2 % et à 5,6 %. La croissance découlant d'acquisitions est principalement attribuable à l'acquisition par la Société, au quatrième trimestre de 2017, d'Opus, dont la majeure partie des produits des activités ordinaires nets sont générés par les activités de celle-ci en Nouvelle-Zélande. Nos activités en Australie ont généré une forte croissance interne des produits des activités ordinaires nets, supérieure aux attentes de la direction. Nos activités en Asie ont affiché une croissance interne négative des produits des activités ordinaires nets, alors que nous continuons d'appliquer notre approche disciplinée au chapitre de la gestion de notre exposition au secteur des bâtiments du secteur privé en Chine. Le secteur du transport et des infrastructures et celui des bâtiments ont généré environ 89 % des produits des activités ordinaires nets.

8.4 Carnet de commandes

Quatrième trimestre de 2018

(en millions de dollars)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Carnet de commandes*	958,2 \$	3 452,1 \$	2 165,5 \$	1 102,9 \$	7 678,7 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Troisième trimestre de 2018

(en millions de dollars)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Carnet de commandes*	1 003,9 \$	2 379,1 \$	1 956,3 \$	1 169,8 \$	6 509,1 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Quatrième trimestre de 2017

(en millions de dollars)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Carnet de commandes*	1 064,6 \$	2 120,7 \$	1 966,1 \$	1 210,2 \$	6 361,6 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Au 31 décembre 2018, le carnet de commandes s'établissait à 7 678,7 M\$, représentant 10,1 mois de produits des activités ordinaires, ce qui représente une hausse de 1 169,6 M\$, ou 18,0 %, par rapport au troisième trimestre de 2018 et une augmentation de 1 317,1 M\$, ou 20,7 %, par rapport au quatrième trimestre de 2017. L'augmentation importante du carnet de commandes par rapport au troisième trimestre de 2018 est

principalement attribuable à l'acquisition de Louis Berger en décembre 2018. En devises constantes, le carnet de commandes de la Société a affiché une croissance interne de 2,3 % par rapport au troisième trimestre de 2018 et une croissance interne de 4,2 % pour l'exercice. Le calendrier d'attribution des contrats peut avoir une incidence importante sur cette mesure. Un important effort d'appels d'offres réalisé en décembre 2018 s'est

traduit par l'obtention de contrats importants, au début de l'exercice 2019, pour nos secteurs à présenter Canada et Asie-Pacifique.

Compte tenu de l'ampleur de certains contrats et des délais requis pour les mener à bien, il se peut que

d'importantes fluctuations de cette mesure soient observées d'un trimestre à l'autre. La direction est d'avis que les variations du carnet de commandes doivent être examinées d'un exercice à l'autre, particulièrement au moment d'évaluer la croissance interne en fonction de cours de change constants.

8.5 Charges

Le tableau qui suit résume les résultats d'exploitation de la Société exprimés en pourcentage des produits des activités ordinaires nets.

	Quatrième trimestre		Exercice complet	
	2018	2017	2018	2017
(pourcentage des produits des activités ordinaires nets)	Période allant du 30 septembre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} octobre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Produits des activités ordinaires nets*	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Coûts liés au personnel	75,3 %	78,0 %	75,8 %	76,8 %
Charges locatives	4,3 %	3,8 %	4,3 %	4,2 %
Autres charges d'exploitation ⁽¹⁾	9,4 %	8,7 %	8,9 %	8,6 %
Quote-part du résultat des entreprises associées	— %	— %	— %	— %
BALIA ajusté*	11,0 %	9,5 %	11,0 %	10,4 %
Coûts d'acquisition et d'intégration*	1,4 %	0,8 %	1,0 %	0,5 %
Dotation à l'amortissement des immobilisations incorporelles	1,9 %	1,9 %	1,7 %	1,7 %
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	1,6 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
Charges financières	2,2 %	1,0 %	1,2 %	0,8 %
Quote-part de la dotation à l'amortissement des entreprises associées	— %	— %	— %	— %
Charge d'impôt sur le résultat	1,1 %	2,2 %	1,3 %	1,9 %
Résultat net	2,8 %	2,1 %	4,3 %	4,0 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

⁽¹⁾ Les autres charges d'exploitation incluent les profits et pertes de change et les produits d'intérêts.

Les charges se composent de trois principaux éléments, à savoir les coûts liés au personnel, les charges locatives et les autres charges d'exploitation. Les coûts liés au personnel comprennent les charges salariales de tous les employés s'occupant de la prestation de services de consultation et de l'exécution de projets, ainsi que les coûts liés au personnel administratif et à celui du siège social. Les coûts d'occupation comprennent les charges locatives et les autres coûts connexes se rapportant aux espaces à bureaux qu'occupe la Société partout dans le monde. Les autres charges d'exploitation incluent des coûts fixes tels que les coûts non recouvrables liés à la prestation de services aux clients, les coûts liés à la technologie, les frais liés aux assurances professionnelles, le profit ou la perte de change et les produits d'intérêts.

Pour le quatrième trimestre de 2018, les coûts liés au personnel, en pourcentage des produits des activités ordinaires nets, ont été inférieurs par rapport à la période correspondante de 2017, ce qui s'explique en partie par la diminution des produits des activités ordinaires nets liés à la FEMA en 2018. En comparaison, les charges locatives et les autres charges d'exploitation (qui sont plutôt fixes) du quatrième trimestre de 2018 ont augmenté en pourcentage des produits des activités ordinaires nets par rapport au quatrième trimestre de 2017, en raison de la diminution des produits des activités ordinaires nets liés à la FEMA au quatrième trimestre de 2018 dont il est question ci-dessus.

Par rapport à l'exercice 2017, les coûts liés au personnel, les charges locatives et les autres charges d'exploitation,

en pourcentage des produits des activités ordinaires nets, pour l'exercice 2018 ont été conformes aux attentes de la direction.

La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à 11,0 % à la fois pour le trimestre et pour l'exercice à ce jour, respectivement, comparativement à 9,5 % et à 10,4 % pour les périodes correspondantes de 2017.

L'amélioration de la marge du BAIIA ajusté pour le trimestre est attribuable essentiellement à la diminution des coûts liés au personnel en pourcentage des produits des activités ordinaires nets, comme il est indiqué ci dessus.

L'amélioration de la marge du BAIIA ajusté pour l'exercice est attribuable à la croissance interne des produits des activités ordinaires nets et à la croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions, aux taux d'utilisation solides et à l'ensemble des mesures de compression des coûts.

Les coûts d'acquisition et d'intégration sont des composantes de la performance financière de la Société qui, à son avis, ne devraient pas être prises en compte lors de son évaluation de la performance opérationnelle et financière sous-jacente. En conséquence, ces coûts sont pris en compte isolément dans l'état consolidé du résultat net de la Société.

En 2018, la Société a engagé des coûts d'acquisition et d'intégration de 62,3 M\$. En excluant les éléments liés aux événements et aux transactions survenus après la publication des perspectives de la direction pour 2018, qui ont totalisé 12,9 M\$ (voir ci-dessous), les coûts d'acquisition et d'intégration pour 2018 sont conformes aux attentes de la direction.

En 2018, la Société a conclu un certain nombre d'acquisitions d'entreprises, notamment celle de Louis Berger au quatrième trimestre. Les coûts d'acquisition et d'intégration reliés aux acquisitions survenues après la publication des perspectives de la direction pour 2018 se sont élevés à 6,9 M\$.

De plus, au quatrième trimestre de 2018, le 26 octobre 2018, la Haute Cour de justice d'Angleterre et du Pays de Galles a rendu un jugement dans une affaire concernant les droits des femmes participant à certains régimes de retraite à l'égalité de traitement en matière de prestations de retraite. Le jugement a conclu que les régimes devraient être modifiés afin d'égaliser les prestations de retraite des hommes et des femmes par rapport aux prestations minimales garanties de retraite. Les questions déterminées par le jugement devraient avoir une incidence sur la plupart des sociétés qui offrent des régimes de retraite à prestations définies au Royaume-Uni.

Par suite de l'incidence du jugement susmentionné sur les régimes de retraite à prestations définies au Royaume-Uni, et avec l'aide de ses actuaires-conseils, la Société a comptabilisé un coût des services passés provisoire de 6,0 M\$ au titre de ses anciens régimes de

retraite à prestations définies au Royaume-Uni. Étant donné la nature sous-jacente de ce coût comptabilisé à la période précédente, la Société a choisi de présenter cet élément sous le poste « Coûts d'acquisition et d'intégration » de son état consolidé du résultat net, conformément aux méthodes comptables qu'elle applique.

En 2018, les coûts liés au programme d'impartition des services de TI faisaient également partie des coûts d'acquisition et d'intégration. Ces coûts correspondent essentiellement aux coûts de dédoublement et de transition non récurrents qui découlent de la sous-traitance du soutien de l'infrastructure de TI et du soutien informatique de la Société. Ces coûts ont été pris en compte par la Société dans l'établissement de la fourchette prévisionnelle des coûts d'acquisition et d'intégration pour 2018 qui est présentée par la Société dans son rapport de gestion de l'exercice clos le 31 décembre 2017. Cette fourchette se situe entre 40,0 M\$ et 50,0 M\$.

Enfin, la Société inscrit également des charges telles que la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles. Pour le trimestre et la période de 12 mois clos le 31 décembre 2018, ces charges sont demeurées stables par rapport aux périodes correspondantes de 2017.

8.6 BAIIA ajusté par secteur à présenter

Quatrième trimestre de 2018

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets*	264,7 \$	454,1 \$	576,1 \$	246,1 \$	1 541,0 \$
BAIIA ajusté*					169,5 \$
Charges du siège social					21,6 \$
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	42,6 \$	56,2 \$	61,1 \$	31,2 \$	191,1 \$
Marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	16,1 %	12,4 %	10,6 %	12,7 %	12,4 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Quatrième trimestre de 2017

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets*	250,2 \$	493,1 \$	530,8 \$	204,5 \$	1 478,6 \$
BAIIA ajusté*					140,0 \$
Charges du siège social					16,0 \$
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	34,8 \$	47,7 \$	51,8 \$	21,7 \$	156,0 \$
Marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	13,9 %	9,7 %	9,8 %	10,6 %	10,6 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Exercice 2018

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets*	1 053,6 \$	1 758,2 \$	2 192,1 \$	1 016,7 \$	6 020,6 \$
BAIIA ajusté*					660,0 \$
Charges du siège social					87,3 \$
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	147,1 \$	257,3 \$	225,4 \$	117,5 \$	747,3 \$
Marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	14,0 %	14,6 %	10,3 %	11,6 %	12,4 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Exercice 2017

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets*	977,4 \$	1 650,5 \$	1 984,7 \$	744,0 \$	5 356,6 \$
BAIIA ajusté*					555,2 \$
Charges du siège social					59,0 \$
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	120,6 \$	220,2 \$	197,0 \$	76,4 \$	614,2 \$
Marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	12,3 %	13,3 %	9,9 %	10,3 %	11,5 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté consolidé, dans les deux cas avant déduction des charges du siège social, se sont établis respectivement à 191,1 M\$ et à 12,4 % pour le trimestre, en comparaison de 156,0 M\$ et de 10,6 % pour la période correspondante de 2017.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté consolidé, dans les deux cas avant déduction des charges du siège social, se sont établis respectivement à 747,3 M\$ et à 12,4 %, en comparaison de 614,2 M\$ et de 11,5 % pour la période correspondante de 2017.

L'augmentation du BAIIA ajusté et l'amélioration de la marge du BAIIA ajusté, dans les deux cas avant déduction des charges du siège social, enregistrées pour le quatrième trimestre et l'exercice complet par tous les secteurs à présenter de la Société sont conformes aux attentes de la direction et découlent essentiellement de la croissance interne des produits des activités ordinaires nets et de la croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions, des taux d'utilisation stables obtenus et des mesures de compression des coûts.

L'augmentation de la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social enregistrées par le secteur à présenter des Amériques pour le quatrième trimestre de 2018 découle aussi, en partie, de la marge du BAIIA ajusté moins élevée que prévu et des produits liés à la FEMA générés au quatrième trimestre de 2018 par rapport à la période correspondante de 2017.

Les charges du siège social inscrites pour le trimestre et pour la période de 12 mois clos le 31 décembre 2018, qui se sont établies respectivement à 21,6 M\$ et à 87,3 M\$, ont été conformes aux attentes de la direction.

Plusieurs facteurs influent sur la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social, tels que la saisonnalité, la nature des projets, les prix, l'environnement concurrentiel, l'exécution des projets, les hausses de coûts, les cours du change et la productivité des employés.

8.7 Charges financières

Les charges financières de la Société se rapportent principalement aux charges d'intérêts liées aux facilités de crédit, aux charges financières nettes liées aux obligations au titre des régimes de retraite, aux profits ou pertes de change sur les actifs et les passifs en monnaies étrangères, aux profits ou pertes sur les autres actifs et aux écarts de conversion latents liés aux instruments financiers. La Société recourt à ses facilités de crédit pour gérer son fonds de roulement et pour financer ses dépenses d'investissement et ses acquisitions d'entreprises.

Pour le trimestre et la période de 12 mois clos le 31 décembre 2018, les charges financières exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires nets ont augmenté considérablement par rapport aux périodes

correspondantes de 2017, en raison principalement des pertes latentes sur les actifs financiers (autres actifs) du régime de rémunération différée des employés américains de la Société. Avant 2018, ces coûts étaient comptabilisés à l'état consolidé du résultat global de la Société. Depuis le 1^{er} janvier 2018, par suite de l'adoption d'*IFRS 9 Instruments financiers*, ces coûts sont comptabilisés à titre de charges financières à l'état consolidé du résultat net de la Société. Exclusion faite des pertes latentes susmentionnées subies par le régime de rémunération différée des employés américains de la Société, les charges financières, exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires nets, sont demeurées stables comparativement aux périodes correspondantes de 2017.

8.8 Impôt sur le résultat

Au quatrième trimestre de 2018, une charge d'impôt sur le résultat de 16,3 M\$ a été comptabilisée sur un résultat avant impôt de 59,7 M\$ (impôts sur les bénéfices nets attribuables aux intérêts minoritaires de 0,1 M\$), soit un taux d'impôt effectif de 27,3 %, ce qui est supérieur aux attentes de la direction. Le taux d'impôt effectif plus élevé que prévu enregistré pour le trimestre s'explique en partie par les charges non déductibles liées aux acquisitions d'entreprises.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, une charge d'impôt sur le résultat de 80,5 M\$ a été comptabilisée sur un résultat avant impôt de 329,3 M\$ (impôts sur les bénéfices nets attribuables aux intérêts minoritaires de 0,2 M\$), soit un taux d'impôt effectif de 24,4 %, ce qui est conforme aux prévisions de la fourchette de taux d'impôt de 23 % à 25 % de la Société pour l'exercice entier publiées précédemment.

8.9 Résultat net et résultat net par action

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société pour le quatrième trimestre de 2018 s'est élevé à 43,3 M\$, ou 0,41 \$ par action sur une base diluée, en comparaison de 30,3 M\$, ou 0,29 \$ par action sur une base diluée, pour la période correspondante de 2017. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation des produits des activités ordinaires nets, à l'amélioration de la marge du BAIIA ajusté et à la diminution du taux d'impôt effectif.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 248,1 M\$, ou 2,38 \$ par action sur une base diluée, en comparaison de 213,3 M\$, ou 2,08 \$ par action sur une base diluée, pour la période correspondante de 2017. Cette hausse est principalement attribuable aux mêmes facteurs qui expliquent la variation enregistrée pour le trimestre.

Le résultat net par action est une mesure couramment utilisée pour mesurer le rendement d'une société. Toutefois, la direction estime que, dans le cas des

sociétés procédant à de multiples acquisitions ou à des regroupements, notamment dans le domaine de l'ingénierie et de la construction, le résultat net ajusté par action, le résultat net ajusté compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions par action (en raison de la diversité des méthodes comptables relatives à la répartition

du coût d'achat au goodwill et aux immobilisations incorporelles), les fonds provenant des activités d'exploitation par action et les flux de trésorerie disponibles par action sont des mesures plus efficaces pour évaluer le rendement d'une société par rapport à ses concurrents. Ces mesures sont présentées aux rubriques 8.10 et 8.11.

8.10 Rapprochement du résultat net, du résultat net ajusté et du résultat net ajusté compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises

	Quatrième trimestre		Exercice complet	
	2018	2017	2018	2017
(en millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les données par action)	Période allant du 30 septembre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} octobre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Résultat net attribuable aux actionnaires	43,3 \$	30,3 \$	248,1 \$	213,3 \$
Coûts d'acquisition et d'intégration*	21,7 \$	12,3 \$	62,3 \$	28,4 \$
Impôt sur le résultat relatif aux coûts d'acquisition et d'intégration	(5,9) \$	(3,2) \$	(15,2) \$	(7,8) \$
Résultat net ajusté*	59,1 \$	39,4 \$	295,2 \$	233,9 \$
Résultat net ajusté par action*	0,57 \$	0,38 \$	2,83 \$	2,28 \$
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	21,3 \$	18,8 \$	71,1 \$	63,6 \$
Impôt sur le résultat relatif à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	(5,8) \$	(4,9) \$	(17,3) \$	(17,4) \$
Résultat net ajusté compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions*	74,6 \$	53,3 \$	349,0 \$	280,1 \$
Résultat net ajusté compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions par action*	0,71 \$	0,52 \$	3,35 \$	2,73 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions	104 387 699	103 084 862	104 150 041	102 448 943

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Le résultat net ajusté s'est établi à 59,1 M\$, ou 0,57 \$ par action, au quatrième trimestre de 2018, comparativement à 39,4 M\$, ou 0,38 \$ par action, au quatrième trimestre de 2017. Cette augmentation est principalement attribuable à l'accroissement des produits des activités ordinaires nets, à l'amélioration de la marge du BAIIA ajusté et à la diminution du taux d'impôt effectif.

Le résultat net ajusté s'est établi à 295,2 M\$, ou 2,83 \$ par action, pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, comparativement à 233,9 M\$, ou 2,2 \$ par action, pour la période correspondante de 2017. Cette augmentation découle essentiellement des mêmes facteurs qui expliquent la variation enregistrée pour le trimestre.

Le résultat net ajusté compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions

s'est établi à 74,6 M\$, ou 0,71 \$ par action, au quatrième trimestre de 2018, comparativement à 53,3 M\$, ou 0,52 \$ par action, pour la période correspondante de 2017. Cette augmentation est essentiellement attribuable à l'accroissement des produits des activités ordinaires nets, à l'amélioration de la marge du BAIIA ajusté et à la diminution du taux d'impôt effectif.

Le résultat net ajusté compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions s'est établi à 349,0 M\$, ou 3,35 \$ par action, pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, en comparaison de 280,1 M\$, ou 2,73 \$ par action, pour la période correspondante de 2017. Cette augmentation découle essentiellement des mêmes facteurs qui expliquent la variation enregistrée pour le trimestre.

8.11 Fonds provenant des activités d'exploitation et flux de trésorerie disponibles

	Quatrième trimestre		Exercice complet	
	2018	2017	2018	2017
(en millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les données par action)	Période allant du 30 septembre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} octobre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	337,4 \$	330,4 \$	669,7 \$	395,4 \$
À l'exclusion de :				
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	195,1 \$	219,0 \$	174,4 \$	(37,8) \$
Fonds provenant des activités d'exploitation*	142,3 \$	111,4 \$	495,3 \$	433,2 \$
Fonds provenant des activités d'exploitation par action*	1,36 \$	1,08 \$	4,76 \$	4,23 \$
Y compris :				
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	195,1 \$	219,0 \$	174,4 \$	(37,8) \$
Moins :				
Dépenses d'investissement, montant net**	47,0 \$	31,8 \$	122,3 \$	99,3 \$
Flux de trésorerie disponibles*	290,4 \$	298,6 \$	547,4 \$	296,1 \$
Flux de trésorerie disponibles par action*	2,78 \$	2,90 \$	5,26 \$	2,89 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions	104 387 699	103 084 862	104 150 041	102 448 943

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

** Correspond aux dépenses d'investissement liées aux immobilisations corporelles et aux immobilisations incorporelles, déduction faite du produit des cessions.

8.11.1 Fonds provenant des activités d'exploitation

Les fonds provenant des activités d'exploitation constituent une mesure utilisée par la Société pour fournir à la direction et aux investisseurs un indicateur des fonds générés par les activités d'exploitation avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Pour le quatrième trimestre de 2018, la Société a inscrit des fonds provenant des activités d'exploitation de 142,3 M\$, ou 1,36 \$ par action, comparativement à 111,4 M\$, ou 1,08 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2017. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse du BAIIA enregistrée au quatrième trimestre de 2018 par rapport au quatrième trimestre de 2017.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, la Société a inscrit des fonds provenant des activités d'exploitation de 495,3 M\$, ou 4,76 \$ par action, comparativement à 433,2 M\$, ou 4,23 \$ par action, pour la période correspondante de 2017. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse du BAIIA enregistrée en 2018.

8.11.2 Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles fournissent une indication de la capacité de la Société de continuer de générer des liquidités discrétionnaires grâce à l'exercice

de ses activités d'exploitation et autres activités. Les flux de trésorerie disponibles correspondent aux flux de trésorerie de la période qui sont disponibles pour les fournisseurs de capitaux, c'est-à-dire les créanciers et les actionnaires de la Société.

Pour le quatrième trimestre de 2018, la Société a enregistré des flux de trésorerie disponibles de 290,4 M\$, ou 2,78 \$ par action, comparativement à des flux de trésorerie disponibles de 298,6 M\$, ou 2,90 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2017. La diminution des flux de trésorerie disponibles est attribuable en partie à la hausse des dépenses d'investissement nettes engagées au quatrième trimestre de 2018 par rapport au quatrième trimestre de 2017.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, la Société a généré des flux de trésorerie disponibles de 547,4 M\$, ou 5,26 \$ par action, comparativement à 296,1 M\$, ou 2,89 \$ par action, pour la période correspondante de 2017. L'augmentation des flux de trésorerie disponibles est principalement attribuable à l'importante variation positive des éléments hors trésorerie du fonds de roulement enregistrée au cours de la période.

Les flux de trésorerie disponibles pour l'exercice se sont établis à 547,4 M\$, soit 220,6 % du résultat net attribuable aux actionnaires, en raison essentiellement d'une meilleure gestion du fonds de roulement.

09

Situation de trésorerie

	Quatrième trimestre		Exercice complet	
	2018	2017	2018	2017
(en millions de dollars)	Période allant du 30 septembre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} octobre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	337,4 \$	330,4 \$	669,7 \$	395,4 \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	293,3 \$	(76,3) \$	77,7 \$	(52,6) \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(556,6) \$	(260,3) \$	(678,1) \$	(394,5) \$
Effet des variations des cours du change sur la trésorerie	8,2 \$	5,0 \$	6,0 \$	(0,2) \$
Variation nette de la trésorerie	82,3 \$	(1,2) \$	75,3 \$	(51,9) \$
Dividendes versés	18,8 \$	18,2 \$	78,1 \$	70,4 \$
Dépenses d'investissement nettes	47,0 \$	31,8 \$	122,3 \$	99,3 \$

9.1 Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont établis à 337,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2018, comparativement à 330,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2017.

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont établis à 669,7 M\$ pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2018, comparativement à 395,4 M\$ pour la période correspondante de 2017. L'augmentation des fonds provenant des activités d'exploitation est principalement attribuable à l'importante variation positive des éléments hors trésorerie du fonds de roulement enregistrée au cours de la période.

9.2 Activités de financement

Les activités de financement du quatrième trimestre de 2018 ont donné lieu à des entrées de trésorerie de 293,3 M\$, comparativement à des sorties de trésorerie de 76,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2017. Au cours du trimestre, la Société a prélevé un montant de 335,2 M\$ sur sa facilité de crédit, remboursé divers passifs, y compris des charges d'intérêts, d'un montant de 23,1 M\$ et versé des dividendes aux actionnaires de 18,8 M\$. Au quatrième trimestre de 2017, la Société a émis 0,3 M\$ d'actions, remboursé un montant de 33,4 M\$ sur sa facilité de crédit, remboursé divers passifs, y compris des charges d'intérêts, d'un montant de 25,0 M\$ et versé des dividendes aux actionnaires de 18,2 M\$.

Les activités de financement de la période de 12 mois close le 31 décembre 2018 ont donné lieu à des entrées de trésorerie de 77,7 M\$, comparativement à des sorties de

trésorerie de 52,6 M\$ pour la période correspondante de 2017. Au cours de la période de 12 mois, la Société a émis 1,4 M\$ d'actions, prélevé un montant de 217,7 M\$ sur sa facilité de crédit, remboursé divers passifs, y compris des charges d'intérêts, d'un montant de 63,3 M\$ et versé des dividendes aux actionnaires de 78,1 M\$. Au cours de la période correspondante de 2017, la Société a émis 2,6 M\$ d'actions, prélevé un montant de 66,8 M\$ sur sa facilité de crédit, remboursé divers passifs, y compris des charges d'intérêts, d'un montant de 51,6 M\$ et versé des dividendes aux actionnaires de 70,4 M\$.

9.3 Activités d'investissement

Les activités d'investissement du quatrième trimestre de 2018 se sont soldées par des sorties de trésorerie de 556,6 M\$, contre 260,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2017. La Société a effectué des sorties de fonds liées à des acquisitions d'entreprises passées et courantes pour un coût de 509,7 M\$ et a fait l'acquisition de matériel et d'immobilisations incorporelles totalisant 49,2 M\$ au quatrième trimestre de 2018, en comparaison de 227,8 M\$ et de 34,4 M\$, respectivement, au cours de la période correspondante de 2017.

Les activités d'investissement de la période de 12 mois close le 31 décembre 2018 se sont soldées par des sorties de trésorerie de 678,1 M\$, contre 394,5 M\$ pour la période correspondante de 2017. La Société a effectué des sorties de fonds liées à des acquisitions d'entreprises passées et courantes de 556,7 M\$ et a fait l'acquisition de matériel et d'immobilisations incorporelles totalisant 126,8 M\$ au cours de l'exercice 2018, en comparaison de 291,9 M\$ et de 104,1 M\$, respectivement, au cours de la période correspondante de 2017.

9.4 Dette nette

(en millions de dollars)	2018	2017
	Au 31 décembre	Au 31 décembre
Passifs financiers ⁽¹⁾	1 524,7 \$	1 229,9 \$
Moins : trésorerie	(254,7) \$	(185,1) \$
Dette nette*	1 270,0 \$	1 044,8 \$
BAlIA ajusté sur 12 mois continus*	660,0 \$	555,2 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

⁽¹⁾ Les passifs financiers sont constitués de la dette à long terme et des autres passifs financiers, y compris leur partie courante.

Au 31 décembre 2018, l'état de la situation financière de la Société était sain et comportait un bon équilibre entre les dettes et les capitaux propres. La dette nette de la Société s'est établie à 1 270,0 M\$ et son ratio de la dette nette sur le BAlIA ajusté sur 12 mois continus, à 1,9 fois. En incluant le BAlIA ajusté sur 12 mois complets pour tenir compte de toutes les acquisitions, le ratio est également de 1,8 fois.

9.5 Dividendes

Le 7 novembre 2018, la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,375 \$ par action ordinaire, à payer aux porteurs d'actions ordinaires inscrits le 31 décembre 2018. Ce dividende a été versé le 15 janvier 2019. Au 31 décembre 2018, 104 441 416 actions étaient émises et en circulation, en comparaison de 103 160 592 au 31 décembre 2017. Au quatrième trimestre de 2018, une partie du dividende payé au troisième trimestre a été réinvestie dans 312 230 actions ordinaires dans le cadre du RRD. Les dividendes déclarés au quatrième trimestre de 2018 ont totalisé 39,2 M\$, contre 39,1 M\$ au troisième trimestre de 2018. Les porteurs de 52 307 735 actions, représentant 50,1 % du total des actions en circulation en date du 31 décembre 2018, ont choisi de participer

au RRD. De ce fait, du total des dividendes payés le 15 janvier 2019, 19,6 M\$ ont été réinvestis en actions de la Société. La sortie nette de trésorerie, le 15 janvier 2019, a été de 19,6 M\$ pour le paiement du dividende du quatrième trimestre.

Le conseil d'administration de la Société (le « conseil ») a déterminé que le niveau actuel du dividende trimestriel est approprié compte tenu du résultat actuel de la Société et de ses besoins financiers actuels en fonction de ses activités. Il est prévu que le dividende demeurera à ce niveau, sous réserve de l'évaluation continue par le conseil des besoins futurs, de la performance financière, des liquidités, et d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents. Le montant réel de tout dividende de même que chaque date de déclaration, date de clôture des registres et date de paiement sont déterminés par le conseil, à sa discrétion. Certains renseignements contenus dans la présente section représentent des énoncés prospectifs. Veuillez vous reporter à la rubrique « Énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion.

9.6 Options sur actions

Au 13 mars 2019, 966 411 options sur actions étaient en cours, à un prix d'exercice variant de 35,12 \$ à 59,75 \$.

9.7 Sources de financement

(en millions de dollars)	2018	2017
	Au 31 décembre	Au 31 décembre
Trésorerie	254,7 \$	185,1 \$
Facilité de crédit consortiale disponible	918,0 \$	584,7 \$
Autres facilités de crédit d'exploitation	101,9 \$	80,2 \$
Sources de financement à court terme disponibles	1 274,6 \$	850,0 \$

La Société estime que ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et ses sources de financement à court terme disponibles lui permettront de soutenir sa stratégie de croissance, ses besoins en matière de fonds de roulement et ses dépenses d'investissement prévues et d'offrir à ses actionnaires un rendement sur leurs investissements.

9.8 Facilité de crédit

Au 31 décembre 2018, la Société disposait d'une facilité de crédit d'un montant maximal de 1 800,0 M\$ US consentie par un consortium d'institutions financières. La facilité de crédit peut être utilisée pour i) financer les frais généraux de la Société, son fonds de roulement et ses dépenses d'investissement, et ii) financer ses futures acquisitions d'entreprises. Aux termes de cette facilité de crédit, la Société est dans l'obligation, entre autres

conditions, de respecter certaines clauses restrictives sur une base consolidée. Les principales clauses se rapportent aux ratios de la dette nette consolidée sur le BAIIA ajusté consolidé et de la couverture des charges fixes. La direction s'assure trimestriellement de la conformité de la Société aux clauses restrictives dans le cadre des exigences de dépôt prévues en vertu de sa facilité de crédit. Toutes les clauses étaient respectées au 31 décembre 2018.

10

Sommaire des huit derniers trimestres

	2018					2017			
	Total	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
(en millions de dollars, sauf les données par action)	Sur 12 mois	Période allant du 30 septembre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} juillet au 29 septembre	Période allant du 1 ^{er} avril au 30 juin	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 mars	Période allant du 1 ^{er} octobre au 31 décembre	Période allant du 2 juillet au 30 septembre	Période allant du 2 avril au 1 ^{er} juillet	Période allant du 1 ^{er} janvier au 1 ^{er} avril
Résultats d'exploitation									
Produits des activités ordinaires	7 908,1 \$	2 043,9 \$	1 927,6 \$	2 025,9 \$	1 910,7 \$	1 954,3 \$	1 636,8 \$	1 717,2 \$	1 633,9 \$
Produits des activités ordinaires nets*	6 020,6 \$	1 541,0 \$	1 468,8 \$	1 541,1 \$	1 469,7 \$	1 478,6 \$	1 286,2 \$	1 315,9 \$	1 275,9 \$
BAIIA ajusté*	660,0 \$	169,5 \$	187,5 \$	169,5 \$	133,5 \$	140,0 \$	160,4 \$	140,3 \$	114,5 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires	248,1 \$	43,3 \$	87,7	67,4 \$	49,7 \$	30,3 \$	72,6 \$	62,8 \$	47,6 \$
Résultat net de base par action		0,41 \$	0,84	0,65 \$	0,48 \$	0,29 \$	0,71 \$	0,61 \$	0,47 \$
Résultat net dilué par action		0,41 \$	0,84	0,65 \$	0,48 \$	0,29 \$	0,71 \$	0,61 \$	0,47 \$
Carnet de commandes*		7 678,7 \$	6 509,1	6 706,9 \$	6 718,8 \$	6 361,6 \$	5 963,9 \$	5 864,6 \$	5 985,3 \$
Dividendes									
Dividendes déclarés	156,0 \$	39,2 \$	39,1 \$	38,9 \$	38,8 \$	38,7 \$	38,5 \$	38,4 \$	38,2 \$
Dividendes déclarés, par action	1,50 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

11

Analyse des principales données financières annuelles

	2018	2017	2016
(en millions de dollars, sauf les données par action)			
Produits des activités ordinaires	7 908,1 \$	6 942,2 \$	6 379,6 \$
Produits des activités ordinaires nets*	6 020,6 \$	5 356,6 \$	4 895,1 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires	248,1 \$	213,3 \$	199,1 \$
Résultat net par action attribuable aux actionnaires			
De base	2,38 \$	2,08 \$	1,97 \$
Dilué	2,38 \$	2,08 \$	1,97 \$
Total de l'actif	7 766,6 \$	6 523,6 \$	6 128,7 \$
Passifs financiers ⁽¹⁾	1 524,7 \$	1 229,9 \$	1 082,1 \$
Dividendes déclarés aux actionnaires	156,0 \$	153,8 \$	150,8 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

⁽¹⁾ Les passifs financiers sont constitués de la dette à long terme et des autres passifs financiers, incluant leur partie courante.

Les produits des activités ordinaires, les produits des activités ordinaires nets, le résultat net attribuable aux actionnaires et le résultat net attribuable aux actionnaires par action ont tous augmenté en raison principalement de la croissance interne et des acquisitions réalisées en 2017 et en 2018. Toutes les acquisitions ont une incidence directe, non seulement sur les produits des activités ordinaires, mais aussi sur le total de l'actif, puisque les actifs acquis, y compris les immobilisations incorporelles et le goodwill, sont comptabilisés après chaque acquisition.

Les passifs financiers ont augmenté entre 2016 et 2018, du fait que la Société a financé ses acquisitions en partie au moyen de sa facilité de crédit.

En 2016, en 2017 et en 2018, la Société a déclaré et payé à ses actionnaires des dividendes trimestriels totalisant 1,50 \$ par action ordinaire annuellement.

12

Gouvernance

12.1 Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (les « CPCI ») et ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur est communiquée, particulièrement durant la période de préparation des rapports annuels ;
- l'information qui doit être présentée dans les rapports annuels, les rapports intermédiaires ou les autres rapports que la Société dépose ou soumet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont évalué ou fait évaluer sous leur supervision l'efficacité des CPCI et, à la lumière de leur évaluation, ont conclu que la conception et le fonctionnement des CPCI de la Société étaient efficaces au 31 décembre 2018.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision un contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

À la lumière de leur évaluation de l'efficacité des CIIF de la Société, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que la conception et le fonctionnement des CIIF étaient efficaces au 31 décembre 2018, d'après le cadre intégré de contrôle interne reconnu qui a été conçu par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (le « cadre de 2013 du COSO »).

En raison des limites inhérentes des CPCI et du CIIF,

la direction ne s'attend pas à ce que les CPCI et le CIIF permettent de prévenir ou de détecter toutes les erreurs ou les anomalies intentionnelles résultant d'actes frauduleux.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont restreint l'étendue des travaux de conception des CPCI et du CIIF afin d'exclure les contrôles, méthodes et procédures liés aux acquisitions d'Irwinconsult et de Louis Berger, conclues respectivement le 5 décembre 2018 et le 18 décembre 2018, comme il est permis en vertu du Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, lequel autorise ce genre de traitement pour les 365 jours suivant une acquisition.

Il n'est survenu, au cours de la période allant du 30 septembre 2018 au 31 décembre 2018, aucun changement touchant le CIIF de la Société qui a eu, ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'il aura, une incidence significative sur le CIIF de la Société. Les contrôles continueront d'être analysés périodiquement afin d'assurer une amélioration continue.

12.2 Responsabilités du conseil d'administration

Le conseil a un rôle de surveillance à l'égard de l'information financière communiquée au public. De ce fait, le comité d'audit et le conseil de WSP ont revu et approuvé les états financiers consolidés audités pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017 ainsi que le présent rapport de gestion avant leur publication.

13

Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables adoptées par la Société sont décrites aux notes 2 et 3 de ses états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

La préparation des états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des jugements ayant une incidence sur les montants présentés des actifs, des passifs et des capitaux propres et la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, de même que sur les montants présentés des produits des activités ordinaires et des charges pour la période de présentation de l'information financière.

Les estimations et les jugements sont passés en revue continuellement. Ils se fondent sur les tendances antérieures et sur d'autres facteurs, notamment les attentes quant aux événements futurs dont on estime la matérialisation probable dans des circonstances raisonnables. Les paragraphes qui suivent décrivent :

- les estimations et les hypothèses comptables les plus critiques formulées par la direction lors de l'établissement de la valeur des actifs et des passifs ;
- les jugements les plus critiques posés par la direction lors de l'application des méthodes comptables.

Estimations et hypothèses comptables critiques

La Société formule des estimations et pose des hypothèses concernant l'avenir. Par définition, les estimations comptables qui en découlent correspondent rarement aux résultats réels. Les estimations et les hypothèses qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours du prochain exercice sont présentées ci-dessous.

Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation

La Société évalue l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation en fonction du temps et des frais de matériel portés au compte de chaque projet. L'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation pour chaque projet est examiné mensuellement pour déterminer si le montant reflète fidèlement le montant qui sera facturé pour le projet. Lorsque l'examen révèle que la valeur de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation est supérieure au montant qui pourra être facturé, des ajustements sont apportés à l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation. L'évaluation de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation suppose l'estimation de l'ampleur du travail requis pour terminer le projet. Toute variation de ces estimations pourrait entraîner une sous-évaluation ou une surévaluation de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation.

Immobilisations incorporelles identifiables et goodwill

Au 31 décembre 2018, les immobilisations incorporelles identifiables et le goodwill, exclusion faite des logiciels et des accords de non-concurrence, représentaient 3 794,6 M\$ (3 267,1 M\$ au 31 décembre 2017) du total de l'actif inscrit à l'état consolidé de la situation financière. Ces actifs résultent des acquisitions d'entreprises, et la Société a eu recours à la méthode de l'acquisition pour comptabiliser ces transactions. Lors de l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris ainsi que de leur durée d'utilité estimative, la direction s'est fondée sur des estimations et des hypothèses importantes concernant les projections des flux de trésorerie, le risque économique et le coût moyen pondéré du capital.

Les immobilisations incorporelles liées aux regroupements d'entreprises et constatées séparément du goodwill sont initialement comptabilisées à la juste valeur à la date d'acquisition et amorties sur leur durée d'utilité déterminée. Si les résultats réels différaient de

ces estimations, la Société pourrait devoir augmenter sa dotation à l'amortissement ou ses pertes de valeur.

Provision pour litiges

Dans le cours normal de ses activités, la Société fait l'objet de poursuites pour des travaux effectués dans le cadre de projets. Elle souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle pour gérer les risques liés à de telles poursuites. La direction détermine le montant des provisions pour litiges de la Société à la lumière des conseils et des renseignements fournis par ses conseillers juridiques et de son expérience passée en matière de règlement de poursuites semblables. Les règlements finaux pourraient avoir une incidence sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

Obligations au titre des prestations de retraite

La valeur actuelle des obligations est calculée selon une méthode actuarielle qui repose sur un certain nombre d'hypothèses concernant l'avenir. Ces hypothèses clés sont revues périodiquement à la lumière des conditions de marché et des données dont dispose la direction.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie aux lois et règlements fiscaux dans plusieurs juridictions. Elle doit donc formuler des estimations pour déterminer sa charge d'impôt exigible à l'échelle mondiale. Pour plusieurs transactions et calculs, il est difficile de déterminer avec certitude le montant de l'impôt à payer. La Société comptabilise des passifs en prévision de certaines questions susceptibles de faire l'objet de vérifications par les autorités fiscales, en estimant les impôts additionnels qu'elle pourrait devoir verser par suite de ces vérifications. Si le montant de la charge d'impôt relative à ces questions diffère des montants comptabilisés initialement, ces différences auront une incidence sur les actifs et passifs d'impôt exigible et différé de la période au cours de laquelle cette détermination est faite. La direction revoit périodiquement les positions prises dans les déclarations de revenus à l'égard des situations pour lesquelles les règlements fiscaux prêtent à interprétation. Au besoin, des provisions sont inscrites au titre des montants que la Société s'attend à devoir verser aux autorités fiscales.

Jugements critiques dans l'application des méthodes comptables de la société

Actifs d'impôt différé

La détermination de la probabilité que la Société génère un bénéfice imposable suffisant à l'égard duquel les actifs d'impôt différé puissent être utilisés repose sur les plus récentes prévisions budgétaires approuvées de la Société, après ajustement pour tenir compte des éléments importants qui ne sont ni imposables ni déductibles et

des limites spécifiques d'utilisation des crédits ou pertes d'impôts non utilisés. Les règles fiscales des nombreuses juridictions dans lesquelles la Société exerce ses activités sont aussi prises en considération. La comptabilisation des actifs d'impôt différé soumis à certaines limites légales ou économiques ou à des incertitudes est évaluée individuellement par la direction en fonction des faits ou circonstances spécifiques.

14

Normes comptables futures

Les normes suivantes ont été publiées, mais n'étaient pas encore en vigueur au 31 décembre 2018 :

IFRS 16 Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié *IFRS 16 Contrats de location*, qui établit de nouveaux principes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation de l'information sur les contrats de location. La norme remplace *IAS 17 Contrats de location* et d'autres interprétations relatives aux contrats de location, élimine le classement des contrats de location à titre de contrats de location simple ou de contrats de location-financement et introduit un modèle unique de comptabilisation par le preneur.

Le modèle unique de comptabilisation des contrats de location se traduira par la comptabilisation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative reflétant la valeur actualisée des paiements de loyers futurs. La dotation aux amortissements pour l'actif au titre du droit d'utilisation, ou la charge au titre du droit d'utilisation, et la charge d'intérêts liée à l'obligation locative remplaceront les charges au titre des contrats de location simple qui étaient comptabilisées selon *IAS 17 Contrats de location*.

IFRS 16 Contrats de location peut être appliquée au moyen de l'une des deux méthodes suivantes : a) de façon rétrospective avec retraitements à chaque période antérieure pour laquelle la Société présente de l'information financière ; b) de façon rétrospective en comptabilisant l'effet cumulé de l'application initiale de la norme à la date de première application (méthode rétrospective modifiée). La Société a l'intention d'adopter *IFRS 16 Contrats de location* selon la méthode d'adoption rétrospective modifiée.

La Société s'attend à ce que l'adoption et l'application d'*IFRS 16 Contrats de location* à compter du 1^{er} janvier 2019 se traduisent par une augmentation importante de ses actifs et de ses passifs du fait de la comptabilisation des actifs au titre du droit d'utilisation et des obligations locatives, augmentation estimée entre 1 000 M\$ et 1 200 M\$.

IFRIC 23 Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, l'IFRS Interpretations Committee a publié l'IFRIC 23, qui apporte des éclaircissements sur la façon d'appliquer les dispositions d'IAS 12 *Impôts sur le résultat* en matière de comptabilisation et d'évaluation en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux.

La Société a évalué l'incidence de l'adoption de cette interprétation en comptabilité sur ses états financiers et a conclu que l'incidence ne sera pas importante.

Aucune autre interprétation des IFRS (ou IFRIC) qui n'est pas encore en vigueur ne devrait avoir d'incidence importante sur la Société.

15

Instruments financiers

Risque de change

La Société exerce des activités à l'échelle internationale, ce qui accroît considérablement son exposition au risque de change en raison des transactions qu'elle conclut en dollars américains, en livres sterling, en couronnes suédoises et en euros, et en raison des actifs nets qu'elle détient dans des établissements à l'étranger. Ces risques sont atténués par les achats et les dépenses d'exploitation qu'elle fait dans ces monnaies. Le risque de change représente le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs liés à un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours de change et lorsqu'une variation des cours de change aurait une incidence directe sur le résultat net de la Société.

La Société a recours à certains instruments financiers pour gérer son exposition aux fluctuations des cours de change. Elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de négociation. Les profits et pertes de change sur les investissements nets ainsi que la partie efficace des profits et pertes sur les instruments qui servent de couverture des investissements nets sont comptabilisés à l'état consolidé du résultat global.

Afin de réduire le risque lié aux fluctuations des cours de change, la Société a désigné la dette à long terme libellée en dollars américains et en livres sterling comme instrument de couverture de l'investissement net en dollars américains et en livres sterling.

Risque de crédit

Le risque de crédit de la Société découle principalement des créances clients. Les montants figurant à l'état de la situation financière sont présentés déduction faite des pertes de crédit attendues estimées par la direction en fonction notamment de l'âge des créances clients et de la probabilité actuelle et future de recouvrement. En général, la Société n'exige pas de garantie ni d'autre sûreté des clients à l'égard de leurs créances ; cependant, elle

ne leur accorde de crédit qu'après avoir procédé à une évaluation de leur solvabilité. De plus, la Société réévalue régulièrement la qualité du crédit de tous ses clients et estime la perte de crédit potentielle lorsque la probabilité de recouvrement d'une créance a diminué de façon significative. La Société estime que le risque de crédit auquel l'exposent les créances clients est limité.

La Société réduit son risque de crédit en offrant ses services à une diversité de clients, dans divers pays, secteurs d'activité et secteurs de l'économie.

16

Transactions entre parties liées

La Société détient le contrôle sur ses filiales, lesquelles sont consolidées dans les états financiers consolidés. Certains accords de gestion ont été mis en place avec des entités structurées qui fournissent différents services, principalement dans le secteur de l'architecture. Ces accords de gestion permettent à la Société d'exercer un contrôle sur la gestion et les activités de ces entités. La Société reçoit également des honoraires de gestion et a des obligations à l'égard des passifs et des pertes de ces entités. Compte tenu de ces faits et circonstances, la direction a conclu que ces entités sont contrôlées par la Société et, par conséquent, elle les a intégrées dans ses états financiers consolidés.

Les transactions entre les filiales et les entités structurées sont conclues dans le cours normal des activités, dans des conditions de concurrence normale. La totalité des transactions et des soldes intragroupe ont été éliminés.

La Société réalise certaines activités de concert avec d'autres parties dans le cadre de partenariats classés à titre d'entreprises communes. Pour comptabiliser ces partenariats, la Société inscrit sa quote-part des actifs, des passifs, des produits des activités ordinaires, des charges et des flux de trésorerie en utilisant les plus récents états financiers disponibles de ces partenariats.

Les transactions avec des filiales, des entités structurées, des entreprises associées ou des partenariats sont décrites plus en détail dans les états financiers consolidés audité de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Les principaux dirigeants ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, de diriger et de contrôler les activités de la Société. On compte parmi ceux-ci le président et chef de la direction ainsi que les membres de l'équipe de direction mondiale. La rémunération totale payée ou à payer aux principaux dirigeants en 2018 s'est élevée à 31,4 M\$.

17

Arrangements hors bilan

La Société n'a aucun arrangement hors bilan, à l'exception de certains contrats de location simple relatifs à des locaux à bureaux, à du matériel informatique, à des véhicules et à des lettres de crédit. Conformément aux IFRS, aucune obligation en vertu de contrats de location ni aucun actif sous jacent n'ont été comptabilisés à l'état de la situation financière, puisque les modalités de ces contrats de location ne répondaient pas aux critères permettant de les inscrire à l'actif.

18

Engagements contractuels

Les tableaux qui suivent présentent sommairement les engagements contractuels à long terme de la Société (incluant les intérêts):

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Plus de 5 ans	Total
(en millions de dollars)							
Dettes à long terme*	44,0 \$	297,0 \$	308,6 \$	1 077,4 \$	— \$	— \$	1 727,0 \$
Autres passifs financiers non courants*	15,1 \$	7,2 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	22,3 \$

* Incluant la partie courante.

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Plus de 5 ans	Total
(en millions de dollars)							
Obligations en vertu de contrats de location simple	253,0 \$	230,1 \$	207,0 \$	182,6 \$	158,7 \$	391,6 \$	1 423,0 \$

La Société a conclu des engagements contractuels comportant des dates d'échéance différentes, principalement pour la location de locaux à bureaux et de matériel informatique.

La Société génère des flux de trésorerie de ses activités d'exploitation et dispose des facilités de crédit nécessaires pour honorer tous ses engagements contractuels futurs.

19

Perspectives

Les perspectives ci-après sont datées du 13 mars 2019 et font partie du rapport de gestion 2018 portant sur les résultats financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018. Elles sont fournies afin d'aider les analystes et les actionnaires à forger leurs opinions respectives en ce qui concerne 2019, et leur utilisation à toute autre fin risque de ne pas convenir aux besoins du lecteur. Les mesures présentées sont susceptibles de changer. Les renseignements contenus dans la présente section représentent des énoncés prospectifs. Veuillez vous reporter à la rubrique « Énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des fourchettes cibles, établies en date du 13 mars 2019, relativement aux diverses mesures qui seront utilisées pour l'exercice 2019 :

	FOURCHETTE CIBLE POUR 2019
Produits des activités ordinaires nets*	Entre 6 600 M\$ et 6 900 M\$
BAIIA ajusté*	Entre 740 M\$ et 790 M\$ ⁽¹⁾
Saisonnalité et fluctuations du BAIIA ajusté*	Entre 18 % et 30 %, le premier trimestre étant le plus bas et le troisième, le plus haut
Taux d'impôt effectif	Entre 26 % et 28 %
Délai de recouvrement*	De 78 à 83 jours
Dépenses d'investissement nettes**	Entre 120 M\$ et 135 M\$
Dette nette sur le BAIIA ajusté*	Entre 1,5 fois et 2,5 fois ⁽²⁾
Coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration*	Entre 30 M\$ et 40 M\$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

** Correspond aux dépenses d'investissement liées aux immobilisations corporelles et aux immobilisations incorporelles, déduction faite du produit des cessions.

⁽¹⁾ Compte non tenu des répercussions possibles d'IFRS 16.

⁽²⁾ Cible à l'exclusion de toute dette requise pour financer des acquisitions éventuelles en 2019.

Les fourchettes cibles présentées dans le tableau ci-dessus ont été établies en supposant qu'aucune variation n'aura lieu dans les cours du change sur les marchés où la Société exerce ses activités. Aux fins de l'établissement de ses prévisions pour 2019, la Société a pris en considération plusieurs hypothèses relatives à l'économie et au marché concernant la concurrence, l'environnement politique et la performance économique de chaque région dans laquelle elle exerce des activités. Elle a aussi présumé que les facteurs économiques et la concurrence demeureraient stables dans les régions où elle exerce ses activités.

Les prévisions ont été préparées en utilisant les taux d'imposition en vigueur au 31 décembre 2018 dans les pays où la Société mène des activités et en supposant qu'aucun changement ne sera apporté à la législation fiscale applicable dans ces pays. Dans les prévisions pour 2019, la Société n'a pas tenu compte des éventuels regroupements d'entreprises, cessions, fusions ou autres transactions susceptibles de se produire après la publication du présent rapport de gestion daté du 13 mars 2019. La Société tient à préciser que les hypothèses utilisées pour établir les prévisions de 2019 pourraient se révéler incorrectes ou inexactes. Par conséquent, les résultats réels de la Société pourraient différer fortement des estimations formulées dans le présent rapport de gestion.

La Société prévoit afficher en 2019 une croissance interne consolidée des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes, de l'ordre de 2 % à 5 %, qui sera générée par tous les secteurs à présenter.

Les charges du siège social devraient totaliser entre 90 M\$ et 95 M\$ en 2019. La hausse des charges du siège social par rapport à 2018 s'explique principalement par l'acquisition de Louis Berger au quatrième trimestre de 2018. Les charges trimestrielles du siège social se situeront entre 20 M\$ et 25 M\$, se rapprochant du sommet de la fourchette au premier semestre, les synergies attendues ne se concrétisant qu'au cours du deuxième semestre de 2019.

Perspectives des secteurs à présenter

Canada

Fort d'un excellent rendement pour 2018 et de solides opportunités dans le secteur du transport et des infrastructures, la Société prévoit que la croissance interne des produits des activités ordinaires nets de ses activités canadiennes se situera entre l'extrémité inférieure et le milieu de l'intervalle de croissance à un chiffre. L'optimisation soutenue de l'exploitation et une participation dans une entreprise associée obtenue par la voie de l'acquisition de Louis Berger devraient améliorer la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social.

Amériques

La Société prévoit un solide exercice pour le secteur à présenter des Amériques. L'expansion du secteur du transport et des infrastructures aux États-Unis devrait constituer une base solide pour l'ensemble du secteur à présenter.

Un an après avoir réalisé plusieurs acquisitions dans la région de l'Amérique latine, la Société en est aux étapes finales de leur intégration. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets pour la région devrait être stable, avec une certaine amélioration des marges d'exploitation.

Sur une base consolidée, la croissance interne des produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter des Amériques devrait se situer entre le milieu et l'extrémité supérieure de l'intervalle de croissance à un chiffre.

EMOIA

Dans son ensemble, le secteur à présenter EMOIA devrait générer en 2019 une croissance interne des produits des activités ordinaires nets se situant à l'extrémité inférieure de l'intervalle de croissance à un chiffre, reflétant les attentes envers nos activités au Royaume-Uni et dans les pays nordiques.

Les pays nordiques ayant affiché une croissance interne solide des produits des activités ordinaires nets depuis plusieurs années, les indicateurs économiques indiquent une période de ralentissement en Suède et dans les autres pays scandinaves. Compte tenu des nombreuses acquisitions complémentaires réalisées au cours des dernières années, la priorité sera accordée en 2019 à l'amélioration de la marge d'exploitation dans cette région.

Au Royaume-Uni, les perspectives du secteur public demeurent florissantes. Toutefois, les préoccupations suscitées par le Brexit et son incidence potentiellement négative sur le niveau d'activité du secteur privé font en sorte que nos perspectives sont un peu plus prudentes qu'en 2018. Nous prévoyons donc une croissance interne des produits des activités ordinaires nets se situant à l'extrémité inférieure de l'intervalle de croissance à un chiffre pour la région.

L'Europe centrale, le Moyen-Orient et l'Afrique du Sud, collectivement, devraient afficher une croissance interne négative des produits des activités ordinaires nets à un chiffre en 2019, en raison principalement de la persistance d'une conjoncture économique difficile dans ces régions. Les produits des activités ordinaires nets de ces trois régions combinées ont représenté moins de 7 % des produits des activités ordinaires nets totaux de la Société en 2018.

Asie-Pacifique

La Société prévoit un autre solide exercice pour ses activités australiennes, avec une croissance interne

des produits des activités ordinaires nets se situant entre le milieu et l'extrémité supérieure de l'intervalle de croissance à un chiffre, en raison de l'obtention de plusieurs contrats importants dans le secteur du transport et des infrastructures au début de 2019, ainsi que d'un solide carnet de commandes.

Nos activités néo-zélandaises, qui représentent maintenant environ le quart des produits des activités ordinaires nets du secteur à présenter Asie-Pacifique, devraient afficher une croissance interne des produits des activités ordinaires nets se situant au milieu de l'intervalle de croissance à un chiffre, découlant principalement du secteur du transport et des infrastructures de cette région.

Nos activités en Asie ont affiché une croissance interne négative des produits des activités ordinaires nets en 2018. Nous prévoyons, pour l'Asie dans son ensemble, une croissance interne des produits des activités ordinaires nets soit neutre, soit dans l'intervalle de croissance à un chiffre en 2019, alors que nous continuerons à appliquer notre approche visant l'expansion disciplinée de nos activités.

Sur une base consolidée, le secteur à présenter Asie-Pacifique devrait afficher une croissance interne des produits des activités ordinaires nets se situant au milieu de l'intervalle de croissance à un chiffre.

20 Énoncés prospectifs

En plus de communiquer des données historiques, la Société formule ou présente, dans le présent rapport de gestion, des énoncés ou de l'information qui ne sont pas fondés sur des faits passés et peuvent être considérés comme étant de l'information prospective ou des énoncés prospectifs en vertu des lois canadiennes sur les valeurs mobilières. Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou à un rendement futur et reflètent les attentes de la direction quant à la croissance, aux résultats d'exploitation, au rendement et aux perspectives d'affaires de même qu'aux débouchés de la Société ou de son secteur d'activité.

Ce rapport de gestion contient des énoncés prospectifs, y compris les perspectives discutées à la rubrique 19. On reconnaît habituellement les énoncés prospectifs à l'emploi de termes ou d'expressions comme « pouvoir », « devoir », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer » ou d'autres termes semblables, employés au présent, au futur ou au conditionnel, y compris à la forme négative. Ces énoncés prospectifs traduisent les opinions actuelles de la direction et sont fondés sur certaines hypothèses et certains facteurs présentés dans le présent rapport de gestion, hypothèses et facteurs qui, par leur nature, sont assujettis à des incertitudes et à

des risques inhérents. Bien que la Société considère que ces hypothèses et ces facteurs sont raisonnables en fonction des renseignements disponibles au 13 mars 2019, les événements ou les résultats pourraient différer fortement des résultats, des prévisions ou des conclusions prévus de manière explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs.

Pour évaluer les énoncés prospectifs, les investisseurs devraient spécifiquement prendre en compte divers facteurs, notamment, mais sans s'y limiter, les facteurs de risque décrits aux sections suivantes de la rubrique 21 du rapport de gestion de 2018 : « activités internationales », « risque lié à la réputation », « risques pour la santé, la sécurité et l'environnement », « non-conformité aux lois et aux règlements », « défaillance, interruption ou atteinte à la sécurité des systèmes, des réseaux et des données informatiques », « modifications du carnet de commandes », « produits provenant de contrats avec des instances gouvernementales », « mécanismes de contrôles et divulgation », « risque de poursuites », « croissance par voie d'acquisitions », « intégration et gestion des acquisitions », « défis associés à la taille », « risques associés à des contrats pour services professionnels », « partenariats », « conjoncture économique », « dépendance de la Société envers des fournisseurs et des sous-traitants », « disponibilité et rétention de personnel professionnel qualifié », « utilisation adéquate de la main-d'œuvre », « arrêt de travail et conflits de travail », « plafonds d'assurance », « conditions météorologiques extrêmes et impact de catastrophes naturelles ou autres », « concurrence dans le secteur », « modifications de la réglementation », « sensibilité accrue face aux facteurs environnementaux », « détérioration de la situation financière ou de la position nette de trésorerie », « besoins en fonds de roulement », « créances clients », « hausse de l'endettement et de la mobilisation de capitaux », « dépréciation du goodwill », « exposition aux monnaies étrangères », « impôt sur le résultat », « obligations relatives à des régimes de retraite à prestations définies sous-capitalisés », « dilution potentielle », « émission éventuelle d'actions privilégiées », « risques liés aux énoncés prospectifs ». Les investisseurs devraient également prendre en considération les autres risques dont il est fait mention dans les rapports que la Société dépose de temps à autre auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières, qui pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats indiqués de manière explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs.

Les énoncés prospectifs de la Société sont fondés sur des postulats que cette dernière considérerait comme étant raisonnables au 13 mars 2019, comme des postulats à propos de ce qui suit : la conjoncture économique et politique, l'état de l'économie mondiale et de l'économie dans les régions où la Société exerce des activités, l'état des marchés de capitaux et de crédit mondiaux et locaux et l'accès à ces marchés, les taux d'intérêt, les besoins en fonds de roulement, le recouvrement de

créances, l'obtention de nouveaux contrats par la Société, le type de contrats conclus par la Société, les marges anticipées relativement aux nouveaux contrats obtenus, l'utilisation de la main-d'œuvre par la Société, la capacité de la Société d'attirer de nouveaux clients, la capacité de la Société de retenir ses clients, les changements dans l'exécution des contrats, la réalisation des projets, la concurrence, la capacité de la Société de réussir l'intégration des entreprises acquises, l'acquisition et l'intégration futures d'entreprises, la capacité de la Société de gérer la croissance, les facteurs externes qui touchent les activités internationales de la Société, l'état du carnet de commandes de la Société, les ententes de partenariats en cours ou celles que la Société conclura, les immobilisations par les secteurs public et privé, les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants, les relations avec la direction, les professionnels clés et les autres employés de la Société, le maintien en vigueur d'assurances suffisantes, la gestion du risque environnemental et des risques en matière de santé et de sécurité, le caractère suffisant des systèmes d'information, de la technologie de communication et des autres éléments technologiques actuels et planifiés de la Société, la conformité aux lois et aux règlements, les poursuites judiciaires futures, le caractère adéquat des mécanismes internes de contrôle et d'information, le cadre réglementaire, la dépréciation du goodwill, la fluctuation des devises étrangères, les lois et les règlements en matière de fiscalité auxquels la Société est assujettie, et l'état des régimes d'avantages sociaux de la Société. Le présent rapport de gestion fait état d'autres postulats (particulièrement sous la rubrique « Perspectives »). Si ces postulats ne se révèlent pas exacts, les résultats réels de la Société pourraient différer fortement de ceux qui sont décrits de manière explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs.

Les résultats et les événements pourraient différer sensiblement des attentes actuelles en raison des risques associés au secteur à présenter de la Société, à l'industrie et à l'économie mondiale, de même qu'en raison des postulats avancés relativement à ces risques. De ce fait, rien ne garantit que les résultats réels seront conformes à ceux formulés dans les énoncés prospectifs. La Société ne met pas à jour ni ne révisé nécessairement les énoncés prospectifs, même si de nouvelles informations deviennent disponibles, à moins que la loi ne l'exige. Les lecteurs ne doivent pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

21

Facteurs de risque

Les résultats d'exploitation, les perspectives d'affaires, la situation financière et la réalisation du plan stratégique mondial de la Société sont assujettis à divers risques et incertitudes et subissent l'influence d'un certain nombre de facteurs qui pourraient avoir d'importantes

répercussions négatives sur ses activités, sa situation financière et ses perspectives. Ces risques devraient être pris en considération pour évaluer un investissement dans la Société et pourraient, entre autres, entraîner une baisse du cours des actions de la Société et compromettre sa capacité à déclarer des dividendes sur ces dernières.

Cette section donne une description des risques que la Société considère comme étant les plus importants pour ses activités. Ce n'est toutefois pas une liste exhaustive des risques potentiels auxquels elle fait, ou pourrait faire face. D'autres risques et incertitudes dont la Société n'a actuellement pas connaissance ou qu'elle ne considère pas comme importants à l'heure actuelle pourraient survenir et nuire à ses activités.

Risques liés aux activités

Activités internationales

Nos activités sont tributaires du succès et de la croissance de nos opérations internationales, et la direction s'attend à ce que les opérations internationales continuent de représenter une partie considérable des produits des activités ordinaires de la Société, qui l'exposeront à divers risques, notamment :

- les risques liés à la conjoncture et à l'instabilité sociales, politiques et économiques générales dans un ou plusieurs marchés étrangers et dans le monde, notamment des récessions, des changements ou des troubles politiques et d'autres crises économiques dans un ou plusieurs des marchés où elle mène des activités ;
- les risques liés à l'obligation de respecter un large éventail de lois locales, nationales et internationales et aux modifications aux lois, aux cadres et aux pratiques réglementaires qui pourraient avoir des effets négatifs ;
- les risques liés à la difficulté ou aux frais pour faire respecter les droits contractuels à cause de l'absence de système judiciaire ou d'autres facteurs dans certains territoires ;
- les difficultés et les coûts de la dotation en personnel et de la gestion d'établissements situés dans de nombreux pays et les changements de conditions de travail ;
- les difficultés, les retards et les frais subis ou encourus relativement aux mouvements de personnel et aux contacts des employés avec les autorités des douanes et de l'immigration de divers pays ;
- un risque accru de créances irrécouvrables et de cycles de recouvrement plus longs ;
- les fluctuations des taux de change ;
- les structures fiscales multiples qui peuvent même se chevaucher ;

- un contrôle des changes, d'autres réductions en matière de financement et des limites ou restrictions sur la capacité de la Société de rapatrier des espèces, des fonds ou des capitaux investis ou détenus à l'extérieur du Canada ;
- les hostilités et le terrorisme à l'échelle internationale ;
- des défis d'ordre culturel, logistique et communicationnel.

Risque lié à la réputation

Pour rester compétitive, la Société dépend dans une large mesure de ses relations avec ses clients et de sa réputation pour la prestation de services professionnels de grande qualité et en tant que firme de services professionnels qui respecte les plus hautes normes d'éthique. Cette bonne réputation joue un rôle important dans le succès à long terme de la Société et est essentielle pour lui permettre de demeurer concurrentielle et de maintenir son goodwill. Le défaut de la Société de répondre aux attentes de ses clients dans le cadre d'un projet, y compris la possibilité d'une défaillance ou d'un incident grave ayant des répercussions sur le projet, pourrait avoir une incidence négative sur la façon dont elle est perçue dans le marché. La Société a déjà fourni des informations précises au sujet d'enquêtes, d'allégations et de constatations de conduite inappropriée visant certaines de ses activités ou certains de ses administrateurs, dirigeants et employés. En outre, le non-respect par la Société des lois et des règlements applicables ou des lignes directrices généralement reconnues en matière de responsabilités d'entreprise, environnementales, sociales ou de gouvernance, des inconduites, des actes de corruption, des contributions politiques illégales, la violation, alléguée ou prouvée, de lois et de règlements par la Société, des pratiques anticoncurrentielles ou des actes criminels commis par ses dirigeants, ses employés, ses mandataires ou ses partenaires ou d'autres actes ou omissions sur le plan éthique pourraient avoir des incidences négatives sur sa réputation. Un certain nombre d'autres facteurs pourraient également nuire à la réputation de la Société, notamment des questions relatives à la compétence, à la qualité réelle ou alléguée, au calendrier ou aux problèmes de rendement touchant ses projets, à un mauvais dossier en matière de santé et de sécurité ou à l'exactitude et à la qualité des rapports financiers et des documents d'information destinés au public. Toute mauvaise publicité concernant la Société ou tout grave préjudice causé à sa réputation et à son image pourraient avoir une incidence défavorable sur la perception et la confiance des clients et pourraient entraîner l'annulation de projets en cours et nuire à sa capacité d'obtenir des projets à l'avenir. De plus, l'omniprésence des médias sociaux et le partage viral de l'information pourraient accentuer toute publicité négative concernant notre entreprise.

Risques pour la santé, la sécurité et l'environnement

Les systèmes de la Société en matière de santé, de sécurité et d'environnement visent à réduire les risques pour les personnes, l'environnement et ses activités. Beaucoup d'employés sont cependant exposés à des risques pour la santé et la sécurité ainsi qu'à des risques environnementaux dans le cadre de leur emploi. Un certain nombre de ces risques pourraient causer des blessures, des décès ou des dommages à l'environnement ou aux biens de la Société ou de tiers. Il pourrait aussi arriver que la responsabilité civile ou légale de la Société envers des employés soit engagée ou que sa réputation soit entachée à la suite de blessures ou de décès qui surviendraient parce que les politiques et les pratiques en matière de santé et de sécurité seraient inadéquates. La Société ne peut se protéger entièrement contre tous ces risques, et tous les risques ne sont pas par ailleurs assurables. La Société pourrait être déclarée responsable de dommages découlant d'événements pour lesquels elle ne peut obtenir d'assurance ou pour lesquels elle pourrait avoir choisi de ne pas s'assurer en raison de primes trop élevées ou pour d'autres motifs. De plus, la Société risque de devoir engager des coûts additionnels à l'égard de projets dans le cadre desquels se sont produits des dommages à l'environnement ou des incidents concernant la santé et la sécurité, parce qu'il faudra plus de temps pour les réaliser ou parce que des blessures entraîneront des pertes de temps.

Non-conformité aux lois et aux règlements

La Société fait face à des risques liés au non-respect des lois, notamment des mesures anticorruption, des restrictions commerciales, des lois sur les valeurs mobilières, des lois antitrust, des lois entourant la confidentialité des données et des lois régissant les relations de travail, ainsi qu'à des risques liés à la corruption dans ses activités, à des agissements anticoncurrentiels, à des contributions politiques illicites et à des manquements à l'éthique, ainsi qu'à leur effet nuisible possible sur ses résultats. Même si la Société a adopté des mesures de contrôle et mis en place des politiques visant à atténuer ces risques, ces mesures de contrôle et ces politiques ont des limites ou des restrictions inhérentes : elles sont notamment susceptibles à l'erreur humaine, elles peuvent être contournées intentionnellement ou devenir inadéquates si les conditions changent. Les mesures de contrôle mises en place par la Société pourraient ne pas être suffisamment efficaces pour la protéger contre les conséquences de tels agissements par ses anciens ou nouveaux administrateurs, dirigeants, employés, mandataires ou partenaires, ou contre la corruption touchant ses activités et des questions d'éthique. Par conséquent, des actes frauduleux, de la corruption ou d'autres actes imprudents ou criminels pourraient être commis et demeurer non détectés, ce qui occasionnerait une perte d'actifs ou une inexactitude dans les états financiers de la Société et ses documents d'information.

En outre, des actes frauduleux, de la corruption, une inconduite, une contribution politique illicite, la non-conformité aux lois et règlements déjà en vigueur ou proposés, des agissements anticoncurrentiels ou la commission d'une infraction criminelle ou d'actes malicieux par d'anciens ou nouveaux administrateurs, dirigeants, employés, mandataires ou partenaires de la Société, y compris ceux des entreprises acquises par la Société, pourraient la rendre passible d'amendes et de pénalités, de sanctions civiles, criminelles et administratives et l'exposer à une incapacité à soumissionner pour des contrats gouvernementaux ou privés, ou à obtenir de tels contrats, ce qui pourrait réduire ses produits des activités ordinaires et ses profits et pourraient nuire considérablement aux activités, aux résultats d'exploitation, à la situation financière, à la réputation, à la marque, et à l'expansion internationale de la Société et à sa capacité d'attirer et de retenir des employés et des clients, et pourraient avoir une incidence négative sur le cours des actions de la Société. L'imposition d'une sanction formelle par les autorités gouvernementales dans l'une ou l'autre de ces circonstances pourrait nécessiter la comptabilisation immédiate d'une charge en résultat et avoir une incidence négative sur les actifs, les passifs, les produits des activités ordinaires ou le goodwill de la Société.

Dans le cadre des relations d'affaires qu'elle entretient avec des organisations, des entreprises et des agences gouvernementales dans chacun des pays où elle mène des activités, WSP doit se conformer à des lois et des règlements complexes qui régissent les marchés publics et visent à faire en sorte que les organisations du secteur public octroient des contrats de manière transparente, compétitive, efficiente et non discriminatoire. Ces règles peuvent également imposer des mécanismes de vérification et des obligations de déclaration. WSP peut aussi être dans l'obligation, dans certains pays, d'obtenir des autorisations ou des attestations afin de conclure des contrats avec des organisations, des entreprises et des agences gouvernementales, autorisations et attestations qui peuvent être révoquées dans diverses circonstances, entre autres au gré d'une autorité gouvernementale ou si la Société ou ses entreprises affiliées, ses administrateurs ou ses dirigeants sont trouvés coupables d'une infraction. Le non-respect de ces lois et règlements par la Société ou la commission par la Société, ses dirigeants, employés ou mandataires d'une infraction ou d'une inconduite prévue par ces règles pourraient rendre la Société passible d'une déclaration d'inhabileté à passer des contrats avec un organisme public ou dans certains pays, obligatoire ou discrétionnaire, permanente ou temporaire, et l'exposer à d'autres pénalités et sanctions. Advenant une déclaration de culpabilité à l'égard d'une infraction, la Société pourrait se voir refuser le droit de participer aux contrats avec des organisations, des entreprises et des agences gouvernementales pour de longues périodes. Une telle déclaration de culpabilité pourrait également porter atteinte à sa réputation. L'inadmissibilité de la Société à conclure des contrats avec les organismes publics, une condamnation à la suite de certaines

infractions ou l'imposition d'amendes formelles à l'égard de telles infractions dans l'un ou l'autre des pays où elle exploite une entreprise ou exerce ses activités pourraient l'empêcher de présenter des soumissions relatives à des contrats publics ou en sous-traitance dans ce territoire ou ailleurs.

La Société est en outre assujettie, dans certains pays où elle mène des activités, à des lois qui accordent aux autorités gouvernementales le pouvoir d'établir des mesures exceptionnelles afin que des sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de l'adjudication, de l'attribution ou de la gestion de contrats publics puissent être récupérées. En lien avec un remboursement ou un règlement en vertu de telles mesures législatives, diverses conditions peuvent être imposées à la Société, et elle pourrait être tenue d'apporter certains changements à ses pratiques opérationnelles ce qui pourrait entraîner des coûts additionnels, en plus de compromettre sa capacité à saisir des occasions d'affaires.

Défaillance, interruption ou atteinte à la sécurité des systèmes, des réseaux et des données informatiques

La Société compte beaucoup sur les systèmes d'information, la technologie de communication, les logiciels de design, les applications d'entreprise et d'autres applications et systèmes technologiques, notamment les réseaux mondiaux et régionaux, l'infrastructure des serveurs et des systèmes d'exploitation pour assurer son fonctionnement adéquat, la prestation de ses services et la réalisation des produits de ses activités ordinaires. Si elle était incapable d'entretenir, de faire évoluer et d'augmenter continuellement les logiciels et le matériel informatique, de mettre à niveau ses systèmes et son infrastructure de réseau, de retenir son personnel clé en technologie de l'information et de prendre d'autres mesures pour améliorer l'efficacité de ses systèmes et les protéger, ses activités pourraient être interrompues ou retardées.

De plus, les systèmes informatiques et les systèmes de communication de la Société pourraient être endommagés ou leur fonctionnement pourrait être interrompu en raison de catastrophes naturelles, de pannes de télécommunication, d'actes de guerre ou de terrorisme, de virus informatiques, d'atteintes à la sécurité physique ou électronique ou d'événements ou de perturbations similaires. De plus, la Société fait face à des menaces d'accès non autorisés aux systèmes, de piratage informatique, de programmes malveillants et de cyberattaques organisées. La Société consacre d'importantes ressources à la sécurité de ses systèmes informatiques en procédant à des investissements et à des améliorations en ce qui a trait à ses politiques, procédures et mesures de contrôle en matière de protection, de détection et d'atténuation des menaces informatiques. Cependant, étant donné l'évolution extrêmement rapide et la fréquence accrue des cybermenaces et des autres formes de menaces

ou d'interruptions compromettant la sécurité des systèmes, les mesures mises en place pour assurer leur protection contre tous les risques liés à l'infrastructure informatique pourraient, dans certaines circonstances, se révéler insuffisantes pour éviter la communication inappropriée, la perte, le vol, le détournement ou la destruction d'information ainsi que l'accès non autorisé à certains renseignements ou encore les interruptions de services. Quiconque parviendrait à contourner les mesures de sécurité mises en place pourrait détourner des renseignements exclusifs ou confidentiels sur les activités de la Société ou des renseignements personnels sur les employés ou provoquer des pannes ou des défaillances des systèmes. Selon l'évolution dans le domaine de la cybersécurité, la Société pourrait être tenue d'engager des ressources importantes afin de se prémunir contre la menace d'une perturbation des systèmes et d'une atteinte à la sécurité ou afin d'atténuer les problèmes engendrés par une telle perturbation ou atteinte à la sécurité. L'un ou l'autre de ces événements pourraient causer des interruptions ou des retards de fonctionnement ainsi que la perte de données critiques, retarder ou empêcher l'exécution d'activités, entraîner des poursuites judiciaires contre la Société et porter préjudice à ses clients, à ses employés et à sa réputation.

Modifications du carnet de commandes

La Société ne peut pas garantir que les produits des activités ordinaires qui sont censés découler de son carnet de commandes seront bel et bien générés ou, s'ils le sont, qu'ils engendreront un bénéfice. Les projets peuvent demeurer dans le carnet de commandes pendant une longue période. En outre, les retards dans la réalisation de projets, les suspensions, les résiliations, les annulations, les réductions de portée de projets surviennent à l'occasion dans l'industrie de la Société pour des motifs hors de son contrôle et peuvent avoir des incidences importantes sur la valeur du carnet de commandes de la Société et des incidences négatives correspondantes sur les produits de ses activités ordinaires et sa rentabilité futurs. Les annulations de projets et les ajustements de portée possibles peuvent venir réduire encore davantage le montant en dollars du carnet de commandes ainsi que les produits que la Société touche véritablement.

De plus, la plupart des contrats de la Société renferment des dispositions prévoyant la « résiliation pour motifs de commodité » ou la résiliation à bref préavis qui autorisent le client à résilier ou à annuler le contrat à sa convenance, en donnant à la Société un préavis d'une durée déterminée ou en lui versant une indemnisation équitable, ou les deux, selon les modalités spécifiques du contrat. Si un nombre élevé de clients de la Société devaient se prévaloir de telles dispositions de résiliation pour motifs de commodité, ou si un ou plusieurs contrats étaient résiliés pour les mêmes motifs, le carnet de commandes de la Société serait touché négativement et des incidences négatives similaires toucheraient les produits de ses activités ordinaires et sa rentabilité

futurs. Bien que les produits des activités ordinaires de la Société ne dépendent pas substantiellement d'un client en particulier, rien ne garantit que la Société aura la capacité de préserver ses relations avec ses plus importants clients.

Une diminution importante du carnet de commandes pourrait engendrer des coûts liés à la réduction du personnel, ce qui aurait pour effet de réduire le résultat net de la Société.

Produits provenant de contrats avec des instances gouvernementales

La demande pour les services de la Société est liée au niveau de financement gouvernemental affecté à la reconstruction, à l'amélioration et à l'expansion des systèmes d'infrastructure. La Société tire une partie importante de ses produits des activités ordinaires de projets gouvernementaux ou financés par les gouvernements, et elle prévoit continuer de le faire. Des changements importants sur le plan du financement gouvernemental (notamment les contraintes liées au financement traditionnel), l'incidence à long terme de la récente crise économique (y compris les futures contraintes budgétaires et les inquiétudes suscitées par les déficits), les priorités politiques changeantes, les changements de gouvernement ou le report de projets causés par les processus électoraux peuvent avoir des retombées négatives sur les activités, les perspectives, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Le succès et l'expansion des activités de la Société sont en partie tributaires du financement continu des programmes gouvernementaux et de la capacité de la Société à participer à ces programmes. Toutefois, les gouvernements pourraient ne pas disposer de ressources suffisantes pour financer ces programmes ou décider de ne pas les financer même s'ils disposent des ressources nécessaires. Certains contrats gouvernementaux sont assujettis à une reconduction ou un renouvellement annuels et, en conséquence, la Société ne peut être sûre qu'elle continuera à fournir des services aux termes de ces contrats au cours des périodes à venir. Les organismes gouvernementaux peuvent généralement mettre fin à ces contrats à leur gré ou rendre la Société inadmissible à conclure des contrats avec eux. La Société pourrait devoir engager des frais relativement à la résiliation de ces contrats en plus de subir la perte de projets. Dans certains marchés, les contrats avec les instances gouvernementales sont parfois assujettis à des règlements stricts et à la vérification des frais réels engagés. Ces vérifications peuvent mener à la détermination qu'un règlement a été enfreint ou que des ajustements doivent être apportés au montant des coûts contractuels remboursables par les instances et au montant des frais généraux alloués par celles-ci. Par conséquent, les produits des activités ordinaires de la Société pourraient être ajustés à la baisse si les coûts qui ont été comptabilisés étaient supérieurs aux coûts récupérables autorisés.

Mécanismes de contrôle et divulgation

Des limites ou des restrictions inhérentes aux mécanismes internes de contrôle et de divulgation de la Société pourraient occasionner des inexactitudes importantes dans les informations financières. La Société maintient des systèmes comptables et des contrôles internes à l'égard de ses procédures de communication de l'information financière. Les mécanismes de contrôle ont des limites ou des restrictions inhérentes, les contrôles peuvent être déjoués par des individus posant des actes intentionnels ou non, à la suite de collusion entre au moins deux personnes, d'erreurs de jugement ou de pannes résultant d'une erreur humaine, ou ils peuvent être outrepassés par la direction. Il n'existe aucun système ni aucun contrôle qui peuvent constituer une assurance absolue que les fraudes, les erreurs, les contournements ou l'omission de divulgation peuvent être et seront prévenus ou détectés. Si des fraudes, des erreurs, le contournement ou l'omission de divulgation se produisaient, cela pourrait occasionner des inexactitudes importantes dans les informations financières. En outre, les prévisions quant à l'évaluation de l'efficacité des contrôles pour les périodes futures sont sujettes au risque que les contrôles deviennent inadéquats à cause des changements de conditions, ou au risque que le degré de conformité aux politiques ou aux procédures se détériore. Des contrôles inadéquats pourraient aussi occasionner de la fraude et la prise de décisions inappropriées fondées sur des données financières internes erronées. Des mécanismes internes de contrôle ou de divulgation inadéquats peuvent aussi avoir des incidences négatives importantes sur l'actif, le passif, les produits des activités ordinaires, les charges et la réputation de la Société.

Risque de poursuites

La Société est occasionnellement menacée de poursuites ou peut faire l'objet, dans le cours normal de ses activités, de diverses poursuites, notamment de poursuites fondées sur des erreurs et des omissions professionnelles, de poursuites liées aux activités antérieures menées à titre d'entrepreneur général par ses prédécesseurs et de poursuites liées au non-respect des lois et règlements par un employé ou un ancien employé. Conformément aux lois, aux règlements et aux normes professionnelles applicables, la Société produit, à l'intention de ses clients, des rapports et des avis fondés sur son expertise professionnelle en ingénierie, de même que sur ses autres compétences professionnelles. Elle pourrait cependant être responsable face à des tiers qui utilisent ses rapports ou avis, ou qui s'y fient, et ce, même si elle n'est pas liée à eux par contrat.

L'obligation d'assurer une défense contre des poursuites de cette nature relativement à l'un des services fournis par la Société pourrait nécessiter une attention substantielle de la part de la direction, exiger des ressources financières considérables ou entraîner des frais juridiques élevés ou des dommages-intérêts ou amendes et sanctions pour lesquels la Société n'est

peut-être pas entièrement assurée, ce qui pourrait nuire à sa réputation et compromettre sa capacité à présenter des soumissions ou à obtenir de nouveaux projets et à recruter des employés qualifiés. De plus, l'introduction d'une instance à l'endroit de la Société pourrait nécessiter la comptabilisation immédiate d'une provision en résultat et avoir une incidence négative sur ses actifs, ses passifs, ses produits des activités ordinaires ou son goodwill.

Croissance par voie d'acquisitions

La direction est d'avis que la croissance par acquisitions peut procurer certains avantages à la Société. Divers facteurs peuvent également compromettre les avantages attendus d'une acquisition ou empêcher qu'ils se matérialisent ou soient réalisés à l'intérieur de la période prévue par la Société. Des différences culturelles entre les divers pays où la Société a acquis des entreprises pourraient nuire au plan d'intégration des acquisitions conclues par la Société. Il pourrait exister des passifs et des éventualités liés aux acquisitions que la Société aurait omis de déceler ou n'était pas en mesure de quantifier dans le cadre du contrôle préalable effectué avant la clôture d'une acquisition et qui pourraient avoir une incidence négative importante sur ses activités, sa situation financière ou ses perspectives.

Intégration et gestion des acquisitions

La réalisation des avantages attendus des acquisitions dépend en partie de l'aboutissement des efforts déployés afin de regrouper les fonctions et d'intégrer et mettre à profit les activités d'exploitation, les procédures et les ressources humaines de façon diligente et efficace. Elle dépend aussi de la capacité de la Société à assurer le transfert des connaissances et à dégager des produits, à réaliser des synergies et à concrétiser d'autres occasions de croissance pouvant découler du regroupement des divisions et des activités des entreprises acquises avec celles de WSP. L'incapacité de la Société d'intégrer adéquatement les entreprises acquises pourrait entraîner l'incapacité de réaliser les avantages prévus d'une ou de plusieurs acquisitions. L'intégration à même les activités de WSP des entreprises acquises par elle prévoit notamment le regroupement des systèmes et du personnel. L'intégration réussie d'une entreprise acquise et, par conséquent, le succès des activités de la Société pourraient également être compromis par l'absence de collaboration entre le personnel et les professionnels de l'entreprise acquise et ceux de la Société. En particulier, la Société pourrait exiger comme condition à ses acquisitions que les principaux collaborateurs et professionnels concluent des contrats de travail valables pour des périodes déterminées à la suite de l'acquisition ou qu'ils signent des contrats de non-concurrence. Or il existe un risque que ces engagements ne soient pas respectés ou que les collaborateurs et les professionnels qui y sont soumis, ou d'autres collaborateurs et professionnels, ne réussissent pas à bien s'intégrer et à contribuer aux activités et au succès de la Société.

L'intégration requiert une somme considérable d'efforts, de temps et de ressources, ce qui pourrait détourner l'attention et les ressources de la direction d'autres occasions stratégiques et de questions liées à l'exploitation pendant la durée du processus. Le processus d'intégration pourrait aussi perturber les activités courantes de la Société, ses relations avec les clients et les employés ainsi que ses autres relations, ce qui pourrait compromettre sa capacité à réaliser les avantages qu'elle prévoit tirer d'une acquisition, y compris sa capacité à réaliser les synergies devant découler de l'intégration de l'entreprise dans WSP. Plus particulièrement, des clients importants des entreprises acquises pourraient ne pas être conservés après l'acquisition de ces entreprises.

Rien ne garantit que la Société sera en mesure de réussir l'intégration d'acquisitions déjà conclues. Chaque année, la Société engage des frais liés aux acquisitions et à l'intégration, frais qui peuvent être considérables. De plus, l'intégration d'entreprises pourrait être ponctuée d'imprévus pouvant entraîner des problèmes d'ordre opérationnel, notamment des problèmes touchant les systèmes d'exploitation et de gestion et le système financier de la Société, lesquels pourraient être incompatibles avec ceux des entreprises acquises ou inadéquats pour réussir leur intégration.

Défis associés à la taille

Au cours des dernières années, la Société a crû considérablement, elle compte aujourd'hui approximativement 48 000 employés à travers le monde, et elle entend poursuivre sa stratégie de croissance. La Société doit communiquer et gérer efficacement sa culture, ses valeurs, ses normes, ses contrôles internes et ses politiques à l'échelle de cette organisation élargie. La Société pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses objectifs stratégiques si elle ne parvenait pas à surmonter les défis liés à la diversité culturelle et aux particularités des marchés locaux. Les différences culturelles entre divers pays peuvent en outre présenter des obstacles à l'introduction de nouvelles idées ou à l'adoption de la vision et de la stratégie de WSP dans l'ensemble de l'organisation. Si la Société ne réussit pas à surmonter ces obstacles, elle pourrait être incapable d'atteindre ses objectifs de croissance et de rentabilité.

Risques associés à des contrats pour services professionnels

Une partie des produits des activités ordinaires de la Société est tirée de contrats négociés à prix fixe. En vertu de ces contrats, la Société convient d'exécuter la totalité ou une partie précise des travaux faisant l'objet du contrat moyennant une rémunération fixe. Les contrats négociés à prix fixe exposent la Société à un certain nombre de risques non inhérents aux contrats rémunérés sur une base horaire, notamment une sous-estimation des honoraires, des ambiguïtés dans les spécifications, des difficultés imprévues, des problèmes liés aux nouvelles technologies, l'incapacité de clients d'honorer

leurs obligations en temps opportun, des retards hors de son contrôle, des fluctuations économiques ou d'autres changements pouvant survenir pendant la période contractuelle, et des pertes. Une augmentation du nombre de contrats négociés à prix fixe ou de l'envergure de ces contrats ferait en sorte d'accroître l'exposition de la Société à ces risques.

De plus, il arrive à l'occasion que la Société mène des projets d'ingénierie-approvisionnement-construction (« IAC ») en partenariat avec des entrepreneurs en construction. Dans le cadre de ces projets, la Société assume tous les risques liés à l'ingénierie, à l'approvisionnement et à la construction, hormis certains risques qui pourraient être assumés par le client aux termes du contrat. Toute perte subie dans le cadre des projets d'IAC pourrait avoir une incidence négative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

La Société a habituellement des demandes de paiement en suspens présentées à ses clients pour des travaux qui ont été exécutés en surplus des contrats originaux et pour lesquels les produits des activités ordinaires ont déjà été comptabilisés. En règle générale, la Société ne peut garantir que ces demandes seront approuvées par ses clients, même en partie. Si ces demandes ne sont pas approuvées, les produits des activités ordinaires de la Société pourraient être réduits au cours de périodes ultérieures. Dans certains cas, la Société pourrait garantir à un client que son projet sera terminé au plus tard à une certaine date. Dans pareil cas, la Société pourrait devoir engager des coûts supplémentaires advenant le cas où le projet ne serait pas géré efficacement ou terminé à la date prévue pour quelque raison que ce soit. Tout projet qui n'est pas terminé à temps réduit d'autant sa rentabilité : le personnel qui doit continuer à travailler plus longtemps que prévu sur le projet en question ne peut se consacrer à la recherche ni à la réalisation de nouveaux projets. En outre, les dépassements de coûts ou les retards risquent d'engendrer de l'insatisfaction de la part du client et nuire à la réputation de la Société. Les produits tirés d'un projet pourraient aussi être réduits si la Société devait payer des dommages-intérêts en vertu de dispositions prévoyant le versement d'une indemnité. Ces dommages-intérêts pourraient être considérables et être calculés sur une base journalière.

De plus, certains processus d'appel d'offres sont intrinsèquement contraignants et rigides, ce qui limite la capacité du soumissionnaire à négocier certaines modalités et conditions contractuelles. Une telle situation peut se présenter dans le cadre de contrats gouvernementaux ou de projets de très grande envergure dans lesquels la Société n'a pas un grand rôle à jouer. Ces types de contrats pourraient exposer la Société à des risques ou à des coûts supplémentaires qui pourraient à leur tour affecter la rentabilité de ses projets.

Partenariats

Dans le cadre de sa stratégie d'exploitation, la Société

peut conclure certaines ententes comme des contrats de partenariat ou des alliances stratégiques. Le succès des partenariats de la Société repose en partie sur le respect, par les partenaires de la Société, de leurs obligations s'y rattachant. L'omission ou le refus de la part de ses partenaires de s'acquitter de leurs obligations pourrait entraîner des obligations financières et des engagements d'exécution pour la Société, ce qui pourrait accroître ses coûts et porter atteinte à sa réputation. Si une telle situation se produisait, la Société pourrait avoir à payer des sanctions pécuniaires ou des dommages-intérêts, à offrir des services additionnels, ou à faire des investissements additionnels pour assurer la prestation adéquate des services prévus au contrat. En vertu d'ententes prévoyant des responsabilités conjointes, la Société pourrait être tenue responsable de ses obligations et de celles de ses partenaires.

Conjoncture économique

Les marchés mondiaux et locaux de capitaux et de crédit et les économies à l'échelle mondiale et locale peuvent traverser des périodes de grande incertitude caractérisées par la faillite, l'échec, l'effondrement ou la vente d'un ou de plusieurs secteurs, notamment d'institutions financières, et exiger une intervention massive de gouvernements et d'organisations internationales. Les conditions économiques dans l'un ou l'autre des marchés où la Société mène des activités peuvent faiblir et rester moroses ou s'aggraver. Même si la croissance économique reprenait dans certaines régions du monde, de nombreux marchés pourraient demeurer fragiles et connaître d'autres périodes de croissance économique négative. En outre, de nombreux gouvernements ont eu recours ou continuent d'avoir recours à d'importantes mesures de relance budgétaire en vue d'éviter les récessions, et ils sont maintenant aux prises avec d'énormes dettes et déficits qui continuent de s'aggraver et qui pourraient les obliger notamment à comprimer les dépenses et à augmenter les impôts et les taxes. Ces conditions pourraient influencer sur la demande des entités publiques et privées pour les services de la Société. La demande pour les services de la Société pourrait aussi être vulnérable aux réductions de dépenses dans le secteur privé résultant d'un ralentissement économique soudain ou de changements dans le prix des marchandises, par exemple le pétrole, le gaz naturel ou les métaux, ce qui inciterait les clients à reporter, à réduire ou à annuler leurs projets en cours ou planifiés. L'une ou l'autre de ces situations pourrait nuire à la demande pour les services de la Société, ce qui risquerait d'avoir des incidences négatives sur la Société, ses activités commerciales, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

En outre, les fluctuations des taux d'intérêt, la volatilité des marchés financiers ou les perturbations du marché du crédit pourraient limiter l'accès de la Société aux capitaux et nuire à la capacité de ses clients de financer leurs activités à des conditions acceptables. Si le rendement opérationnel et financier des clients

de la Société devait se détériorer, ou si ceux-ci se trouvaient incapables de respecter leurs échéanciers de paiements ou d'obtenir du crédit, ils pourraient être dans l'impossibilité de payer la Société. Le défaut de paiement de clients de la Société pourrait avoir une incidence défavorable sur son carnet de commandes, ses résultats et ses flux de trésorerie.

Enfin, la hausse de l'inflation, des taux d'intérêt et des coûts de construction pourrait réduire la demande pour les services de la Société dans les marchés où elle exerce ou exercera ultérieurement des activités. La Société est également exposée au risque d'inflation croissante relativement aux contrats négociés à prix fixe. Du fait qu'elle tire une partie importante de ses revenus de contrats prévoyant le remboursement des coûts, les effets de l'inflation sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation au cours des dernières années ont été peu importants. Toutefois, si elle venait à étendre ses activités dans des marchés ou des secteurs géographiques où les contrats négociés à prix fixe sont plus prévalents, l'inflation pourrait avoir des répercussions plus marquées sur ses résultats d'exploitation.

Dépendance de la Société envers des fournisseurs et des sous-traitants

La Société fait affaire avec un grand nombre de fournisseurs et de sous-traitants. La réalisation convenable et rentable de certains contrats est tributaire, en grande partie, de l'exécution satisfaisante des travaux par les sous-traitants chargés des différents éléments des travaux. Si ces sous-traitants ne respectent pas les normes acceptées, la Société pourrait être obligée d'embaucher d'autres sous-traitants pour effectuer ces tâches, ce qui pourrait augmenter les coûts liés à un contrat et avoir une incidence sur la rentabilité d'un projet particulier et, dans certaines circonstances, entraîner des pertes importantes. Le non respect par un fournisseur ou un sous-traitant de ses engagements contractuels pourrait avoir un effet défavorable important sur les activités, la réputation, les perspectives, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Disponibilité et rétention de personnel professionnel qualifié

Le succès de la Société est en partie tributaire de sa capacité à recruter et à maintenir en poste des ingénieurs qualifiés et d'autres professionnels compétents dans des secteurs particuliers. Au fil des ans, une importante pénurie d'ingénieurs s'est installée dans certains marchés, ce qui a fait en sorte d'exercer une pression continue à la hausse sur les programmes de rémunération des ingénieurs. Rien ne garantit que la Société saura intéresser, embaucher et retenir un nombre suffisant d'ingénieurs et de professionnels qualifiés pour continuer à maintenir et à faire croître son entreprise. L'incapacité d'intéresser, d'embaucher et de maintenir en poste un nombre suffisant d'ingénieurs et d'autres professionnels qualifiés pourrait restreindre la capacité de la Société

à soutenir et à augmenter les produits de ses activités ordinaires.

Utilisation adéquate de la main-d'œuvre

Les coûts de prestation de services, notamment en ce qui a trait au degré d'utilisation de la main-d'œuvre, ont une incidence sur la rentabilité de la Société. La proportion dans laquelle la Société emploie sa main-d'œuvre dépend d'un certain nombre de facteurs, dont les suivants :

- sa capacité à affecter des employés en fin de projet à de nouveaux mandats et à recruter et à intégrer de nouveaux employés ;
- sa capacité à anticiper la demande pour ses services et à maintenir des effectifs adéquats dans chacune des régions où elle est présente ;
- sa capacité à gérer les départs naturels ;
- la nécessité de consacrer du temps et des ressources à la formation du personnel, à la recherche de clients, au perfectionnement professionnel et aux autres activités non facturables ;
- sa capacité à appairer les compétences des employés aux besoins du marché.

Si la Société fait un suremploi de main-d'œuvre, ses employés risquent de se démotiver, ce qui pourrait influencer sur l'érosion des effectifs. Si la Société sous-emploie sa main-d'œuvre, sa marge bénéficiaire et sa rentabilité risquent d'en souffrir.

Arrêts de travail et conflits de travail

Au 31 décembre 2018, les employés principalement en Suède, en Finlande, en France et en Espagne, représentant moins de 12 % de l'effectif de la Société, et la grande majorité des employés syndiqués de la Société étaient couverts par des conventions collectives. Bien que la Société estime entretenir de bonnes relations avec ses employés, elle a, par le passé, connu des conflits de travail avec ceux-ci. Une grève ou un arrêt de travail prolongé causé par ou impliquant des employés syndiqués ou non syndiqués, en lien avec l'un ou l'autre des projets de la Société, pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société.

Plafonds d'assurance

La Société estime que son assurance en cas d'erreur et d'omission, son assurance de responsabilité civile des entreprises et son assurance responsabilité des administrateurs et dirigeants couvrent tous les risques assurables importants, offrent une couverture comparable à celle que souscrirait un exploitant prudent dans un secteur d'activité semblable à celui de la Société et sont assujetties aux franchises, aux limites et aux exclusions usuelles ou raisonnables quant au coût de l'obtention d'assurances et aux conditions actuelles d'exploitation. Cependant, il n'est pas possible de garantir que ces assurances continueront d'être offertes à des conditions économiquement réalisables, que tous les

événements qui pourraient causer une perte ou engager la responsabilité sont assurables ou que les couvertures d'assurance seront suffisantes pour couvrir chaque perte ou chaque réclamation pouvant mettre en cause les actifs ou les activités de la Société.

Conditions météorologiques extrêmes et impact de catastrophes naturelles ou autres

Les activités de la Société sur les chantiers se déroulent habituellement en plein air et comprennent des services d'arpentage professionnel, d'ingénierie, de collecte et d'examen de données sur le terrain, d'archéologie, de reconnaissance géotechnique et de forage exploratoire, de supervision et d'inspection de travaux de construction, de mise en service, d'essais et d'exploitation d'usines. Des conditions météorologiques extrêmes, des catastrophes naturelles ou autres (tremblements de terre, incendies, inondations, épidémies, pandémies et autres événements similaires) pourraient entraîner le report du démarrage ou retarder l'achèvement des travaux de la Société sur les chantiers et empêcher ses employés de réaliser leurs tâches, ce qui pourrait occasionner des retards ou une réduction des produits comptabilisés, tandis que les coûts continueraient de s'accumuler. Des conditions météorologiques extrêmes ou des désastres peuvent aussi retarder le début ou l'achèvement de diverses phases de travaux liés à d'autres services devant être réalisés simultanément ou ultérieurement aux travaux sur les chantiers, ou même en forcer l'annulation. Un retard dans la prestation des services de la Société pourrait obliger à engager des coûts additionnels non remboursables, notamment pour payer les heures supplémentaires nécessaires pour respecter les échéanciers des clients. En raison de divers facteurs, un retard dans le commencement ou l'achèvement d'un projet peut également entraîner des pénalités, des sanctions ou même l'annulation de contrats.

Risques liés à l'industrie

Concurrence dans le secteur

La Société évolue dans des marchés hautement concurrentiels et a de nombreux concurrents pour chacun de ses services. La taille et les spécificités des concurrents varient grandement en fonction du type de services qu'ils offrent. Certains des concurrents de la Société sont en exploitation depuis plus longtemps qu'elle, leur nom jouit d'une plus grande notoriété, leur clientèle est plus importante, et ils ont atteint une pénétration de marché considérablement plus large dans certains des domaines où la Société leur livre concurrence. En outre, certains concurrents de la Société disposent de ressources financières ou d'une souplesse financière et de ressources en marketing beaucoup plus importantes que les siennes. De plus, devant l'extrême rapidité du développement technologique, la Société doit continuer d'anticiper les changements qui ne manqueront pas de survenir dans les besoins de sa clientèle et, pour ce faire, elle doit adapter ses services de manière

à maintenir et à améliorer son avantage concurrentiel. Si la Société cessait d'innover et de tirer profit des avancées technologiques, sa capacité à retenir ses clients existants de même qu'à en attirer de nouveaux pourrait être compromise. Cette vive concurrence pourrait avoir d'importantes répercussions négatives sur les activités de la Société, sur sa réputation, sur sa situation financière et sur ses résultats d'exploitation si elle devait réduire sa part actuelle des secteurs d'activité dans lesquels elle évolue.

Modifications de la réglementation

Une partie des services professionnels qu'offre la Société est directement ou indirectement liée à des lois et à des règlements. Des modifications à ces règlements pourraient avoir des répercussions plus importantes sur les activités de la Société que sur celles d'autres firmes de services professionnels. Par conséquent, des changements au nombre ou à la portée de ces lois et règlements pourraient réduire considérablement la taille de sa part de marché dans ce secteur d'activité.

Sensibilité accrue face aux facteurs environnementaux

Étant donné la sensibilité accrue face au changement climatique mondial, certains spécialistes ont avancé que les entreprises actives dans des industries dont les projets risquent d'avoir des incidences sur l'environnement pourraient faire l'objet de poursuites par des gouvernements, des actionnaires ou des défenseurs de l'environnement. L'annulation de grands projets confiés à la Société en raison de préoccupations environnementales ou des poursuites d'envergure liées à l'environnement qui toucheraient des clients clés de la Société pourraient avoir des répercussions importantes sur sa situation financière, sa réputation et ses résultats d'exploitation.

Risques liés aux liquidités, aux sources de financement et à la situation financière de la Société

Détérioration de la situation financière ou de la position nette de trésorerie

La Société compte à la fois sur sa position de trésorerie et sur les marchés du crédit et les marchés financiers pour combler une partie de ses besoins en capital. De plus, dans certains cas, elle doit obtenir des garanties bancaires à l'appui de ses diverses obligations contractuelles. Une instabilité ou des bouleversements importants sur les marchés financiers, y compris les marchés du crédit, ou une dégradation ou un affaiblissement de sa situation financière, y compris sa position de trésorerie nette, en raison de facteurs internes ou externes, pourraient limiter ou empêcher l'accès de la Société à une ou plus d'une source de financement, ou accroître considérablement le coût des sources de financement,

y compris les facilités de crédit, l'émission de titres d'emprunt à long terme, ou la disponibilité des lettres de crédit nécessaires pour garantir ses obligations contractuelles ou autres obligations relatives aux projets.

Rien ne garantit que la Société maintiendra une position de trésorerie nette appropriée et que les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation seront suffisants pour financer ses activités et ses besoins en matière de liquidités, assurer le service de sa dette ou maintenir sa capacité à obtenir et à conserver des garanties bancaires.

Le prélèvement d'un montant sur les lettres de crédit ou les garanties bancaires par un ou plus d'un tiers pourrait notamment réduire de façon importante la position de trésorerie de la Société et avoir une incidence défavorable grave sur ses activités et ses résultats d'exploitation.

Besoins en fonds de roulement

La Société pourrait avoir des besoins importants en fonds de roulement qui, s'ils ne sont pas financés, pourraient avoir des répercussions défavorables sur ses activités, sa situation financière et ses flux de trésorerie. À l'occasion, la Société peut avoir besoin d'un fonds de roulement important pour financer l'exécution de travaux d'ingénierie ou d'autres travaux réalisés dans le cadre de projets avant de recevoir le paiement des clients. Dans certains cas, la Société a l'obligation contractuelle envers ses clients de financer les besoins en fonds de roulement relatifs aux projets. Une augmentation des besoins en fonds de roulement pourrait avoir une incidence défavorable sur les activités, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

Si les conditions des marchés du crédit et la conjoncture économique à l'échelle mondiale continuaient de s'aggraver de façon importante, la Société pourrait avoir de la difficulté à maintenir une répartition diversifiée de son actif auprès d'institutions financières solvables.

En outre, la Société peut investir une partie de sa trésorerie dans des occasions d'investissement à long terme, y compris l'acquisition d'autres entités ou activités, la réduction de certains passifs tels que des passifs non capitalisés au titre des prestations ou les rachats d'actions en circulation de la Société. Dans la mesure où la Société utiliserait la trésorerie à de telles fins, le montant des liquidités disponibles pour les besoins du fonds de roulement dont il est question plus haut pourrait être réduit.

Créances clients

Comme cela est courant dans le secteur des services professionnels, la Société affiche un niveau élevé de créances clients à son état de la situation financière. Cette valeur est répartie entre de nombreux contrats et clients. Bien que la Société procède à des examens réguliers des créances clients afin d'identifier les clients ayant des retards de paiements ou des comptes en souffrance et de résoudre les problèmes causant ces retards, rien ne garantit que les créances clients impayées

seront acquittées en temps voulu, ou même qu'elles le seront. Le non-paiement des créances clients pourrait avoir des incidences négatives sur la situation financière et la rentabilité de la Société.

Hausse de l'endettement et mobilisation de capitaux

Le 31 décembre 2018, la facilité de crédit était utilisée à hauteur de 1 460,4 M\$. Ce niveau d'endettement pourrait obliger la Société à consacrer une partie considérable de ses flux de trésorerie au paiement des intérêts et au remboursement du capital, ce qui risquerait d'avoir d'importantes répercussions pour les investisseurs, en particulier les suivantes :

- l'endettement pourrait limiter la capacité de la Société à faire des investissements importants pour sa croissance et sa stratégie ou à obtenir du financement supplémentaire pour son fonds de roulement, ses dépenses d'investissement, ses obligations au titre du service de la dette, ses acquisitions et ses besoins d'exploitation généraux ou autres ;
- certains emprunts de la Société comportent des taux d'intérêt variables, ce qui l'expose au risque d'augmentation des taux d'intérêt ;
- l'endettement pourrait limiter la capacité de la Société à s'ajuster à l'évolution de la conjoncture des marchés et la désavantager par rapport à ses concurrents moins endettés ;
- la Société pourrait être incapable de verser des dividendes sur ses actions ;
- la Société pourrait être vulnérable face à un ralentissement économique.

Aux termes de la facilité de crédit, la Société est autorisée à contracter des dettes supplémentaires dans certaines circonstances. Toutefois, ce faisant, elle augmenterait les risques décrits ci-dessus. La facilité de crédit oblige WSP à respecter, entre autres, certaines clauses restrictives sur une base consolidée. Les principales clauses portent sur le ratio de la dette nette consolidée sur le résultat consolidé avant le BAIIA ajusté ainsi que sur le ratio de couverture des intérêts, qui sont des mesures non conformes aux IFRS. La direction passe en revue trimestriellement la conformité de la Société aux clauses restrictives dans le cadre des exigences de dépôt prévues aux termes de sa facilité de crédit. Toutes les clauses restrictives étaient respectées au 31 décembre 2018.

Dans l'éventualité où la Société serait incapable d'obtenir, à des conditions acceptables, des capitaux additionnels pour financer sa stratégie de croissance, elle pourrait se voir obligée de réduire la portée prévue de son expansion, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa stratégie de croissance, sa compétitivité future et ses résultats d'exploitation. Si elle devait utiliser des liquidités générées en interne ou contracter des dettes pour réaliser des acquisitions, sa marge de manœuvre opérationnelle et financière serait considérablement

réduite. La mesure dans laquelle la Société pourra ou voudra utiliser ses actions pour faire des acquisitions sera fonction du cours de ses actions et dépendra de la volonté des vendeurs potentiels de les accepter en guise de paiement total ou partiel. La Société pourrait en outre être dans l'obligation de contracter des dettes additionnelles si elle faisait l'acquisition d'une autre entreprise, ce qui augmenterait ses obligations de remboursement et pourrait avoir un effet négatif sur ses liquidités et sa rentabilité futures.

La Société pourrait également se trouver dans l'obligation de mobiliser des capitaux additionnels sur le marché public ou privé pour poursuivre sa stratégie et répondre à ses besoins sur le plan de l'exploitation. La disponibilité de financement sera fonction de l'état des marchés à ce moment, de même que du caractère acceptable des modalités de financement offertes. Rien ne garantit que la Société pourra obtenir du financement, ou qu'elle pourra en obtenir suffisamment et à des conditions acceptables, pour financer ses besoins, surtout en période de ralentissement économique.

Dépréciation du goodwill

Comme la croissance de la Société découle en partie des acquisitions, le goodwill et les immobilisations incorporelles représentent une partie considérable de son actif. Au 31 décembre 2018, la Société avait un goodwill de 3 493,2 M\$, soit 45,0 % de son actif total de 7 766,6 M\$. Pour se conformer aux IFRS, la Société doit procéder chaque année à un test de dépréciation du goodwill comptabilisé dans ses états consolidés de la situation financière ; la Société a recours à la méthode de la juste valeur. La Société a choisi de procéder au test annuel de dépréciation du goodwill le premier jour du quatrième trimestre de son exercice. La Société doit aussi procéder à un test de dépréciation du goodwill entre les tests annuels lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la survenance d'un événement ou d'une situation a pour effet de faire baisser la juste valeur d'une UGT au-dessous de sa valeur comptable, ce qui signifierait que la valeur des actifs acquis est descendue sous le prix payé par la Société. Ces événements ou situations peuvent comprendre un changement défavorable important dans le climat économique, notamment une baisse importante et soutenue de la valeur d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT »), des facteurs juridiques, des indicateurs du rendement d'exploitation, la concurrence, la vente ou la cession d'une partie importante des activités de la Société, des interventions gouvernementales potentielles relatives à ses installations et d'autres facteurs. Si la valeur recouvrable d'une UGT était inférieure à sa valeur comptable, la Société pourrait être obligée de comptabiliser une perte de valeur. Le montant de toute réduction de valeur pourrait être considérable et avoir des répercussions négatives importantes sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société pour la période en question.

Exposition aux monnaies étrangères

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs relatifs à un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours de change. Une partie importante du résultat net et de l'actif net de la Société est libellée en diverses monnaies étrangères, notamment en dollars américains, en livres sterling, en euros, en couronnes suédoises et en renminbi chinois. Par conséquent, les fluctuations du cours de change entre le dollar canadien et ces monnaies pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats et la situation financière de la Société. Il est impossible de prévoir les événements futurs qui pourraient entraîner une augmentation ou une baisse importante des risques de variation de change par rapport à ces monnaies.

Les distributions ou les paiements futurs payables en monnaie étrangère présentent un risque de dépréciation de la monnaie étrangère avant la réception et la conversion du paiement dans la monnaie fonctionnelle de la Société. Lorsque les produits et les dépenses sont libellés en monnaies étrangères, la Société conclut parfois des contrats de change afin de limiter son exposition aux fluctuations du cours de change. Même si la Société n'a actuellement aucune politique liée au risque de change susceptible d'avoir une incidence importante sur ses résultats d'exploitation, elle demeure exposée au risque de change.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt dans différents territoires étrangers. Les lois et les règlements fiscaux ainsi que l'interprétation qui s'appliquent aux activités de la Société changent continuellement. De plus, les avantages et les passifs fiscaux futurs dépendent de facteurs intrinsèquement incertains et sujets à modification, par exemple les résultats futurs, les taux d'imposition futurs et le portefeuille d'activités prévues dans les divers pays où la Société exerce des activités. La détermination de la charge d'impôt exigible requiert une grande part de jugement. La direction utilise des principes comptables et des principes fiscaux pour déterminer l'impôt sur le revenu qu'elle croit susceptible d'être exigé par les administrations fiscales compétentes. Toutefois, rien ne garantit que les avantages fiscaux ou l'impôt à payer ne différeront pas sensiblement des estimations ou des attentes de la Société. Pour plusieurs transactions et calculs, il est difficile de déterminer avec certitude le montant de l'impôt à payer. La Société fait régulièrement l'objet de vérifications par les autorités fiscales. Ce sont ces autorités qui font la détermination finale des montants d'impôt à payer ou à recevoir, des avantages et passifs fiscaux ou de la charge d'impôts que la Société pourra reconnaître au bout du compte. Bien que la direction estime que ses positions fiscales et ses estimations relatives aux impôts sont raisonnables, celles-ci pourraient changer en raison de plusieurs facteurs, notamment l'issue des vérifications fiscales et des litiges connexes, l'introduction de nouvelles normes

comptables relatives aux impôts et de nouvelles lois fiscales et interprétations connexes, la composition des territoires ayant généré le résultat net de la Société, la possibilité de réalisation des actifs d'impôt différé et les modifications des positions fiscales incertaines. L'un ou l'autre des facteurs ci-dessus pourrait avoir une incidence défavorable importante sur le bénéfice net ou les flux de trésorerie de la Société parce qu'il toucherait ses activités et sa rentabilité, la disponibilité des crédits fiscaux, le coût des services qu'elle offre et la disponibilité de déductions pour pertes d'exploitation pendant la croissance de la Société. Une augmentation ou une diminution du taux d'impôt effectif de la Société pourrait aussi avoir une incidence négative importante sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Obligations relatives à des régimes de retraite à prestations définies sous-capitalisés

La Société pourrait devoir verser des fonds additionnels pour remplir des obligations relatives à des régimes de retraite à prestations définies gérés par elle pour des employés qui prennent leur retraite et des employés déjà à la retraite, si ces régimes sont sous-capitalisés. Les cotisations sont habituellement établies en calculant les obligations du régime au titre des prestations projetées, moins la juste valeur des actifs du régime. Les obligations de la Société relatives au régime pourraient augmenter ou diminuer en fonction de divers facteurs, notamment l'évolution de l'espérance de vie et les hausses ou les baisses des taux d'intérêt et du rendement du capital. Si la Société devait cotiser un montant considérable pour couvrir le déficit des régimes sous-capitalisés, ses flux de trésorerie pourraient s'en ressentir grandement.

L'évolution de la conjoncture économique et un changement du profil démographique pourraient entraîner de fortes augmentations des obligations de financement de la Société, ce qui réduirait d'autant la disponibilité de ces fonds pour d'autres fins et pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Risques liés aux actions

Dilution potentielle

Les statuts de la Société permettent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries. Pour conclure les acquisitions ciblées ou financer ses autres activités, la Société pourrait émettre des titres de participation additionnels, ce qui pourrait diluer le pourcentage de participation des actionnaires.

Émission éventuelle d'actions privilégiées

L'émission d'actions privilégiées pourrait rendre difficile l'acquisition de notre Société par une autre ou avoir par ailleurs une incidence défavorable sur les porteurs de nos

actions, ce qui pourrait faire chuter le cours des actions de la Société. Le conseil d'administration de la Société a le pouvoir d'émettre des actions privilégiées, d'en établir les caractéristiques, limites et droits relatifs et de fixer le nombre d'actions privilégiées constituant une série et la désignation de la série, sans autre vote ni intervention des actionnaires de la Société. Les actions privilégiées éventuellement émises pourraient être assorties de droits en cas de liquidation, de droits aux dividendes et d'autres droits supérieurs à ceux accordés par les actions. L'émission éventuelle d'actions privilégiées peut retarder ou empêcher un changement de contrôle de la Société, décourager les offres d'achat visant les actions moyennant une contrepartie supérieure au cours du marché et avoir une incidence défavorable sur le cours des actions et les autres droits de leurs porteurs.

Risques liés aux énoncés prospectifs

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion représentent, notamment, des énoncés sur les résultats, la performance, les réalisations, les perspectives, les cibles et les intentions ou possibilités futures de la Société, ou sur les marchés où la Société exerce ses activités, et d'autres énoncés qui sont indiqués à la rubrique « Énoncés prospectifs ». Les énoncés prospectifs sont fondés sur des opinions de la direction ou sur des hypothèses et des estimations faites par la direction d'après son expérience et sa perception des tendances historiques, les conditions actuelles et les développements futurs prévus, ainsi que d'autres facteurs que la Société estime appropriés et raisonnables dans les circonstances. Toutefois, rien ne peut garantir que ces estimations et hypothèses se révéleront exactes. Les résultats futurs réels futurs de la Société pourraient différer considérablement des résultats passés ou des estimations et les variations pourraient être importantes. La Société ne déclare aucunement que ses résultats futurs réels seront les mêmes, en tout ou en partie, que ceux figurant dans le présent rapport de gestion. Se reporter à la rubrique « Énoncés prospectifs ».

22

Information additionnelle

De l'information additionnelle au sujet de la Société est disponible sur son site Web à l'adresse www.wsp.com et sur celui de SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 sera disponible sur ces sites au plus tard à la fin du mois de mars 2019.

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto, sous le symbole « WSP ». Au 31 décembre 2018, la Société avait 104 441 416 actions ordinaires en circulation. Au 13 mars 2019, elle avait 104 766 228 actions ordinaires en circulation en raison de l'émission d'actions réalisée dans le cadre du RRD après le paiement, en janvier 2019, du dividende du quatrième trimestre.

La Société n'a pas d'autres actions en circulation.

23

Glossaire

Produits des activités ordinaires nets

Les produits des activités ordinaires nets sont définis comme étant les produits des activités ordinaires moins les coûts directs liés aux sous-consultants et autres coûts directs recouvrables directement auprès des clients. Les produits des activités ordinaires nets ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Par conséquent, les produits des activités ordinaires nets pourraient ne pas être comparables aux mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les investisseurs sont avertis que les produits des activités ordinaires nets ne devraient pas être interprétés comme une mesure de remplacement des produits des activités ordinaires de la période (tels qu'ils sont établis conformément aux IFRS) à titre d'indicateur du rendement de la Société.

BAIIA

Le BAIIA renvoie au résultat avant les charges financières, la charge d'impôt sur le résultat et la dotation aux amortissements. Le BAIIA ne constitue pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Les investisseurs sont avertis que le BAIIA ne devrait pas être interprété comme une mesure de remplacement du résultat net de la période (tel qu'il est établi conformément aux IFRS) à titre d'indicateur du rendement de la Société, ni comme un substitut des flux de trésorerie provenant des activités

d'exploitation, des activités de financement et des activités d'investissement à titre de mesure des liquidités et des flux de trésorerie de la Société. La méthode utilisée par la Société pour calculer le BAIIA peut différer de celle qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, le BAIIA de la Société n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté renvoie au résultat avant les charges financières, la charge d'impôt sur le résultat, la dotation aux amortissements et les coûts d'acquisition et d'intégration. Le BAIIA ajusté ne constitue pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Les investisseurs sont avertis que le BAIIA ajusté ne devrait pas être interprété comme une mesure de remplacement du résultat net de la période (tel qu'il est établi conformément aux IFRS) à titre d'indicateur du rendement de la Société, ni comme un substitut des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, des activités de financement et des activités d'investissement à titre de mesure des liquidités et des flux de trésorerie de la Société. La méthode utilisée par la Société pour calculer le BAIIA ajusté peut différer de celle qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, le BAIIA ajusté de la Société n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

Marge du BAIIA ajusté

La marge du BAIIA ajusté est définie comme le BAIIA ajusté exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires nets. La marge du BAIIA ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS.

BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social

Le BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social est défini comme le BAIIA ajusté compte non tenu des charges du siège social. Les charges du siège social correspondent aux frais et salaires liés aux fonctions centralisées telles que les finances, les ressources humaines et la technologie, lesquels ne sont pas attribués aux secteurs à présenter. Cette mesure n'est pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS, mais elle permet à la direction de comparer les secteurs à présenter les uns avec les autres.

Marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social

La marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social est définie comme le BAIIA ajusté excluant les charges du siège social exprimé en

pourcentage des produits des activités ordinaires nets. La marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social n'est pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS, mais elle permet à la direction de comparer les secteurs à présenter les uns avec les autres.

Résultat net ajusté et résultat net ajusté par action

Le résultat net ajusté représente le résultat net attribuable aux actionnaires compte non tenu des coûts d'acquisition ou d'intégration et de l'incidence fiscale liée à ces coûts. Le résultat net ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Cette mesure permet de comparer le rendement de la Société dans un contexte d'importants regroupements d'entreprises pouvant entraîner des coûts d'acquisition et d'intégration élevés pour la Société qui, à son avis, ne devraient pas être pris en compte dans l'évaluation de la performance financière et opérationnelle sous-jacente.

Le résultat net ajusté par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions.

Résultat net ajusté compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions par action

Le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (déduction faite de l'impôt sur le résultat) se définit comme étant le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires, compte non tenu de la dotation aux amortissements liée aux carnets de commandes, aux relations clients, aux accords de non-concurrence et aux marques de commerce pris en compte dans les regroupements d'entreprises, ou de l'impôt sur le résultat relatif à cet amortissement. Le résultat net ajusté compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (déduction faite de l'impôt sur le résultat) n'est pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Cette mesure permet de comparer le rendement de la Société dans un contexte d'importants regroupements d'entreprises.

Le résultat net ajusté compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (déduction faite de l'impôt sur le résultat) par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions.

Coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration

Les coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Ils représentent des composantes de la performance financière de la Société qui, à son avis, ne devraient pas être prises en compte lors de l'évaluation de sa performance opérationnelle et financière sous-jacente.

En 2017 et en 2018, les coûts d'acquisition, d'intégration et de restructuration comprenaient principalement les coûts de transaction et d'intégration liés aux acquisitions d'entreprises (pour une période d'au plus 24 mois à compter de la date d'acquisition) ainsi que tout profit ou toute perte découlant de la cession d'actifs non essentiels. En 2018, les coûts du programme d'impartition des services de TI ont également été inclus dans ce poste. Ces coûts correspondent essentiellement à des coûts de dédoublement et de transition découlant de la sous-traitance du soutien de l'infrastructure de TI et du soutien informatique et au coût des services passés ayant trait à d'anciens régimes de retraite à prestations définies au Royaume-Uni.

À compter de 2019, la Société engagera des coûts de restructuration liés à l'acquisition de Louis Berger, tel qu'il a été annoncé au moment de cette acquisition.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes n'est pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Il représente les produits futurs découlant de contrats signés à exécuter. La méthode utilisée par la Société pour calculer son carnet de commandes peut différer de celles qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, cette mesure n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

Fonds provenant des activités d'exploitation et fonds provenant des activités d'exploitation par action

Les fonds provenant des activités d'exploitation ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Ils fournissent à la direction et aux investisseurs un indicateur des fonds liés aux activités d'exploitation avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Les fonds provenant des activités d'exploitation par action sont calculés en utilisant le nombre moyen pondéré de base d'actions.

Flux de trésorerie disponibles et flux de trésorerie disponibles par action

Les flux de trésorerie disponibles ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Ils fournissent une mesure constante et comparable des liquidités discrétionnaires que génère la Société et dont elle dispose. Les flux de trésorerie disponibles sont définis comme étant les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation tels qu'ils sont présentés selon les IFRS, plus les liquidités discrétionnaires de la Société qui sont générées par d'autres activités (s'il y a lieu), moins les dépenses d'investissement nettes.

Les flux de trésorerie disponibles par action sont calculés en utilisant le nombre moyen pondéré de base d'actions.

Délai moyen de recouvrement des créances clients (« délai de recouvrement »)

Le délai de recouvrement n'est pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Il s'agit du nombre moyen de jours nécessaires pour convertir en trésorerie les créances clients (déduction faite des taxes de vente) et l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation, déduction faite de l'excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus. La méthode utilisée par la Société pour calculer le délai de recouvrement peut différer de celles qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, cette mesure n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté ne constitue pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Il s'agit d'une mesure de notre levier financier, déduction faite de notre trésorerie, qui est calculée en fonction de notre BAIIA ajusté sur 12 mois continus. La dette nette est définie comme étant les passifs financiers, constitués de la dette à long terme et des autres passifs financiers, y compris les parties courantes, déduction faite de la trésorerie.

États financiers consolidés

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Groupe WSP Global Inc.

Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Groupe WSP Global Inc. et de ses filiales, (collectivement, la « Société ») aux 31 décembre 2018 et 2017 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société, qui comprennent :

- les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2018 et 2017 ;
- les états consolidés du résultat net pour les exercices clos à ces dates ;
- les états consolidés du résultat global pour les exercices clos à ces dates ;
- les états consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices clos à ces dates ;
- les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates ;
- les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion, que nous avons obtenu avant la date du présent rapport, et des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états, incluses dans le rapport annuel, qui est censé être mis à notre disposition après cette date.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimerons ni n'exprimerons aucune opinion ou autre forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués à l'égard des autres informations que nous avons obtenues avant la date du présent rapport, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard. Si, à la lecture des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états, incluses dans le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur indépendant contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation, par la direction, du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers

consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation ;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Michael Trudeau.

*PricewaterhouseCoopers LLP*¹

Montréal (Québec)

Le 13 mars 2019

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A113048

	2018	2017
Actif	\$	\$
Actifs courants		
Trésorerie (note 6)	254,7	185,1
Trésorerie soumise à restrictions	5,0	6,8
Créances clients, charges payées d'avance et autres créances (note 7)	1 857,6	1 554,7
Actif d'impôt exigible	13,6	18,0
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation (note 8)	1 116,1	905,0
	3 247,0	2 669,6
Actifs non courants		
Autres actifs (note 9)	192,0	113,0
Actifs d'impôt différé (note 23)	116,1	91,4
Immobilisations corporelles (note 10)	350,6	315,4
Immobilisations incorporelles (note 11)	367,7	355,2
Goodwill (note 12)	3 493,2	2 979,0
Total de l'actif	7 766,6	6 523,6
Passif et capitaux propres		
Passif		
Passifs courants		
Dettes d'exploitation et charges à payer (note 14)	1 787,5	1 361,9
Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus (note 8)	678,3	483,8
Passif d'impôt exigible	52,1	47,9
Dividendes à payer aux actionnaires (note 24)	39,2	38,7
Partie courante des dettes à long terme (note 15)	42,3	276,3
Autres passifs financiers courants (note 16)	14,5	45,8
	2 613,9	2 254,4
Passifs non courants		
Dettes à long terme (note 15)	1 461,2	882,4
Autres passifs financiers non courants (note 16)	6,7	25,4
Provisions (note 14)	153,1	121,2
Obligations au titre des prestations de retraite (note 17)	197,7	206,7
Passifs d'impôt différé (note 23)	74,3	74,5
Total du passif	4 506,9	3 564,6
Capitaux propres		
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Capital-actions (note 18)	2 656,5	2 577,4
Surplus d'apport	204,9	204,2
Cumul des autres éléments du résultat global	216,3	86,0
Résultats non distribués	181,3	91,4
	3 259,0	2 959,0
Participation ne donnant pas le contrôle	0,7	—
Total des capitaux propres	3 259,7	2 959,0
Total du passif et des capitaux propres	7 766,6	6 523,6

Engagements et éventualités (note 28)

Approuvé par le conseil d'administration
(signé) Alexandre L'Heureux, administrateur

(signé) Louis-Philippe Carrière, administrateur

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

	2018	2017
	\$	\$
Produits des activités ordinaires (note 20)	7 908,1	6 942,2
Coûts liés au personnel	4 567,1	4 112,9
Sous-consultants et coûts directs	1 887,5	1 585,6
Charges locatives	258,9	227,8
Autres charges d'exploitation	538,3	473,6
Coûts d'acquisition et d'intégration (note 21)	62,3	28,4
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	91,8	79,6
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles	102,6	89,2
Perte (profit) de change	2,3	(6,9)
Quote-part du résultat d'entreprises associées et de coentreprises (déduction faite de l'impôt)	(0,8)	(0,3)
Total des charges d'exploitation nettes	7 510,0	6 589,9
Charges financières nettes (note 22)	68,8	36,9
Résultat avant impôt	329,3	315,4
Charge d'impôt sur le résultat (note 23)	80,5	102,1
Résultat net de la période	248,8	213,3
Résultat net attribuable aux :		
Actionnaires	248,1	213,3
Participations ne donnant pas le contrôle	0,7	—
	248,8	213,3
Résultat net de base par action attribuable aux actionnaires	2,38	2,08
Résultat net dilué par action attribuable aux actionnaires	2,38	2,08
Nombre moyen pondéré de base d'actions	104 150 041	102 448 943
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	104 392 368	102 576 410

	2018	2017
	\$	\$
Résultat global		
Résultat net de la période	248,8	213,3
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt		
<i>Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net</i>		
Écarts de change (déduction faite d'une charge (d'un produit) d'impôt de 8,4 \$ ((5,0) \$ en 2017))	168,2	(73,9)
Réévaluations de la juste valeur – actifs disponibles à la vente (déduction faite d'une charge (d'un produit) d'impôt de néant (2,1 \$ en 2017))	—	5,7
Écarts de change sur les instruments financiers désignés en tant que couverture d'investissement net (déduction faite d'une charge (d'un produit) d'impôt de (7,5) \$ (4,0 \$ en 2017))	(48,3)	25,6
<i>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net</i>		
Gain actuariel (perte actuarielle) sur les régimes de retraite (déduction faite d'une charge (d'un produit) d'impôt de 3,1 \$ ((3,4) \$ en 2017))	9,4	(4,2)
Total du résultat global pour la période	378,1	166,5
Résultat global attribuable aux :		
Actionnaires	377,4	166,5
Participations ne donnant pas le contrôle	0,7	—
	378,1	166,5

	Attribuables aux actionnaires					Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital-actions	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total		
	\$	\$	\$	\$	\$		
Solde au 1^{er} janvier 2017	2 491,6	203,3	31,9	132,8	2 859,6	0,9	2 860,5
Actions ordinaires émises dans le cadre du RRD (note 18)	82,7	—	—	—	82,7	—	82,7
Exercice d'options sur actions (note 18)	3,1	(0,5)	—	—	2,6	—	2,6
Charge de rémunération fondée sur des actions (note 13)	—	1,4	—	—	1,4	—	1,4
Résultat global							
Résultat net de la période	—	—	213,3	—	213,3	—	213,3
Gain actuariel (perte actuarielle) sur les régimes de retraite (déduction faite de l'impôt)	—	—	—	(4,2)	(4,2)	—	(4,2)
Écarts de change (déduction faite de l'impôt)	—	—	—	(73,9)	(73,9)	—	(73,9)
Réévaluations de la juste valeur – actifs disponibles à la vente (déduction faite de l'impôt)	—	—	—	5,7	5,7	—	5,7
Couverture d'investissement net (déduction faite de l'impôt)	—	—	—	25,6	25,6	—	25,6
Total du résultat global	—	—	213,3	(46,8)	166,5	—	166,5
Dividendes déclarés aux actionnaires	—	—	(153,8)	—	(153,8)	—	(153,8)
Cession d'une filiale	—	—	—	—	—	(0,9)	(0,9)
Solde au 31 décembre 2017	2 577,4	204,2	91,4	86,0	2 959,0	—	2 959,0

	Attribuables aux actionnaires					Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital-actions	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total		
	\$	\$	\$	\$	\$		
Solde au 31 décembre 2017	2 577,4	204,2	91,4	86,0	2 959,0	—	2 959,0
Ajustement du solde d'ouverture – Adoption d'IFRS 9 (note 2)	—	—	(1,0)	1,0	—	—	—
Actions ordinaires émises dans le cadre du RRD (note 18)	77,4	—	—	—	77,4	—	77,4
Exercice d'options sur actions (note 18)	1,7	(0,3)	—	—	1,4	—	1,4
Charge de rémunération fondée sur des actions (note 13)	—	1,0	—	—	1,0	—	1,0
Résultat global							
Résultat net de la période	—	—	248,1	—	248,1	0,7	248,8
Gain actuariel (perte actuarielle) sur les régimes de retraite (déduction faite de l'impôt)	—	—	—	9,4	9,4	—	9,4
Écarts de change (déduction faite de l'impôt)	—	—	—	168,2	168,2	—	168,2
Couverture d'investissement net (déduction faite de l'impôt)	—	—	—	(48,3)	(48,3)	—	(48,3)
Total du résultat global	—	—	248,1	129,3	377,4	0,7	378,1
Dividendes déclarés aux actionnaires (note 24)	—	—	(156,0)	—	(156,0)	—	(156,0)
Acquisition d'une participation ne donnant pas le contrôle	—	—	(1,2)	—	(1,2)	—	(1,2)
Solde au 31 décembre 2018	2 656,5	204,9	181,3	216,3	3 259,0	0,7	3 259,7

	2018	2017
	\$	\$
Activités d'exploitation		
Résultat net de la période	248,8	213,3
Ajustements (note 25a))	171,1	139,7
Charge d'impôt sur le résultat (note 23)	80,5	102,1
Impôt payé	(73,9)	(58,8)
Charges financières nettes (note 22)	68,8	36,9
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 25b))	174,4	(37,8)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, montant net	669,7	395,4
Activités de financement		
Dividendes versés aux actionnaires	(78,1)	(70,4)
Variation nette des dettes à long terme (note 25c))	217,7	66,8
Variation nette des autres passifs financiers	(4,2)	(15,1)
Charges financières payées et coûts de financement	(59,1)	(36,5)
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	1,4	2,6
Flux de trésorerie liés aux activités de financement, montant net	77,7	(52,6)
Activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises (note 4)	(556,7)	(291,9)
Entrée d'immobilisations corporelles	(98,1)	(79,7)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	4,5	4,8
Entrée d'immobilisations incorporelles	(28,7)	(24,4)
Autres	0,9	(3,3)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, montant net	(678,1)	(394,5)
Incidence des fluctuations du taux de change sur la trésorerie	6,0	(0,2)
Variation nette de la trésorerie	75,3	(51,9)
Trésorerie, déduction faite du découvert bancaire (note 6), au début de la période	178,6	230,5
Trésorerie, déduction faite du découvert bancaire (note 6), à la fin de la période	253,9	178,6

01

Description des activités

Groupe WSP Global Inc. (la « Société » ou « WSP ») est une firme de services-conseils professionnels qui offre des compétences techniques et des conseils stratégiques à des clients dans différents secteurs : transport et infrastructures, bâtiments, environnement, industrie, ressources (y compris les mines, le pétrole et le gaz) et énergie. La Société offre, en outre, des services hautement spécialisés d'exécution de projets et de consultation stratégique. Son siège social est situé au 1600, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec).

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole « WSP ».

financière (les « IFRS ») et aux interprétations de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») publiées par l'IASB et définies dans la Partie I du Manuel de CPA – Comptabilité. Les présents états financiers ont été préparés selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation et selon la méthode du coût historique, modifiée pour tenir compte de la réévaluation de certains actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par le biais de l'état consolidé du résultat net et de l'état consolidé du résultat global.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé les présents états financiers le 13 mars 2019.

Nouvelles normes comptables en vigueur en 2018

Adoption d'IFRS 9 Instruments financiers

La Société a adopté l'ensemble des exigences d'IFRS 9 Instruments financiers, au 1^{er} janvier 2018, sauf celles qui ont trait à la comptabilité de couverture. IFRS 9 Instruments financiers permet de continuer d'utiliser IAS 39 Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation pour ce qui est de la comptabilité de couverture, option dont la Société a choisi de se prévaloir.

Le tableau qui suit résume le classement et l'évaluation des instruments financiers de la Société qui sont comptabilisés selon IFRS 9 Instruments financiers en regard de la méthode précédemment utilisée par la Société, conformément à IAS 39 Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation.

02

Principales méthodes comptables

Base d'établissement

Les présents états financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information

Classement et évaluation	IAS 39 - 31 décembre 2017	IFRS 9 - 1 ^{er} janvier 2018
Actif		
Trésorerie	Coût amorti	Coût amorti
Trésorerie soumise à restrictions	Coût amorti	Coût amorti
Créances clients, autres créances, créances sur des coentreprises et entreprises associées et excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	Coût amorti	Coût amorti
Autres actifs (auparavant, actifs financiers disponibles à la vente)	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Juste valeur par le biais du résultat net
Dérivés	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur par le biais du résultat net
Passif		
Dettes d'exploitation et charges à payer, à l'exclusion des provisions	Coût amorti	Coût amorti
Dividendes à payer aux actionnaires	Coût amorti	Coût amorti
Dettes à long terme liée à la facilité de crédit et autres emprunts (y compris la partie courante)	Coût amorti	Coût amorti
Autres passifs financiers (à long terme et à court terme)	Coût amorti	Coût amorti
Dérivés	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur par le biais du résultat net

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

IFRS 9 Instruments financiers utilise une approche unique pour déterminer si un actif financier doit être classé et évalué au coût amorti ou à la juste valeur. L'approche préconisée dans *IFRS 9 Instruments financiers* se fonde sur la façon dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

Les passifs financiers (à l'exclusion des dérivés) sont décomptabilisés lorsque l'obligation précisée au contrat est exécutée, annulée ou expire. En ce qui a trait aux passifs financiers, *IFRS 9 Instruments financiers* conserve la plupart des exigences d'*IAS 39 Instruments financiers* : *Comptabilisation et évaluation*.

Selon *IFRS 9 Instruments financiers*, les variations de la juste valeur des autres actifs auparavant présentés comme actifs financiers disponibles à la vente n'apparaissent plus à l'état du résultat global, mais bien à l'état du résultat net, au poste « Charges financières nettes ».

IFRS 9 Instruments financiers n'exige pas le retraitement des périodes correspondantes. Par conséquent, la Société a classé l'incidence rétrospective de l'adoption d'*IFRS 9 Instruments financiers*, conformément au tableau ci-dessous, en tant qu'ajustement aux composantes des capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2018.

Le tableau suivant présente les ajustements, après impôt, apportés aux composantes des capitaux propres d'ouverture de la Société en raison de l'adoption d'*IFRS 9 Instruments financiers*.

	31 décembre 2017 - IAS 39	Ajustements	1 ^{er} janvier 2018 - IFRS 9
Capitaux propres			
Résultats non distribués	91,4	(1,0)	90,4
Cumul des autres éléments du résultat global	86,0	1,0	87,0
Incidence sur les capitaux propres		—	

IFRS 9 Instruments financiers introduit également un modèle de dépréciation unique fondé sur les pertes de crédit attendues qui repose sur les variations de la qualité du crédit depuis la comptabilisation initiale. La Société a choisi d'appliquer la méthode simplifiée pour l'évaluation des pertes de crédit attendues en se fondant sur une correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie pour toutes les créances clients et les actifs contractuels (coûts et excédent des coûts et profits prévus sur la facturation).

Pour évaluer les pertes de crédit attendues, les créances clients et les actifs contractuels ont été regroupés en fonction de caractéristiques de risque de crédit communes. Les actifs contractuels liés à l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation ont essentiellement les mêmes caractéristiques de risque que les créances clients pour le même type de contrats. La Société a donc conclu que le taux de pertes attendu pour les créances clients constitue une approximation raisonnable du taux de pertes pour les actifs contractuels.

L'adoption du modèle de dépréciation unique fondé sur les pertes de crédit attendues n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

Frais de financement différés

Les frais de financement différés sont comptabilisés à l'actif et amortis sur la durée de vie du contrat se rapportant à la facilité de crédit.

Détermination de la juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier représente le montant de la contrepartie qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Après la comptabilisation initiale, la juste valeur des instruments financiers cotés sur un marché actif est fondée sur le cours acheteur des actifs financiers détenus et sur le cours vendeur des passifs financiers. Lorsque des prix indépendants ne sont pas disponibles, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation fondées sur des données de marché observables et en minimisant l'utilisation de données non observables.

Compensation des instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté dans les états de la situation financière lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Instruments financiers – politique s'appliquant avant le 1^{er} janvier 2018

Les actifs financiers et passifs financiers sont

évalués initialement à la juste valeur et sont, par la suite, comptabilisés en fonction de la catégorie à laquelle ils appartiennent, comme il est expliqué ci-dessous. Le classement dépend du but dans lequel les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par la Société.

Prêts et créances

Les créances clients et autres créances ainsi que l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation sont classés comme prêts et créances. Les actifs financiers classés dans les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, moins toute perte de valeur.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés ; ils sont comptabilisés à leur juste valeur et présentés dans les actifs non courants, sauf si la Société prévoit s'en départir dans les 12 mois suivant la date de clôture. Les profits ou pertes réalisés provenant des variations de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente sont inclus dans l'état consolidé du résultat net de la période au cours de laquelle ils sont réalisés. Les profits ou pertes latents sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Autres passifs

Les dettes d'exploitation et charges à payer, les dividendes à payer aux actionnaires, les dettes à long terme et les autres passifs financiers sont classés comme autres passifs et sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Frais de financement différés

Les frais de financement différés sont comptabilisés à l'actif et amortis sur la durée de vie du contrat se rapportant aux facilités de crédit.

Détermination de la juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier représente le montant de la contrepartie qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Après la comptabilisation initiale, la juste valeur des instruments financiers cotés sur un marché actif est fondée sur le cours acheteur des actifs financiers détenus et sur le cours vendeur des passifs financiers. Lorsque des prix indépendants ne sont pas disponibles, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation fondées sur des données de marché observables et en minimisant l'utilisation de données non observables.

Compensation des instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté dans les états de la situation financière lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Adoption d'IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients précise à quel moment et de quelle manière les entités comptabiliseront les produits des activités ordinaires et énonce l'exigence de fournir des renseignements informatifs et pertinents. *IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* remplace *IAS 18 Produits des activités ordinaires*, *IAS 11 Contrats de construction* et d'autres interprétations liées à la comptabilisation des produits des activités ordinaires.

La Société a adopté *IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* le 1^{er} janvier 2018, selon la méthode rétrospective, l'effet cumulatif étant reflété dans le solde d'ouverture des résultats non distribués, comme le permet IFRS 15. L'adoption de cette norme n'a donné lieu à aucun changement au montant des produits des activités ordinaires par rapport aux périodes correspondantes et n'a donc eu aucune incidence sur le solde d'ouverture des résultats non distribués de la période écoulée.

La Société a révisé et mis en œuvre ses procédures et contrôles afin de respecter les exigences d'*IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Les informations supplémentaires exigées par l'adoption de cette nouvelle norme se trouvent aux notes 8 et 20.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

La Société tire ses produits de la prestation de services d'ingénierie. Si la Société a constaté des produits des activités ordinaires, sans avoir fourni de facture, le droit à une contrepartie est donc comptabilisé en tant qu'actif contractuel présenté au poste « Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation » à l'état consolidé de la situation financière de la Société. L'actif contractuel est transféré aux créances clients lorsqu'une facture est produite, ce qui indique que le droit au paiement est devenu inconditionnel. Si les paiements sont reçus ou que les factures sont émises à un client avant que les services ne soient rendus, la Société comptabilise un passif contractuel au poste « Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation » à son état consolidé de la situation financière. Le passif contractuel est transféré dans les produits des activités ordinaires une fois que les

services liés sont réputés rendus.

Les produits des activités ordinaires sont évalués en fonction de la contrepartie précisée dans le contrat conclu avec le client. La Société comptabilise généralement ses produits progressivement, en utilisant une méthode fondée sur les intrants, à mesure qu'elle remplit ses obligations de prestation conformément aux modalités du contrat.

Une obligation de prestation est une promesse contenue dans le contrat de fournir un bien ou un service distinct au client. Le prix de transaction d'un contrat est affecté à chaque obligation de prestation distincte et comptabilisé en tant que produits des activités ordinaires lorsque l'obligation de performance est remplie. La plupart des contrats de la Société n'ont qu'une seule obligation de prestation puisque la promesse de fournir les biens ou services distincts ne peut être identifiée séparément des autres promesses contenues dans le contrat, c'est-à-dire que la promesse n'est pas distincte. Toute modification ou variation des contrats en cours est examinée afin de déterminer si les contrats entrent dans le champ d'application de l'obligation de prestation du contrat existant ou constituent une nouvelle obligation de prestation.

Les produits des activités ordinaires de la Société sont tirés principalement de trois types de contrats, tel qu'il est précisé ci-dessous. Toutefois, la Société répartit ses produits des activités ordinaires par secteur d'activité et par catégorie de clients (note 20).

Les produits des activités ordinaires (et les profits) découlant de contrats en régie à prix plafond et de contrats à forfait sont comptabilisés progressivement selon la méthode de l'avancement des travaux, qui est fondée sur le ratio des coûts engagés sur le total des coûts prévus.

Les produits des activités ordinaires (et les profits) découlant de contrats en régie sans prix plafond sont comptabilisés dès que les coûts sont engagés et sont calculés selon les taux de facturation relatifs aux services rendus.

Certains coûts engagés par la Société concernant les sous-consultants et d'autres coûts qui peuvent être directement recouverts auprès des clients sont facturés à ces derniers et, par conséquent, sont inclus dans les produits des activités ordinaires. La valeur des biens et services achetés par la Société, lorsqu'elle agit à titre de mandataire de l'approvisionnement pour un client, n'est pas comptabilisée dans les produits des activités ordinaires.

L'incidence des changements apportés aux estimations des produits et des coûts, notamment l'incidence d'une modification ou d'une variation des contrats en cours, est constatée lorsque les montants sont connus et peuvent être raisonnablement estimés. De tels changements peuvent avoir lieu en tout temps et peuvent être significatifs. Lorsque le total des coûts du contrat est supérieur au total des produits liés au contrat, la perte

prévue est immédiatement passée en charges, quel que soit le degré d'avancement, au moyen d'une provision pour pertes qui est établie d'après l'estimation la plus plausible des résultats prévus et qui comprend, le cas échéant, les droits à des revenus ou à une contrepartie supplémentaires (p. ex., une attribution ou une prime de rendement).

Les principaux secteurs d'activité de la Société aux fins de la divulgation requise par l'adoption de la norme *IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (note 20) sont les suivants : Transport et infrastructures, Bâtiments, Environnement, Industrie, Ressources (y compris les mines, le pétrole et le gaz) et Énergie.

Les produits des activités ordinaires tirés des contrats selon lesquels l'utilisateur final des services fournis est une entité liée au secteur public sont classés dans la catégorie de produits des activités ordinaires « Secteur public ». Les entités contrôlées par une branche du gouvernement sont considérées comme des entités du secteur public.

Les produits des activités ordinaires tirés des contrats selon lesquels l'utilisateur final des services fournis n'est pas une entité liée au secteur public sont classés dans la catégorie de produits des activités ordinaires « Secteur privé ».

Les produits des activités ordinaires sont présentés après déduction de la taxe sur la valeur ajoutée et après élimination des ventes intragroupe.

Comptabilisation des produits – politique s'appliquant avant le 1^{er} janvier 2018

Les produits des activités ordinaires sont composés de la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir pour la vente de services dans le cadre de l'activité ordinaire de la Société. Les produits des activités ordinaires sont présentés après déduction de la taxe sur la valeur ajoutée et après élimination des ventes intragroupe.

La Société comptabilise les produits des activités ordinaires lorsque leur montant peut être évalué de façon fiable, qu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à l'entité et que des critères précis ont été satisfaits pour chacune des activités de la Société, comme il est décrit ci-dessous. Les estimations faites par la Société se fondent sur les résultats obtenus par le passé en tenant compte du type de client et du type de transaction ainsi que des particularités de chaque entente.

Les produits des activités ordinaires et les profits découlant de contrats en régie à prix plafond et de contrats à forfait sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux, qui est fondée sur le ratio des coûts engagés sur le total des coûts prévus.

Les produits des activités ordinaires et les profits découlant de contrats en régie sans prix plafond et de projets à court terme sont comptabilisés dès que les

coûts sont engagés et sont calculés selon les taux de facturation relatifs aux services rendus.

Certains coûts engagés par la Société concernant les sous-consultants et d'autres coûts qui peuvent être directement recouverts auprès des clients sont facturés à ces derniers et, par conséquent, sont inclus dans les produits des activités ordinaires. La valeur des biens et services achetés par la Société, lorsqu'elle agit à titre de mandataire de l'approvisionnement pour un client, n'est pas comptabilisée dans les produits des activités ordinaires.

L'incidence des changements apportés aux estimations des produits et des coûts est constatée lorsque les montants sont connus et peuvent être raisonnablement estimés. De tels changements peuvent avoir lieu en tout temps et peuvent être significatifs. Lorsque le total des coûts du contrat est supérieur au total des produits liés au contrat, la perte prévue est immédiatement passée en charges, quel que soit le degré d'avancement, au moyen d'une provision pour pertes qui est établie d'après l'estimation la plus plausible des résultats prévus et qui comprend, le cas échéant, les droits à des revenus ou à une contrepartie supplémentaires, lorsqu'ils sont probables et qu'ils peuvent être déterminés de façon fiable.

Consolidation, partenariats et entreprises associées

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales.

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent les participations dans les filiales détenues par des parties externes. La quote-part de l'actif net des filiales attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est indiquée comme une composante des capitaux propres. La quote-part du résultat net et du résultat global des filiales est comptabilisée directement en capitaux propres. Les variations de la participation de la société mère dans les filiales, qui n'entraînent pas une perte de contrôle, sont comptabilisées comme des opérations sur capitaux propres.

Tous les soldes et transactions intragroupe ont été éliminés.

Filiales

Les filiales représentent toutes les entités (y compris les entités structurées) que la Société contrôle. La Société contrôle une entité lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. Les comptes des filiales sont intégralement consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré à la Société et cessent de l'être à compter de la date à laquelle ce contrôle prend fin.

Les transactions et soldes intragroupe de même que les

profits et pertes latents sur les transactions intervenues entre les entreprises appartenant à la Société sont éliminés. Les montants comptabilisés par les filiales ont été ajustés au besoin afin qu'ils soient conformes aux méthodes comptables adoptées par la Société.

Partenariats

Les partenariats sont classés soit comme des entreprises communes soit comme des coentreprises. Pour déterminer à quelle catégorie appartient le partenariat, il faut tenir compte des droits et obligations découlant des obligations contractuelles des parties à l'entreprise. Les partenariats qui confèrent à la Société des droits sur les actifs et obligations individuels découlant de l'entreprise sont classés à titre d'entreprises communes et les partenariats qui confèrent à la Société des droits aux actifs nets de l'entreprise sont classés à titre de coentreprises.

Pour comptabiliser ses intérêts dans des partenariats classés comme des entreprises communes, la Société inscrit sa quote-part des actifs, passifs, produits des activités ordinaires, coûts et flux de trésorerie, en se fondant sur les états financiers les plus récents des partenariats en question.

Les intérêts dans des partenariats classés comme des coentreprises sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et indiqués comme un placement dans les états de la situation financière.

Entreprises associées

Les entreprises associées représentent toutes les entités sur lesquelles la Société exerce une influence notable, sans en détenir le contrôle.

Monnaie étrangère

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de WSP.

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des filiales de la Société sont évalués selon la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle aux taux de change en vigueur à la date des transactions. Les profits et pertes de change découlant du règlement des transactions ainsi que de la conversion des actifs et passifs monétaires libellés dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle d'une entité sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat net, sauf ceux qui sont admissibles à titre de couvertures d'investissement net et qui sont, de ce fait, différés dans les autres éléments du résultat global. Les profits et pertes de change relatifs aux emprunts et à la trésorerie sont indiqués dans les charges financières.

Les actifs et passifs des entités dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis aux taux de change en vigueur à la fin de la période, et

leurs résultats d'exploitation sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les variations qui en résultent sont comptabilisées en capitaux propres, dans le cumul des autres éléments du résultat global, à titre d'écarts de change.

Information sectorielle

La présentation des secteurs est conforme à celle de l'information interne fournie au principal décideur opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est responsable de l'affectation des ressources et de l'évaluation de la performance des secteurs isolables, a été identifié comme étant l'équipe de direction mondiale. La Société est structurée en quatre secteurs isolables : Canada, Amériques (États-Unis et Amérique latine), EMOIA (Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique) et APAC (Asie-Pacifique – qui comprend l'Asie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande).

Coûts liés au personnel

Les coûts liés au personnel incluent tous les coûts relatifs au paiement des salaires liés à la prestation de services de consultation, à l'exécution des projets et aux services administratifs, tels que les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les communications.

Sous-consultants et coûts directs

Les sous-consultants et coûts directs sont composés des coûts engagés pour fournir les services de consultation et sont directement recouvrables auprès des clients.

Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation comprennent, sans toutefois s'y limiter, les coûts fixes comme les coûts non recouvrables liés à la prestation de services aux clients, les coûts liés aux technologies, les frais liés aux services professionnels et les assurances.

Coûts d'acquisition et d'intégration

Les coûts d'acquisition et d'intégration sont des éléments de la performance financière qui, selon la Société, doivent être présentés séparément dans l'état consolidé du résultat net pour faciliter la compréhension de sa performance financière sur le plan de l'exploitation.

Les coûts d'acquisition et d'intégration comprennent ce qui suit :

- les coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises (qu'elles aient réussi ou non) ;
- les coûts d'intégration des entreprises récemment acquises (pour une période d'au plus 24 mois à compter de la date d'acquisition) ;
- les coûts liés au programme d'impartition des services de TI – ces coûts correspondent

essentiellement aux coûts de dédoublement et de transition non récurrents qui découlent de la sous-traitance du soutien de l'infrastructure de TI et du soutien informatique de la Société ;

- les coûts des services passés liés aux régimes de retraite à prestations définies des activités précédentes au R.-U. (note 17).

Les coûts d'acquisition et de réorganisation indiqués ci-dessus ne sont que des exemples ; il pourrait parfois être indiqué de présenter d'autres éléments sous ce poste pour faire ressortir la performance financière de la Société sur le plan de l'exploitation.

Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Les dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur à la date à laquelle le contrat est conclu et réévalués ultérieurement à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du profit ou de la perte découlant du dérivé varie selon que le dérivé est désigné ou non à titre d'instrument de couverture et, le cas échéant, selon la nature de l'élément couvert. La Société désigne certains dérivés comme :

- a) couvertures de la juste valeur d'actifs et de passifs comptabilisés ou d'engagements fermes (couverture de la juste valeur) ;
- b) couvertures de l'exposition à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue hautement probable (couverture de flux de trésorerie) ;
- c) couvertures d'investissement net dans un établissement à l'étranger (couverture d'investissement net).

Au début d'une transaction, la Société documente la relation existant entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa stratégie de couverture. La Société consigne aussi la façon dont elle évalue, tant au début de la couverture qu'au cours des périodes ultérieures, dans quelle mesure les dérivés utilisés dans des transactions de couverture sont hautement efficaces pour compenser les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie des éléments couverts.

Couverture de juste valeur

Les variations de la juste valeur des dérivés désignés et qualifiés comme instruments de couverture de juste valeur sont présentées dans les états consolidés du résultat net de même que les variations de la juste valeur de l'actif ou du passif couvert qui sont attribuables au risque de couverture.

Couverture de flux de trésorerie

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés désignés et qualifiés comme instruments de

couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Le profit ou la perte correspondant à la partie inefficace de ces variations est comptabilisé immédiatement dans les états consolidés du résultat net.

Les montants cumulés comptabilisés dans les capitaux propres sont reclassés dans l'état du résultat net lorsque l'élément couvert influe sur le résultat net. Toutefois, lorsque la transaction prévue faisant l'objet de la couverture donne lieu à la comptabilisation d'un actif non financier, les profits ou pertes initialement comptabilisés dans les capitaux propres sont transférés et inclus dans l'évaluation initiale du coût de l'actif.

Lorsqu'un instrument de couverture expire ou est vendu, ou lorsqu'il cesse de respecter les critères de la comptabilité de couverture, tout profit ou perte cumulé comptabilisé en capitaux propres demeure dans les capitaux propres et est transféré dans les états consolidés du résultat net au moment où la transaction prévue est comptabilisée aux états consolidés du résultat net. Lorsque la transaction initialement prévue n'est plus susceptible de se réaliser, le profit ou la perte cumulé dans les capitaux propres est comptabilisé immédiatement dans les états consolidés du résultat net.

Couverture d'investissement net

Les couvertures d'investissement net dans un établissement à l'étranger sont comptabilisées de la même manière que les couvertures de flux de trésorerie.

Tout profit ou perte correspondant à la partie efficace de l'instrument de couverture est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global. Tout profit ou perte correspondant à la partie inefficace est comptabilisé dans les états consolidés du résultat net.

Les profits et pertes cumulés comptabilisés dans les capitaux propres sont transférés dans les états consolidés du résultat net lorsqu'un établissement à l'étranger est cédé, en partie ou en totalité.

Trésorerie

La trésorerie se compose des fonds en caisse et des soldes bancaires. Aux fins de l'établissement du tableau consolidé des flux de trésorerie, la trésorerie est présentée déduction faite du découvert bancaire.

Créances clients

Les créances clients représentent les montants que doivent les clients en contrepartie des services rendus dans le cadre des activités ordinaires. Les créances clients sont classées comme actifs courants si le paiement est exigible dans un an, tout au plus. Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur ; par la suite, elles sont inscrites au coût amorti, déduction faite de toute provision pour pertes de crédit attendues.

Placements

Les placements détenus dans des entités contrôlées conjointement sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. Les placements dans des titres sont comptabilisés à la juste valeur, et les profits ou pertes latents sont inscrits dans les états consolidés du résultat net. Les placements dans des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût historique inclut les dépenses qui sont directement attribuables à l'acquisition des immobilisations.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'élément iront à la Société et que le coût de l'actif peut être évalué de façon fiable. Tous les autres frais de réparation et d'entretien sont comptabilisés en charges à l'état consolidé du résultat net dans la période au cours de laquelle ils ont été engagés.

Les terrains ne sont pas amortis. L'amortissement des autres actifs est calculé à l'aide des méthodes décrites ci-dessous afin d'en attribuer le coût à leur valeur résiduelle sur leur durée d'utilité estimative. La durée d'utilité estimative, la valeur résiduelle et la méthode d'amortissement sont revues à la fin de chaque période de présentation de l'information financière, et l'effet des changements d'estimations, le cas échéant, est comptabilisé sur une base prospective.

Le tableau suivant présente un résumé des méthodes d'amortissement ainsi que des taux et des périodes utilisés :

	Méthodes	Taux et période
Bâtiments	Solde dégressif	De 1 % à 4 %
Améliorations locatives	Linéaire	Durée du bail
Mobilier et matériel	Linéaire / Solde dégressif	De 3 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire / Solde dégressif	De 3 à 8 ans

Le profit ou la perte découlant de la sortie ou de la mise hors service d'une immobilisation corporelle est défini comme la différence entre le produit de la vente et la valeur comptable de l'actif, et est comptabilisé dans les autres charges d'exploitation à l'état consolidé du résultat net.

Immobilisations incorporelles

Logiciels

Les logiciels acquis distinctement des acquisitions d'entreprises sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Immobilisations incorporelles acquises lors d'acquisitions d'entreprises

Les immobilisations incorporelles acquises lors d'acquisitions d'entreprises sont composées des logiciels, des relations clients, des carnets de commandes, des noms commerciaux et des accords de non-concurrence. Elles sont constatées séparément du goodwill et sont

initialement comptabilisées à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par la suite, elles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Amortissement

Les logiciels, les carnets de commandes, les relations clients, certains noms commerciaux et les accords de non-concurrence sont considérés comme des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée. Compte tenu de leur notoriété, de leur riche historique et de leur usage futur attendu, certains noms commerciaux sont des actifs incorporels dont la durée d'utilité est indéterminée. La durée d'utilité des immobilisations incorporelles qui ne sont pas amorties est réexaminée lors de chaque période de présentation de l'information financière pour déterminer si les événements et circonstances continuent de justifier l'appréciation de durée d'utilité indéterminée. Si ce n'est pas le cas, le changement d'appréciation de la durée d'utilité indéterminée est comptabilisé comme un changement d'estimation comptable.

Les immobilisations incorporelles sont amorties comme suit :

	Méthode	Période
Logiciels	Linéaire	De 3 à 7 ans
Carnets de commandes	Linéaire	De 1 à 9 ans
Relations clients	Linéaire	De 2 à 14 ans
Noms commerciaux	Linéaire	De 3 à 8 ans
Accords de non-concurrence	Linéaire	De 3 à 5 ans

Dépréciation des actifs à long terme

Les actifs à long terme qui ont une durée d'utilité déterminée font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Les actifs ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis, mais ils sont soumis à un test de dépréciation une fois l'an, le premier jour du quatrième trimestre de la Société, ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Pour les besoins du test de dépréciation, les actifs sont regroupés au niveau le plus bas pour lequel des flux de trésorerie identifiables sont générés (unité

génératrice de trésorerie ou « UGT »). Le montant de toute perte de valeur comptabilisée, le cas échéant, représente l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable. Les actifs autres que le goodwill qui ont subi une perte de valeur font l'objet d'un examen en vue d'une reprise possible à chaque période de présentation de l'information financière.

Goodwill

Le goodwill représente l'excédent de la contrepartie transférée pour les entreprises acquises sur la juste valeur estimative des actifs nets identifiables à leur date d'acquisition. Le goodwill n'est pas amorti et est comptabilisé au coût diminué du cumul des pertes de valeur. Il est cependant soumis à un test de dépréciation une fois l'an, ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances indiquent qu'il pourrait s'être déprécié.

Pour les besoins du test de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des UGT qui devraient bénéficier

des synergies du regroupement. Les UGT auxquelles le goodwill a été affecté sont soumises à un test de dépréciation une fois l'an, le premier jour du quatrième trimestre de la Société, ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si la valeur la plus élevée entre la valeur recouvrable de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de l'UGT et sa valeur d'utilité est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en diminution de la valeur comptable de tout goodwill attribué à l'unité, puis elle est répartie entre les autres actifs de l'unité au prorata, sur la base de la valeur comptable de chaque actif de l'unité. Une perte de valeur comptabilisée au titre du goodwill ne peut être reprise au cours d'une période ultérieure.

Dettes d'exploitation

Les dettes d'exploitation sont des obligations à payer au titre de biens ou de services qui ont été acquis dans le cours normal des activités. Les dettes d'exploitation sont classées à titre de passifs courants si le paiement est exigible dans un délai de un an ou moins. Les dettes d'exploitation sont initialement inscrites à la juste valeur et, par la suite, au coût amorti.

Provisions

Les provisions sont des passifs de la Société dont l'échéance ou le montant est incertain. Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Des provisions ne sont pas comptabilisées au titre des pertes d'exploitation futures. Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des dépenses attendues pour éteindre l'obligation, à l'aide d'un taux d'actualisation reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'obligation. L'augmentation de la provision résultant de l'écoulement du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Régimes incitatifs à long terme (« RILT »)

La Société dispose de RILT à l'intention des principaux dirigeants, en vertu desquels des options sur actions, des unités d'actions liées au rendement réglées en trésorerie, des unités d'actions différées réglées en trésorerie et des unités d'actions restreintes réglées en trésorerie ont été ou peuvent être émises. Les droits sous-jacents aux options sur actions, aux unités d'actions liées au rendement et aux unités d'actions restreintes s'acquièrent au fil du temps conformément aux modalités de l'attribution. Les droits sous-jacents aux unités d'actions différées s'acquièrent immédiatement lors de l'attribution. Les instruments liés aux RILT sont calculés

à la juste valeur en appliquant un modèle d'évaluation à la fin de chaque période de référence et sont comptabilisés dans le passif non courant (dans le cas des unités d'actions liées au rendement, des unités d'actions différées et des unités d'actions restreintes) sur la période d'acquisition des droits.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat est comptabilisé dans les états consolidés du résultat net, sauf dans la mesure où il se rapporte à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres.

La charge d'impôt exigible correspond à l'impôt payable ou recouvrable prévu sur le bénéfice ou la perte imposable de la période, calculé d'après les taux d'impôt et lois fiscales adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Elle peut également comprendre des ajustements au titre des périodes précédentes.

La Société comptabilise l'impôt sur le résultat selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et passifs d'impôt différé sont comptabilisés d'après les conséquences fiscales futures prévues attribuables aux différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs existants inscrite dans les états financiers et leur valeur fiscale respective. Cette méthode exige aussi de comptabiliser les actifs d'impôt différé liés à des pertes d'exploitation et aux reports en avant de crédits d'impôt. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés applicables lorsque les différences temporaires et les montants reportés en avant sont censés être recouverts ou réglés. L'impôt différé n'est pas comptabilisé lorsqu'il découle de la comptabilisation initiale du goodwill, d'actifs ou de passifs qui n'ont pas d'incidence sur le bénéfice ou la perte comptable ou fiscal, ni de différences temporaires liées à des participations dans des filiales et des coentreprises lorsque la Société peut contrôler le moment où ces différences temporaires s'inverseront et qu'il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les actifs d'impôt différé au titre de reports en avant de perte fiscale et les différences temporaires déductibles sont seulement comptabilisés lorsqu'il est probable que la Société générera un bénéfice imposable futur à l'égard duquel les actifs pourront être utilisés. Les actifs d'impôt différé sont examinés à chaque date de clôture et réduits dans la mesure où il n'est plus probable que l'avantage fiscal connexe sera réalisé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont classés dans les actifs non courants. Ils sont compensés s'il existe un droit juridique exécutoire de compenser les actifs d'impôt exigible par les passifs d'impôt exigible et si les actifs et passifs d'impôt différé sont liés à des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les soldes sur la

base de leur montant net.

Les lois fiscales sont complexes et prêtent à interprétation. Pour déterminer l'impôt exigible et l'impôt différé, la Société tient compte de l'incidence des positions fiscales incertaines et des impôts et pénalités qui pourraient être exigibles. Cette évaluation repose sur le jugement et donne lieu à des estimations et des hypothèses qui tiennent compte des faits et circonstances à la date de clôture. Les estimations sont révisées à chaque date de clôture et mises à jour en fonction des nouvelles informations disponibles.

Aide publique et crédits d'impôt à l'investissement

L'aide publique et les crédits d'impôt à l'investissement sont comptabilisés lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la Société se conformera à toutes les conditions qui y sont rattachées et que l'aide publique ou le crédit d'impôt à l'investissement sera reçu. L'aide publique et les crédits d'impôt à l'investissement sont soumis à l'examen et à l'approbation des autorités réglementaires et, en conséquence, les montants versés pourraient différer des montants comptabilisés. L'aide publique et les crédits d'impôt à l'investissement qui devraient être recouverts par la Société sont comptabilisés en réduction des charges d'exploitation engagées.

Contrats de location

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple ou contrats de location-financement, sur la base de la substance de la transaction à l'origine du contrat. La Société loue des locaux pour ses bureaux et du matériel au titre desquels le bailleur conserve une part importante des risques et avantages inhérents à la propriété. Ces contrats sont classés comme des contrats de location simple. Les paiements effectués en vertu de ces contrats de location (déduction faite de tout incitatif à la location reçu du bailleur) sont passés en charges à l'état consolidé du résultat net sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

Les contrats de location-financement qui ont pour effet de transférer à la Société la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif concerné sont comptabilisés à l'actif à la date de passation du contrat à la juste valeur du bien loué ou, si elle est inférieure, à la valeur actualisée des paiements de loyers minimaux. Les charges financières sont comptabilisées à l'état du résultat net sur la durée du contrat. Les obligations au titre de contrats de location-financement sont incluses dans les autres passifs financiers, déduction faite des frais financiers attribuables à des périodes ultérieures. Les biens loués dont le coût est incorporé à l'actif sont amortis sur leur durée d'utilité estimée ou sur la durée du contrat de location.

Régimes de retraite

La Société propose à ses salariés un certain nombre de régimes à cotisations définies. Les cotisations à ces régimes sont comptabilisées à l'état consolidé du résultat net de l'exercice au cours duquel elles sont exigibles. La Société offre aussi des régimes à prestations définies pour lesquels les cotisations sont versées dans des fonds gérés séparément. Le coût des prestations constituées en vertu des régimes à prestations définies est déterminé séparément pour chacun des régimes selon la méthode d'évaluation actuarielle des unités de crédit projetées. Le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les coûts résultant d'une réduction ou d'une liquidation ainsi que les intérêts calculés à partir d'une charge nominale basée sur les passifs des régimes au cours de l'exercice, diminuée des rendements attendus des actifs des régimes, sont comptabilisés à l'état consolidé du résultat net. Les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés en capitaux propres dès qu'ils surviennent, par le biais des états consolidés du résultat global. L'état consolidé de la situation financière rend compte de l'excédent ou du déficit total des régimes à la date de clôture.

Capital-Actions

Les frais d'émission directement attribuables à l'émission d'actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres, moins les incidences fiscales.

Dividendes

Les dividendes sur les actions ordinaires sont comptabilisés dans les états financiers consolidés de la Société dans la période au cours de laquelle ils sont déclarés.

Résultat par action

Le résultat de base par action est établi à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est établi à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, en ajoutant l'effet dilutif des actions potentielles en circulation au cours de la période. Le calcul du résultat dilué par action est effectué selon la méthode du rachat d'actions.

Modifications futures de normes comptables

Adoption d'IFRS 16 – Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié *IFRS 16 Contrats de location*, qui établit de nouveaux principes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation de l'information sur les contrats de location. La norme remplace *IAS 17 Contrats de location*, et d'autres interprétations relatives aux contrats de location, élimine le classement des contrats de location à titre de contrats de location simple ou de contrats de location-financement et introduit un modèle unique de comptabilisation par le preneur.

Ce modèle unique de comptabilisation des contrats de location entraînera la comptabilisation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative représentant la valeur réelle des paiements futurs au titre de la location. La dotation aux amortissements de l'actif au titre du droit d'utilisation, ou charge au titre du droit d'utilisation de l'actif, ainsi que la charge d'intérêts sur l'obligation locative remplaceront les charges liées aux contrats de location simple qui étaient comptabilisées en vertu d'*IAS 17 Contrats de location*.

IFRS 16 Contrats de location peut être appliquée au moyen de l'une des deux méthodes suivantes : a) de façon rétrospective avec retraitement des chiffres de chaque période antérieure pour laquelle la Société présente de l'information financière ; b) de façon rétrospective en comptabilisant l'effet cumulé de l'application initiale de la norme à la date de première application (méthode rétrospective modifiée). La Société compte adopter *IFRS 16 Contrats de location* selon la méthode d'adoption rétrospective modifiée.

La Société prévoit que l'adoption et l'application d'*IFRS 16 Contrats de location*, en date du 1^{er} janvier 2019, se traduiront par une hausse considérable de ses actifs et de ses passifs en raison de la comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation et d'obligations locatives, dont le montant devrait se situer entre 1 000 \$ et 1 200 \$.

IFRIC 23 Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, l'IFRS Interpretations Committee a publié l'interprétation IFRIC 23, qui apporte des éclaircissements sur la façon d'appliquer les dispositions d'*IAS 12 Impôts sur le résultat* en matière de comptabilisation et d'évaluation en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux.

La Société a évalué l'incidence de l'adoption de cette interprétation en comptabilité sur ses états financiers et a conclu que l'incidence ne sera pas significative.

Aucune autre interprétation des IFRS (ou IFRIC) qui n'est pas encore en vigueur ne devrait avoir d'incidence importante sur la Société.

03

Estimations comptables et jugements critiques

Les estimations et les jugements sont continuellement remis en question. Ils se fondent sur les tendances antérieures et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs que l'on estime probables dans des circonstances normales.

Estimations comptables et hypothèses critiques

La Société formule des estimations et pose des hypothèses concernant l'avenir. Par définition, les estimations comptables correspondent rarement aux résultats réels. Les estimations et les hypothèses qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours du prochain exercice sont présentées ci-dessous.

Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation

La Société évalue l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation en fonction du temps et des frais de matériel portés au compte de chaque projet. L'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation pour chaque projet est examiné mensuellement pour déterminer si le montant reflète fidèlement le montant qui sera facturé pour le projet. Lorsque l'examen révèle que la valeur de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation est supérieure au montant qui pourra être facturé, des ajustements sont apportés à l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation. L'évaluation de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation suppose l'estimation de l'ampleur du travail requis pour terminer le projet. Toute variation de ces estimations pourrait entraîner une sous-évaluation ou une surévaluation de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation.

Immobilisations incorporelles identifiables et goodwill

Les immobilisations incorporelles identifiables et le goodwill, exception faite des logiciels et des accords de non-concurrence, représentaient 3 794,6 \$ du total de l'actif inscrit à l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018 (3 267,1 \$ au 31 décembre 2017). Ces actifs résultent des acquisitions d'entreprises, et la Société a eu recours à la méthode de l'acquisition pour comptabiliser ces transactions. Lors de l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge ainsi que de leur durée d'utilité estimative, la direction s'est fondée sur des estimations et des hypothèses importantes concernant les projections des

flux de trésorerie, le risque économique et le coût moyen pondéré du capital.

Les immobilisations incorporelles liées aux regroupements d'entreprises et constatées séparément du goodwill sont initialement comptabilisées à la juste valeur à la date d'acquisition et amorties avec les durées d'utilité déterminées. Si les résultats diffèrent des estimations, la Société peut augmenter la dépense d'amortissement ou comptabiliser des pertes de valeur.

Provisions pour litiges

Dans le cours normal de ses activités, la Société fait l'objet de poursuites pour des travaux effectués dans le cadre de projets. Elle souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle pour gérer les risques liés à de telles poursuites. La direction détermine le montant des provisions pour litiges de la Société à la lumière des conseils et des renseignements fournis par ses conseillers juridiques et de son expérience passée en matière de règlement de poursuites semblables. Les provisions pour litiges comprennent les frais de litige ainsi que les indemnités. Les règlements finaux pourraient avoir une incidence sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

Obligations au titre des prestations de retraite

La valeur actuelle des obligations est calculée selon une méthode actuarielle qui repose sur un certain nombre d'hypothèses concernant l'avenir. Ces hypothèses clés sont revues périodiquement à la lumière des conditions de marché et des données dont dispose la direction. Des détails additionnels sont inclus à la note 17.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie aux lois et règlements fiscaux dans plusieurs pays. Elle doit donc formuler des estimations pour déterminer sa charge d'impôt exigible à l'échelle mondiale. Pour plusieurs transactions et calculs, il est difficile de déterminer avec certitude le montant de l'impôt à payer. La Société comptabilise des passifs en prévision de certaines questions susceptibles de faire l'objet de vérifications par les autorités fiscales, en estimant les impôts additionnels qu'elle pourrait devoir verser par suite de ces vérifications. Si le montant de la charge d'impôt relative à ces questions diffère des montants comptabilisés initialement, ces différences auront une incidence sur les actifs et passifs d'impôt exigible et différé de la période au cours de laquelle cette détermination est faite. La direction revoit périodiquement les positions prises dans les déclarations de revenus à l'égard des situations pour lesquelles les règlements fiscaux prêtent à interprétation. Au besoin, des provisions sont inscrites au titre des montants que la Société s'attend à devoir verser aux autorités fiscales.

Jugements critiques dans l'application des méthodes comptables de la société

Actifs d'impôt différé

La détermination de la probabilité que la Société génère un bénéfice imposable suffisant à l'égard duquel les actifs d'impôt différé puissent être utilisés repose sur les plus récentes prévisions budgétaires approuvées de la Société, après ajustement pour tenir compte des éléments importants qui ne sont ni imposables ni déductibles et des limites spécifiques d'utilisation des crédits ou pertes d'impôts non utilisés. Les règles fiscales dans plusieurs juridictions dans lesquelles la Société exerce ses activités sont aussi prises en considération. La comptabilisation des actifs d'impôt différé soumis à certaines limites légales ou économiques ou à des incertitudes est évaluée individuellement par la direction en fonction des faits ou circonstances spécifiques.

04

Acquisitions d'entreprises

Les acquisitions sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, et les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont pris en compte dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition. Lorsque la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises est incomplète à la date de clôture de la période au cours de laquelle le regroupement a lieu, la Société présente des montants provisoires pour les éléments dont la valeur comptable n'a pas encore été établie de manière définitive. Elle ajuste ces montants provisoires au cours de la période d'évaluation et comptabilise d'autres actifs ou passifs pour tenir compte de toute nouvelle information obtenue au sujet des faits et des circonstances qui existaient à la date d'acquisition et qui, s'ils avaient été connus, auraient eu une incidence sur les montants comptabilisés à cette date.

La période d'évaluation s'étend sur une période d'au plus un an et va de la date d'acquisition jusqu'à la date à laquelle la Société obtient toute l'information sur les faits et circonstances qui existaient à la date d'acquisition.

Transactions de 2018

a) Berger Group Holdings, Inc. (« Louis Berger »)

Le 18 décembre 2018, WSP a conclu l'acquisition de Louis Berger. Louis Berger est une société internationale de services professionnels de premier plan dont le siège social est situé aux États-Unis, principalement active dans les secteurs du transport et de l'infrastructure, de l'environnement et de l'eau, ainsi que dans le domaine de la préparation de plans directeurs. Louis Berger compte environ 5 000 employés, répartis pour l'essentiel dans des bureaux aux États-Unis, avec une présence

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

supplémentaire en Europe continentale, au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie (surtout en Inde) et en Amérique latine.

Vu l'ampleur de la transaction et l'imminence de la fin de l'exercice, la Société n'a pas encore achevé l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis, des passifs pris en charge et du goodwill. Par conséquent, les ajustements de la juste valeur liés à cette acquisition sont reflétés

dans le goodwill dans l'évaluation provisoire de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge. L'évaluation provisoire par la direction des justes valeurs des actifs acquis et des passifs pris en charge est présentée dans le tableau suivant. L'évaluation finale des justes valeurs aura lieu une fois que la valeur finale des actifs et des passifs aura été établie. Par conséquent, les valeurs suivantes pourraient changer et les changements pourraient être importants.

	Chiffres provisoires
Montants comptabilisés des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge	
Actifs courants	
Trésorerie	106,6
Créances clients, charges payées d'avance et autres créances	210,6
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	218,2
Immobilisations corporelles	12,8
Logiciels	0,3
Immobilisations incorporelles	62,4
Actifs d'impôt différé	17,0
Autres actifs non courants	84,7
Passifs courants	
Dettes d'exploitation et charges à payer	(338,4)
Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus	(36,7)
Dettes à long terme	(102,8)
Passifs d'impôt différé	(0,3)
Juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge	234,4
Goodwill	350,0
Total de la contrepartie d'achat	584,4
Trésorerie acquise	(106,6)
Sorties de trésorerie	477,8

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Le goodwill est attribuable à l'effectif de l'entreprise acquise et aux synergies attendues au sein de la Société après l'acquisition. Aucun goodwill comptabilisé ne devrait être déductible aux fins de l'impôt.

Les créances clients acquises avaient une juste valeur et une valeur contractuelle brute d'environ 184,6 \$.

L'entreprise acquise a généré des produits des activités ordinaires de 23,8 \$ et un résultat net de néant pour la période allant du 18 décembre 2018 au 31 décembre 2018. Si l'acquisition de Louis Berger avait eu lieu le 1^{er} janvier 2018 en utilisant les résultats financiers statutaires indépendants de Louis Berger, les produits des activités ordinaires et le résultat net de la Société pour 2018 auraient augmenté respectivement de 1 747,1 \$ et de 38,8 \$.

b) Autres acquisitions en 2018

En 2018, la Société a conclu un certain nombre d'autres acquisitions de moindre envergure. L'évaluation provisoire par la direction des justes valeurs des actifs acquis et des passifs pris en charge est présentée dans le tableau suivant. L'évaluation finale des justes valeurs aura lieu une fois que la valeur définitive des actifs et des passifs aura été établie. Par conséquent, les valeurs suivantes pourraient changer et les changements pourraient être importants. Comme ces acquisitions n'étaient pas importantes prises individuellement, la Société a choisi de regrouper les informations à fournir.

	Chiffres provisoires
Montants comptabilisés des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge	
Actifs courants	
Trésorerie	5,5
Créances clients, charges payées d'avance et autres créances	12,6
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	4,0
Immobilisations corporelles	2,2
Logiciels	0,2
Actifs d'impôt différé	0,7
Autres actifs non courants	0,5
Passifs courants	
Dettes d'exploitation et charges à payer	(15,1)
Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus	(0,2)
Dettes à long terme	(0,6)
Juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge	9,8
Goodwill	42,2
Total de la contrepartie à l'achat	52,0
Trésorerie acquise	(5,5)
Contrepartie à payer	(3,1)
Sorties de trésorerie	43,4

Le goodwill est attribuable à l'effectif de l'entreprise acquise et aux synergies attendues au sein de la Société après l'acquisition. Aucun goodwill comptabilisé ne devrait être déductible aux fins de l'impôt.

Les créances clients acquises avaient une juste valeur et une valeur contractuelle brute d'environ 11,9 \$.

Transactions de 2017

a) Opus International Consultants Limited (« Opus »)

Le 4 décembre 2017, WSP a conclu l'acquisition d'Opus. Opus est une firme multidisciplinaire d'experts-conseils spécialisée en infrastructures (transport et eau), en bâtiment et en gestion d'actifs qui compte environ 3 000 ingénieurs, concepteurs, planificateurs, chercheurs et conseillers répartis en Nouvelle-Zélande, en Australie, au Canada et au Royaume-Uni.

En 2018, la Société a finalisé l'évaluation des justes

valeurs des actifs acquis et des passifs pris en charge dans le cadre de cette acquisition.

La détermination définitive des justes valeurs a nécessité certains ajustements aux chiffres provisoires, tel qu'il est indiqué ci-dessous. La Société n'a pas retraité les chiffres comparatifs de l'état consolidé de la situation financière de 2017, les ajustements ayant été jugés négligeables. La Société a également déterminé que l'incidence nette de ces ajustements sur le résultat net des périodes postérieures à la date d'acquisition n'était pas significative, de sorte qu'ils ont été comptabilisés à l'état consolidé du résultat net de l'exercice en cours.

Le tableau qui suit présente les justes valeurs définitives des actifs acquis et des passifs pris en charge, telles qu'elles ont été déterminées par la direction.

	Chiffres provisoires	Ajustements	Chiffres définitifs
Montants comptabilisés des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge			
Actifs courants			
Trésorerie	22,4	—	22,4
Créances clients, charges payées d'avance et autres créances	73,3	(0,4)	72,9
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	33,2	(2,3)	30,9
Immobilisations corporelles	22,4	—	22,4
Logiciels	1,5	—	1,5
Immobilisations incorporelles	34,5	8,0	42,5
Actifs d'impôt différé	—	9,5	9,5
Autres actifs non courants	0,9	—	0,9
Passifs courants			
Dettes d'exploitation et charges à payer	(55,3)	(17,3)	(72,6)
Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus	(18,2)	—	(18,2)
Dettes à long terme	(52,8)	—	(52,8)
Passifs d'impôt différé	(0,8)	(6,5)	(7,3)
Obligations au titre des avantages de retraite	(1,7)	(0,3)	(2,0)
Juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge	59,4	(9,3)	50,1
Goodwill	180,1	9,3	189,4
Total de la contrepartie à l'achat	239,5	—	239,5
Trésorerie acquise	(22,4)	—	(22,4)
Contrepartie à payer	(1,8)	1,8	—
Sorties de trésorerie	215,3	1,8	217,1

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Le goodwill est attribuable à l'effectif de l'entreprise acquise et aux synergies attendues au sein de la Société après l'acquisition. Aucun goodwill comptabilisé ne devrait être déductible aux fins de l'impôt.

Les créances acquises avaient une juste valeur et une valeur contractuelle brute d'environ de 66,6 \$.

Les entreprises acquises ont dégagé des produits des activités ordinaires de 37,0 \$ et une perte nette de 7,4 \$ pour la période allant du 4 décembre 2017 au 31 décembre 2017. Si ces acquisitions avaient eu lieu le 1^{er} janvier 2017, les produits des activités ordinaires et le résultat net de la Société pour 2017 auraient respectivement augmenté de 321,0 \$ et de 21,5 \$.

b) Autres acquisitions en 2017

En 2017, la Société a conclu plusieurs acquisitions,

notamment celle de POCH (« POCH »), firme de services professionnels située au Chili comptant 730 employés, acquise au deuxième trimestre de 2017, et celle de Consultoría Colombiana S.A, firme de services professionnels située en Colombie comptant 1 000 employés, acquise au quatrième trimestre de 2017.

La détermination définitive des justes valeurs a nécessité certains ajustements aux chiffres provisoires, tel qu'il est indiqué ci-dessous. La Société n'a pas retraité les chiffres comparatifs de l'état consolidé de la situation financière de 2017, les ajustements ayant été jugés négligeables. La Société a également déterminé que l'incidence nette de ces ajustements sur le résultat net des périodes postérieures à la date d'acquisition n'était pas significative, de sorte qu'ils ont été comptabilisés à l'état consolidé du résultat net de l'exercice en cours.

Le tableau qui suit présente les justes valeurs définitives des actifs acquis et des passifs pris en charge, telles qu'elles ont été déterminées par la direction.

Comme ces acquisitions n'étaient pas importantes prises individuellement, la Société a choisi de regrouper les informations à fournir.

	Chiffres provisoires	Ajustements	Chiffres définitifs
Montants comptabilisés des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge			
Actifs courants			
Trésorerie	8,8	—	8,8
Créances clients, charges payées d'avance et autres créances	42,9	(3,9)	39,0
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	26,2	1,2	27,4
Immobilisations corporelles	7,8	—	7,8
Logiciels	2,0	0,4	2,4
Immobilisations incorporelles	—	0,7	0,7
Actifs d'impôt différé	8,1	(6,7)	1,4
Autres actifs non courants	1,7	0,1	1,8
Passifs courants			
Dettes d'exploitation et charges à payer	(43,3)	(13,1)	(56,4)
Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus	(9,9)	5,4	(4,5)
Dettes à long terme	(21,1)	(0,7)	(21,8)
Autres passifs non courants	(0,8)	1,0	0,2
Passifs d'impôt différé	(5,4)	5,2	(0,2)
Juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge	17,0	(10,4)	6,6
Goodwill	101,5	3,7	105,2
Total de la contrepartie à l'achat	118.5	(6.7)	111.8
Trésorerie acquise	(8.8)	—	(8.8)
Contrepartie à payer	(35.3)	34.4	(0.9)
Sorties de trésorerie	74.4	27.7	102.1

Le goodwill est attribuable à l'effectif de l'entreprise acquise et aux synergies attendues au sein de la Société après l'acquisition. Aucun goodwill comptabilisé ne devrait être déductible aux fins de l'impôt.

Les créances clients acquises avaient une juste valeur et une valeur contractuelle brute de 36,8 \$.

Les entreprises acquises, qui se composent principalement de POCH et de ConCol, ont généré des

produits des activités ordinaires de 26,8 \$ et une perte nette de 1,2 \$ pour la période allant de la date de leur acquisition jusqu'au 31 décembre 2017. Si ces acquisitions avaient eu lieu le 1^{er} janvier 2017, les produits des activités ordinaires et le résultat net de la Société pour 2017 auraient augmenté de 70,6 \$ et diminué de 5,4 \$, respectivement.

Les sorties de fonds liées à l'acquisition effectuées avant 2017 s'élevaient à 6,0 \$.

05

Partenariats

La Société détient des intérêts dans divers partenariats. Les listes ci-dessous présentent les partenariats les plus importants, qui ont été désignés et classés à titre d'entreprises communes.

2018		
Nom	Intérêt	Pays
Coentreprise PB/HOK	50 %	États-Unis
Phase 2 Partnership (P2P)	50 %	États-Unis
Pacific Complete / Woolgoolga to Ballina	40 %	Australie
Maryland Transit Partners	27 %	États-Unis
General Engineering Consultants	33 %	États-Unis
Gateway Trans Hudson Partnership	38 %	États-Unis
Kier WSP	50 %	Angleterre
Scotland Transerv	30 %	Angleterre
Capital Journeys JV	25 %	Nouvelle-Zélande
Malborough Roads	25 %	Nouvelle-Zélande

2017		
Nom	Intérêt	Pays
Pacific Complete / Woolgoolga to Ballina	40 %	Australie
Melbourne Metro	33 %	Australie
Coentreprise PB/HOK	50 %	États-Unis
Lower South Creek	50 %	Australie
Toowoomba Second Range Crossing	50 %	Australie
Sydney Rapid Transit	50 %	Australie
Atlanta Aviation	41 %	États-Unis
Kier WSP	50 %	Angleterre
Coentreprise Inland Rail Design	65 %	Australie
Gateway Trans Hudson Partnership	38 %	États-Unis

Il n'y a aucun passif éventuel important relatif aux intérêts de la Société dans les entreprises communes énumérées ci-dessus ni dans l'entreprise elle-même.

06

Trésorerie

	2018	2017
	\$	\$
Trésorerie	254,7	185,1
Moins : découvert bancaire (note 16)	(0,8)	(6,5)
Trésorerie, déduction faite du découvert bancaire	253,9	178,6

07

Créances clients, charges payées d'avance et autres créances

	2018	2017
	\$	\$
Créances clients	1 656,8	1 391,4
Provision pour pertes de crédit attendues	(101,6)	(84,5)
Créances clients, montant net	1 555,2	1 306,9
Créances sur des coentreprises et entreprises associées	15,1	19,4
Autres créances	188,3	116,8
Charges payées d'avance	99,0	111,6
	1 857,6	1 554,7

La balance chronologique des créances clients brutes en souffrance était la suivante :

	2018	2017
	\$	\$
Exigibles mais non en souffrance	581,5	541,3
En souffrance depuis 0 à 30 jours	507,4	365,0
En souffrance depuis 31 à 60 jours	195,0	159,6
En souffrance depuis 61 à 90 jours	85,5	59,8
En souffrance depuis 91 à 180 jours	115,3	109,7
En souffrance depuis plus de 180 jours	172,1	156,0
	1 656,8	1 391,4
Provision pour pertes de crédit attendues	(101,6)	(84,5)
Solde à la fin de l'exercice	1 555,2	1 306,9

La Société est exposée à un risque de crédit compte tenu de ses créances clients et elle maintient des provisions pour les pertes potentielles sur ces créances. Les pertes potentielles sont atténuées du fait que la solvabilité des clients est évaluée avant qu'un crédit ne leur soit accordé et qu'aucun client ne représente à lui seul plus de 10,0 % des produits des activités ordinaires.

08

Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation et excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus

Le tableau suivant présente les variations de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation (actifs contractuels) et de l'excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus (passifs contractuels) :

	2018		2017	
	Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation Dt/(Ct)	Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus Dt/(Ct)	Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation Dt/(Ct)	Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus Dt/(Ct)
Solde au début de la période	905,0	(483,8)	824,0	(483,4)
Produits des activités ordinaires comptabilisés au poste « Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus » au cours de la période	—	2 396,2	—	2 047,8
Augmentations attribuables à la trésorerie reçue ou aux montants comptabilisés avant la prestation des services	—	(2 527,9)	—	(2 031,1)
Transfert dans les créances clients de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation comptabilisé au début de la période	(5 568,2)	—	(4 846,3)	—
Produits des activités ordinaires comptabilisés par la voie d'augmentations/ de diminutions découlant des changements à l'évaluation du degré d'avancement au cours de la période	5 511,9	—	4 894,4	—
Augmentations/diminutions découlant des regroupements/cessions d'entreprises	221,1	(31,5)	54,9	(31,9)
Écart de change	46,3	(31,3)	(22,0)	14,8
Solde à la fin de la période	1 116,1	(678,3)	905,0	(483,8)

09

Autres actifs

	2018	2017
	\$	\$
Actifs financiers*	95,6	97,6
Participations dans des entreprises associées	82,8	4,6
Participations dans des coentreprises	10,6	6,8
Autres	3,0	4,0
	192,0	113,0

* Les actifs financiers comprennent des placements dans un grand nombre de fonds communs de placement, selon les choix de placement des employés, concernant les obligations de rémunération différée de la Société, comme il est indiqué à la note 17. La juste valeur de ces placements s'établit à 95,1 \$ (97,1 \$ en 2017), selon le cours de marché des fonds à la date de clôture.

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

10

Immobilisations corporelles

	Terrains et bâtiments en tenure franche	Améliorations locatives	Mobilier et équipement	Matériel informatique	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2017					
Coût	32,9	169,5	172,8	149,4	524,6
Cumul des amortissements	(7,2)	(53,1)	(88,2)	(83,4)	(231,9)
Valeur nette	25,7	116,4	84,6	66,0	292,7
Entrées	—	19,7	22,0	38,0	79,7
Entrées par voie d'acquisitions d'entreprises (note 4)	2,8	0,2	20,7	7,8	31,5
Cessions	(5,0)	—	(0,4)	(0,2)	(5,6)
Amortissement de l'exercice	(1,1)	(21,2)	(25,5)	(31,8)	(79,6)
Écarts de change	0,3	(0,1)	(3,7)	0,2	(3,3)
	(3,0)	(1,4)	13,1	14,0	22,7
Solde au 31 décembre 2017	22,7	115,0	97,7	80,0	315,4
Solde au 31 décembre 2017					
Coût	28,3	205,5	221,1	207,0	661,9
Cumul des amortissements	(5,6)	(90,5)	(123,4)	(127,0)	(346,5)
Valeur nette	22,7	115,0	97,7	80,0	315,4
Entrées	—	31,5	30,2	44,0	105,7
Entrées par voie d'acquisitions d'entreprises (note 4)	1,4	4,9	7,2	1,5	15,0
Cessions	(1,1)	(0,3)	(1,8)	(0,5)	(3,7)
Amortissement de l'exercice	(0,5)	(24,8)	(28,2)	(38,3)	(91,8)
Écarts de change	0,7	6,9	0,4	2,0	10,0
	0,5	18,2	7,8	8,7	35,2
Solde au 31 décembre 2018	23,2	133,2	105,5	88,7	350,6
Solde au 31 décembre 2018					
Coût	28,5	246,0	223,3	246,8	744,6
Cumul des amortissements	(5,3)	(112,8)	(117,8)	(158,1)	(394,0)
Valeur nette	23,2	133,2	105,5	88,7	350,6

11

Immobilisations incorporelles

	Logiciels	Carnet de commandes	Relations clients	Accords de non-concurrence	Noms commerciaux	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2017						
Coût	119,1	167,1	237,7	2,5	80,4	606,8
Cumul des amortissements	(57,1)	(59,4)	(117,9)	(2,1)	(14,6)	(251,1)
Valeur nette	62,0	107,7	119,8	0,4	65,8	355,7
Entrées	23,6	—	—	—	0,8	24,4
Entrées par voie d'acquisitions d'entreprises (note 4)	7,3	5,9	58,7	—	—	71,9
Cessions	(0,1)	—	—	—	—	(0,1)
Amortissement de l'exercice	(25,6)	(30,5)	(27,8)	(0,4)	(4,9)	(89,2)
Écarts de change	(0,1)	(4,6)	(3,3)	—	0,5	(7,5)
	5,1	(29,2)	27,6	(0,4)	(3,6)	(0,5)
Solde au 31 décembre 2017	67,1	78,5	147,4	—	62,2	355,2
Solde au 31 décembre 2017						
Coût	160,4	160,5	275,1	2,5	81,3	679,8
Cumul des amortissements	(93,3)	(82,0)	(127,7)	(2,5)	(19,1)	(324,6)
Valeur nette	67,1	78,5	147,4	—	62,2	355,2
Entrées	28,7	—	—	—	—	28,7
Entrées par voie d'acquisitions d'entreprises (note 4)	0,9	25,3	43,5	—	2,3	72,0
Cessions	—	—	—	—	—	—
Amortissement de l'exercice	(31,5)	(41,6)	(23,7)	—	(5,8)	(102,6)
Écarts de change	1,1	4,6	6,8	—	1,9	14,4
	(0,8)	(11,7)	26,6	—	(1,6)	12,5
Solde au 31 décembre 2018	66,3	66,8	174,0	—	60,6	367,7
Solde au 31 décembre 2018						
Coût	176,1	196,0	306,8	—	81,8	760,7
Cumul des amortissements	(109,8)	(129,2)	(132,8)	—	(21,2)	(393,0)
Valeur nette	66,3	66,8	174,0	—	60,6	367,7

La valeur comptable des immobilisations incorporelles désignées comme ayant une durée d'utilité indéterminée, soit le nom commercial de WSP, s'établissait à 49,6 \$ au 31 décembre 2018 (48,4 \$ en 2017).

La Société a procédé à son test de dépréciation annuel du nom commercial de WSP au 30 septembre 2018 et au

1^{er} octobre 2017 conformément à la politique décrite à la note 2. En conséquence, aucune perte de valeur du nom commercial de WSP n'a été comptabilisée.

Au cours de l'exercice, la Société a acquis des immobilisations incorporelles totalisant 100,7 \$ (96,3 \$ en 2017), lesquelles sont toutes amortissables.

12 Goodwill

	2018	2017
	\$	\$
Solde au début de la période	2 979,0	2 783,6
Goodwill découlant des acquisitions d'entreprises (note 4)	405,2	251,2
Écarts de change	109,0	(55,8)
Solde à la fin de la période	3 493,2	2 979,0

Une valeur de 3 493,2 \$ au titre du goodwill (2 979,0 \$ au 31 décembre 2017) a été attribuée aux UGT de la Société. La valeur comptable du goodwill par UGT est présentée dans le tableau suivant :

	2018	2017
	\$	\$
Goodwill attribué aux UGT		
Canada	891,2	891,2
Amériques	1 509,3	1 068,3
Royaume-Uni	320,5	312,6
Pays nordiques	333,5	306,8
Nouvelle-Zélande	197,3	182,4
Australie	99,8	81,4
Asie	74,4	68,5
Autres	67,2	67,8
	3 493,2	2 979,0

Test de dépréciation du goodwill

La Société a procédé à son test de dépréciation annuel du goodwill au 30 septembre 2018 et au 1^{er} octobre 2017 conformément à la politique décrite à la note 2. Les principales hypothèses ayant servi à déterminer la juste valeur des différentes UGT lors des plus récents calculs de la dépréciation réalisés pour 2018 et 2017 sont décrites ci-après. La Société n'a relevé aucun indice de dépréciation à une autre date et, par conséquent, elle n'a procédé à aucun nouveau calcul de la dépréciation. La juste valeur de chaque UGT était supérieure à sa valeur comptable. Par conséquent, aucune perte de valeur du goodwill n'a été comptabilisée.

Technique d'évaluation

Juste valeur diminuée des coûts de la vente

La juste valeur des UGT a été établie en fonction de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. La juste valeur est définie, dans IFRS 13, comme étant une mesure fondée sur le marché, et non une mesure spécifique à l'entité.

En conséquence, la juste valeur des UGT doit être évaluée à l'aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient, plutôt que celles liées spécifiquement à la Société. Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente des UGT,

une approche par le résultat reposant sur la méthode d'actualisation des flux de trésorerie a été utilisée. De plus, l'approche par le marché a été employée afin de déterminer si les conclusions tirées sont raisonnables.

Approche par le résultat

La technique d'actualisation des flux de trésorerie permet d'établir l'estimation la plus juste du prix qui pourrait être obtenu pour chaque UGT dans le cadre d'une transaction conclue dans des conditions de concurrence normale, puisque la juste valeur reflète la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de l'entreprise ainsi que la valeur résiduelle de l'entreprise à la fin de la période visée par les prévisions. L'actualisation des flux de trésorerie a été faite en fonction d'une valeur d'entreprise, c'est-à-dire que les flux de trésorerie après impôt avant la prise en compte des charges d'intérêts ont été actualisés à l'aide d'un coût moyen pondéré du capital (« CMPC »). Cette approche requiert la formulation d'hypothèses concernant les taux de croissance des produits des activités ordinaires, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le niveau du fonds de roulement, les dépenses d'investissement, les taux d'impôt et les taux d'actualisation.

Approche par le marché

Selon l'approche par le marché, il est présumé que la valeur d'une société reflète le prix payé pour des sociétés comparables du même secteur d'activité acquises dans des circonstances similaires. Une comparaison d'une UGT avec des sociétés comparables du même secteur d'activité dont l'information financière est publiée peut constituer une base raisonnable pour estimer la juste valeur. Selon cette approche, la juste valeur est calculée en fonction d'un multiple du BAIIA ajusté comparativement à un multiple médian moyen déterminé d'après l'information publiée pour des sociétés comparables et les prix de transaction.

Principales hypothèses utilisées aux fins de la détermination de la juste valeur diminuée des coûts de la vente

Projections des flux de trésorerie

Les projections des flux de trésorerie, qui couvrent une période de cinq ans (la « période couverte »), reposent sur des projections financières approuvées par la direction qui ont été établies au moyen d'hypothèses reflétant les lignes de conduite que la Société a prévu adopter, compte tenu de l'ensemble des conditions économiques les plus probables selon la direction, ajustées pour rendre compte des attentes qu'aurait un intervenant du marché. Le BAIIA ajusté est fondé sur les valeurs réelles et estimatives pour la première année de la période couverte et sur les valeurs budgétées pour la deuxième année de la période couverte, et ces valeurs

sont augmentées sur la durée de la période couverte en utilisant un taux de croissance approximatif visant à tenir compte des améliorations d'efficacité attendues. Le taux de croissance appliqué aux projections des flux de trésorerie des UGT de la Société variait entre 2,0 % et 5,0 % au 30 septembre 2018 et au 1^{er} octobre 2017. La Société a également pris en considération l'expérience passée, les tendances historiques ainsi que les tendances de l'industrie et du marché afin de déterminer si les projections financières utilisées sont raisonnables.

Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation (CMPC) reflète l'évaluation actuelle par le marché du risque spécifique à des sociétés comparables. Le taux d'actualisation a été établi d'après le coût moyen pondéré des capitaux propres et le coût des capitaux empruntés pour des sociétés comparables du même secteur d'activité. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (« CMPC ») après impôt. La détermination du CMPC nécessite une analyse distincte du coût des capitaux propres et du coût de la dette et tient compte d'une prime de risque fondée sur l'UGT en cause. Le CMPC après impôt appliqué aux UGT de la Société se situait entre 7,50 % et 13,25 % au 30 septembre 2018 (entre 7,50 % et 13,25 % au 1^{er} octobre 2017).

Taux de croissance final

Les taux de croissance utilisés pour établir les projections de la Société ont été déterminés à l'aide des taux de croissance publiés de l'industrie et d'hypothèses concernant l'inflation, de même qu'en fonction de l'information établie par les responsables de la gestion de chaque UGT à la lumière d'analyses des tendances historiques et des attentes concernant la croissance future. Le taux de croissance final appliqué aux projections des flux de trésorerie des UGT de la Société s'établissait à 3,0 % au 30 septembre 2018 et au 1^{er} octobre 2017.

Coûts de la vente

Il a été estimé que les coûts de la vente pour chaque UGT correspondaient à environ 0,75 % (2018 et 2017) de la valeur d'entreprise de l'UGT. Les coûts de la vente reflètent les coûts marginaux, à l'exclusion des charges financières et de la charge d'impôt sur le résultat, qui seraient directement attribuables à la cession de l'UGT, y compris les frais juridiques et les coûts marginaux directs engagés pour préparer l'UGT en vue de sa vente.

Sensibilité aux modifications des hypothèses

Au 30 septembre 2018, aucune variation raisonnablement possible de l'une ou l'autre des principales hypothèses utilisées pour déterminer leur juste valeur diminuée des coûts de la vente n'aurait fait en sorte que la valeur comptable des UGT de la Société excède considérablement leur valeur recouvrable respective (c.-à-d. leur juste valeur diminuée des coûts de la vente).

13

Régimes incitatifs à long terme (« RILT »)

En 2011, la Société a adopté un régime incitatif à long terme (le « RILT ») à l'intention de certains employés, en vertu duquel des unités d'actions restreintes ou des options sur actions pouvaient être émises. Le nombre total d'actions réservées en vue d'être attribuées et émises dans le cadre du RILT est limité à 2 080 950 actions. En 2014, la Société a également adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement en vertu duquel des unités d'actions liées au rendement réglées en trésorerie pouvaient être émises. En 2015, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées en vertu duquel des unités d'actions différées réglées en trésorerie pouvaient être émises et, en 2016, elle a adopté un régime d'unités d'actions restreintes en vertu duquel des unités d'actions restreintes réglées en trésorerie pouvaient être émises. Le RILT, le régime d'unités d'actions liées au rendement, le régime d'unités d'actions différées et le régime d'unités d'actions restreintes sont désignés collectivement comme les « RILT ».

Unités d'actions restreintes

Les unités d'actions restreintes sont réglées en trésorerie, et les droits s'y rattachant s'acquiescent après trois ans. La charge de rémunération et le passif connexe liés à ces attributions sont évalués d'après la juste valeur de l'unité attribuée et sont comptabilisés à titre de charge ou de produit de manière uniforme sur une période de trois ans. À la clôture de chaque période de présentation

de l'information financière, les variations de l'obligation de paiement de la Société découlant des fluctuations de la valeur de marché de ses actions ordinaires à la TSX ou d'une variation du nombre d'unités attribuable à son rendement attendu sont comptabilisées à titre de charge ou de produit.

Le paiement de 2018 au titre des unités d'actions restreintes réglées en trésorerie s'établit à 0,6 \$ (0,5 \$ en 2017). La Société a comptabilisé, dans les coûts liés au personnel, une charge de 3,1 \$ pour l'exercice (2,5 \$ en 2017) en ce qui a trait aux unités d'actions restreintes réglées en trésorerie. Au 31 décembre 2018, 139 726 unités d'actions restreintes réglées en trésorerie étaient en circulation (118 630 en 2017), et l'obligation cumulative s'établissait à 6,0 \$ (3,5 \$ en 2017).

Options sur actions

Les options attribuées aux dirigeants et aux employés en vertu du régime d'options sur actions peuvent être exercées au cours d'une période ne pouvant dépasser 10 ans à compter de la date d'attribution. Les options sont acquises trois ans après la date d'attribution et celles qui ne sont pas exercées expirent à la première des deux dates suivantes : un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé ou la date d'échéance des options sur actions attribuées.

Au cours de l'exercice, 35 745 options ont été exercées à des prix variant de 35,45 \$ à 41,49 \$.

Au 31 décembre 2018, 693 583 options sur actions étaient en cours (657 829 en 2017) ; de ce nombre, 594 079 options sur actions étaient devenues acquises (471 350 en 2017) à des prix d'exercice variant de 35,12 \$ à 59,75 \$ (35,12 \$ à 49,28 \$ en 2017).

La juste valeur des options sur actions à la date d'attribution a été évaluée selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. La volatilité attendue est estimée à l'aide du cours historique des actions ordinaires de la Société et le taux d'intérêt sans risque est estimé selon les taux des obligations d'État. Le tableau qui suit présente les données utilisées pour établir la juste valeur des options sur actions à la date d'attribution pour les périodes closes les 31 décembre 2018 et 2017 :

	2018	2017
Volatilité attendue du prix de l'action	20 %-35 %	20 %-35 %
Dividende	2,00 %-3,00 %	3,25 %-3,75 %
Taux d'intérêt sans risque	2,25 %-2,50 %	1,75 %-2,25 %
Juste valeur – moyenne pondérée des options émises	14,50 \$-15,50 \$	9,50 \$-10,50 \$

La Société a comptabilisé, dans les coûts liés au personnel, une charge de rémunération fondée sur des actions de 1,0 \$ pour l'exercice (1,4 \$ en 2017).

Unités d'actions liées au rendement

Les unités d'actions liées au rendement sont réglées en trésorerie. Elles sont acquises si certains objectifs de rendement de la Société sont atteints et elles sont payables annuellement depuis 2017. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, les variations de l'obligation de paiement de la Société attribuables aux fluctuations du cours de ses actions ordinaires à la TSX, ou à un changement dans le nombre d'unités fondé sur le rendement attendu de la Société, sont comptabilisées à titre de charges ou de recouvrement.

Le paiement de 2018 au titre des unités d'actions liées au rendement réglées en trésorerie s'est établi à 12,3 \$ (8,4 \$ en 2017). La Société a comptabilisé, dans les coûts liés au personnel, une charge de 23,3 \$ pour l'exercice (8,8 \$ en 2017) en ce qui a trait aux unités d'actions liées au rendement réglées en trésorerie. Au 31 décembre 2018, 639 544 unités d'actions liées au rendement réglées en trésorerie étaient en circulation (663 721 en 2017), et l'obligation cumulative s'établissait à 28,7 \$ (17,7 \$ en 2017).

à ces attributions est fondée sur la valeur de marché des actions ordinaires de la Société. À la clôture de chaque période de présentation de l'information financière, les variations de l'obligation de paiement de la Société découlant des fluctuations de la valeur de marché de ses actions ordinaires à la TSX ou d'une variation du nombre d'unités attribuable à son rendement attendu sont comptabilisées à titre de charge ou de produit. Au 31 décembre 2018, 102 801 unités d'actions différées étaient en circulation (68 227 en 2017). La Société a comptabilisé, dans les coûts liés au personnel, une charge de 2,5 \$ (3,2 \$ en 2017) en ce qui a trait aux unités d'actions différées et effectué un versement de 0,1 \$ au cours de l'exercice (0,2 \$ en 2017), et l'obligation cumulative s'établissait à 6,5 \$ (4,1 \$ en 2017).

En 2018, la Société a contracté des instruments financiers dérivés avec des institutions financières canadiennes afin de limiter son exposition à la variabilité des unités « RILT » causée par des fluctuations du cours de son action. Les instruments financiers dérivés, dont la juste valeur fluctue selon le cours de l'action de la Société, doivent être classés à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, ils sont évalués à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière et le profit ou la perte d'évaluation des instruments financiers dérivés évalués à la valeur de marché est comptabilisé dans les coûts liés au personnel. Pour l'exercice 2018, la perte liée à la valeur du marché comptabilisée dans les coûts liés au personnel s'est élevée à 1,8 \$.

Unités d'actions différées

Les unités d'actions différées sont réglées en trésorerie et les droits connexes s'acquiert immédiatement lors de l'attribution. L'évaluation de la charge et du passif liés

14

Dettes d'exploitation et charges à payer

	2018	2017
	\$	\$
Dettes d'exploitation	737,7	518,5
Avantages du personnel à payer	588,3	472,5
Taxes de vente	82,0	65,9
Dettes envers les coentreprises et entités connexes	10,0	3,1
Charges courues et autres dettes d'exploitation	275,7	203,0
Provisions	246,9	220,1
	1 940,6	1 483,1
Moins : Provisions non courantes	153,1	121,2
Dettes d'exploitation et charges à payer	1 787,5	1 361,9

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

	Provisions pour litiges	Provisions au titre de biens immobiliers	Autres provisions	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2016	123,2	82,9	20,3	226,4
Acquisitions d'entreprises	(0,3)	5,9	7,7	13,3
Provisions supplémentaires	7,5	14,1	—	21,6
Règlement par déboursé ou autre	(9,3)	(11,2)	(14,2)	(34,7)
Écarts de change	(2,5)	(4,0)	—	(6,5)
Solde au 31 décembre 2017	118,6	87,7	13,8	220,1
Acquisitions d'entreprises	7,6	9,7	30,2	47,5
Provisions supplémentaires	15,5	31,8	2,2	49,5
Règlement par déboursé ou autre	(34,9)	(29,2)	(15,9)	(80,0)
Écarts de change	3,7	5,3	0,8	9,8
Solde au 31 décembre 2018	110,5	105,3	31,1	246,9

15

Dettes à long terme

	2018	2017
	\$	\$
Facilité de crédit	1 460,4	1 094,0
Autres dettes	43,1	64,7
	1 503,5	1 158,7
Moins : Partie courante	42,3	276,3
	1 461,2	882,4

Les versements annuels sur les dettes à long terme pour chacun des trois prochains exercices seront de 42,3 \$ en 2019, de 273,8 \$ en 2020 et de 1 187,4 \$ en 2021 et par la suite.

Facilité de crédit

WSP dispose d'une facilité de crédit de 1 800,0 M\$ US consentie par un syndicat d'institutions financières (les « prêteurs »), qui se compose de ce qui suit :

- une facilité de crédit à terme de premier rang non renouvelable et non garantie d'un capital de 600,0 M\$ US (la « facilité à terme »), composée de trois emprunts à terme de 200,0 M\$ US échéant respectivement le 31 décembre 2020, le 18 décembre 2021 et le 18 décembre 2022 ;
- une facilité de crédit de premier rang renouvelable et non garantie d'un montant maximal de 1 200,0 M\$ US (la « facilité de crédit renouvelable »). La date d'échéance de la facilité de crédit renouvelable est le 31 décembre 2022.

La facilité de crédit porte intérêt au taux préférentiel canadien, au taux de base américain, au taux des

acceptations bancaires et au TIOL plus une marge d'au plus 2,5 %, selon le type d'avances et les ratios financiers de la Société, qui sont définis dans l'entente avec les prêteurs. La Société verse une commission d'engagement négociée sur la facilité de crédit disponible et inutilisée.

Aux termes de la facilité de crédit, la Société est dans l'obligation, entre autres conditions, de respecter certaines clauses restrictives sur une base consolidée. Les principales clauses se rattachent aux ratios de la dette à long terme consolidée sur le BAIIA ajusté consolidé et à la couverture des intérêts, qui sont des mesures non conformes aux IFRS. La direction passe en revue trimestriellement la conformité de la Société aux clauses restrictives dans le cadre des exigences de dépôt prévues aux termes de sa facilité de crédit. Toutes les clauses restrictives étaient respectées au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017.

En vertu de la facilité de crédit et des facilités bilatérales,

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

la Société peut émettre des lettres de crédit irrévocables jusqu'à un maximum de 678,0 \$. Au 31 décembre 2018, la Société avait émis, dans le cours normal des activités, des lettres de crédit irrévocables totalisant 416,2 \$ (242,6 \$ en 2017).

Au 31 décembre 2018, la Société disposait d'autres marges de crédit à l'exploitation totalisant 138,7 \$ (145,6 \$ en 2017), dont un montant de 126,5 \$ (80,2 \$ en 2017) était disponible à la fin de l'exercice.

Répartition des facilités de crédit selon la monnaie empruntée :

	2018	Monnaie de base	2017	Monnaie de base
	\$		\$	
Dollar américain	1 456,6	1 067,6	1 046,8	832,6
Livre sterling	—	—	10,6	6,2
Couronne suédoise	3,8	24,7	2,8	18,2
Dollar canadien	—	—	33,8	—
	1 460,4		1 094,0	

16

Autres passifs financiers

	2018	2017
	\$	\$
Découvert bancaire (note 6)	0,8	6,5
Effets à payer	11,2	50,1
Obligations en vertu de contrats de location-financement	9,2	14,6
	21,2	71,2
Moins : Partie courante	14,5	45,8
	6,7	25,4

Les versements sur les passifs financiers s'établissent comme suit : 14,5 \$ en 2019 et 6,7 \$ en 2020.

17

Régimes de retraite

Le tableau qui suit présente les charges de retraite comprises dans les coûts liés au personnel :

	2018	2017
	\$	\$
Régimes de retraite à prestations définies – coût des services rendus au cours de la période	8,3	6,6
Régimes de retraite à prestations définies – cotisations de l'employeur	12,2	11,2
Régimes de retraite à cotisations définies – cotisations de l'employeur	75,4	70,0
	95,9	87,8

La Société offre à ses salariés des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies. Les cotisations définies sont passées en charges aux états consolidés du résultat net à mesure qu'elles sont engagées.

Au Canada, la Société a des régimes d'épargne-retraite à cotisations définies pour ses employés. En vertu de ces régimes, la Société verse une contribution équivalente à la cotisation de l'employé jusqu'à concurrence d'un maximum variant entre 3 % et 5 % du salaire de l'employé. L'employé acquiert la totalité des cotisations de l'employeur après deux années de service continu ou avant, s'il perd son emploi en raison d'une mise à pied par manque de travail.

Au Royaume-Uni, cinq régimes à prestations définies distincts, tous fermés aux nouveaux participants, sont offerts. Les actifs des régimes sont détenus séparément des actifs de la Société, dans des fonds administrés par un tiers.

Le 26 octobre 2018, un tribunal supérieur du Royaume-Uni a prononcé un jugement relativement à l'égalisation, entre hommes et femmes, des rentes minimales garanties au titre de régimes de retraite professionnels. Ce jugement devrait créer un précédent pour les autres régimes de retraite à prestations définies du Royaume-Uni. Avec l'aide de ses actuaires-conseils, la Société a établi une provision provisoire de 6,0 \$ relativement à cette question, laquelle a été comptabilisée dans ses résultats financiers de 2018.

Aux fins d'IAS 19, la Société a traité cet événement comme une modification du régime donnant lieu à une augmentation des obligations au titre des prestations de retraite figurant dans l'état consolidé de la situation financière et à une écriture correspondante au titre du coût des services passés dans l'état consolidé du résultat net. Étant donné sa nature, et conformément

aux méthodes comptables de la Société (note 2), le coût des services passés a été regroupé dans le poste « Coûts d'acquisition et d'intégration » de l'état consolidé du résultat net.

En Suède, une partie du régime multiemployeurs à prestations définies géré par l'État est comptabilisée dans l'état consolidé de la situation financière de la Société. Les coûts des services non encore rendus au titre de ce régime ont cessé de s'appliquer en 2008 lorsque les salariés ont été incorporés au régime de l'État. Le régime multiemployeurs de l'État conserve d'autres actifs substantiels pour prendre en charge le passif du régime. Les administrateurs n'ayant pas été en mesure de déterminer les actifs et les passifs de cette composante du régime, il est traité comme un régime à cotisations définies aux fins d'IAS 19 Avantages du personnel.

Aux États-Unis, la Société maintient désormais un régime de rémunération différée comptabilisé aux termes d'IAS 19. Selon cette norme, une partie de la rémunération des employés est différée et investie, au profit des employés, dans les actifs financiers (note 9) d'une fiducie, ces actifs étant toutefois mis à la disposition des créanciers de la Société si celle-ci devient insolvable.

Pour les régimes à prestations définies capitalisés et non capitalisés, tout déficit de la juste valeur de l'actif des régimes sur la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies est comptabilisé en passif dans l'état consolidé de la situation financière. Les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés au complet à mesure qu'ils surviennent dans l'état du résultat global. Ces écarts actuariels rendent compte des modifications des hypothèses actuarielles et des écarts entre les hypothèses actuarielles et les résultats réels.

La charge actuarielle comptabilisée aux états consolidés du résultat net, eu égard aux régimes à prestations

définies, est composée du coût des services rendus au cours de l'exercice considéré, des intérêts nets sur le passif (l'actif) au titre des prestations définies, du coût des services passés et des coûts liés aux compressions des régimes.

Les passifs de la Société découlant des obligations au titre des prestations définies et les coûts des services rendus au cours de l'exercice considéré qui s'y rattachent sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées. Des actuaires et des conseillers externes fournissent des recommandations sur les questions d'ordre actuariel. Les hypothèses actuarielles sur lesquelles repose le calcul des obligations au titre des

prestations diffèrent selon la situation économique du pays dans lequel le régime a cours et sont énoncées ci-après. Pour formuler l'hypothèse concernant le taux de rendement à long terme attendu des actifs, la Société a tenu compte du niveau actuel du rendement attendu des placements sans risque (principalement des obligations d'État du Royaume-Uni) ainsi que du niveau historique de la prime de risque associée aux autres catégories d'actifs du portefeuille. Le rendement attendu pour chaque catégorie d'actif a ensuite été appliqué aux actifs des régimes pour calculer le taux de rendement à long terme global attendu des actifs pour l'ensemble des portefeuilles.

Hypothèses

	2018	2017
Royaume-Uni		
Taux d'augmentation des prestations à payer	2,10 % à 3,05 %	2,05 % à 2,20 %
Taux d'actualisation	2,90 % à 2,95 %	2,55 %
Taux d'inflation hypothétique	2,25 % à 3,25 %	2,20 % à 3,20 %
Espérance de vie à 65 ans (participants actuellement âgés de 65 ans)		
– Hommes	87,9	87,9
– Femmes	89,7	89,7
Suède		
Taux d'actualisation	2,50 %	2,60 %
Taux d'inflation hypothétique	2,00 %	1,90 %
Espérance de vie à 65 ans (participants actuellement âgés de 65 ans)		
– Hommes	87,0	87,0
– Femmes	89,0	89,0
États-Unis		
Taux d'actualisation	3,40 % à 3,75 %	2,70 % à 3,00 %

Les principales catégories des actifs des régimes liés aux régimes de retraite à prestations définies au Royaume-Uni sont les suivantes :

	31 décembre 2018		31 décembre 2017	
	Juste valeur \$	%	Juste valeur \$	%
Actions	55,7	27	77,4	38
Obligations	80,8	39	79,6	39
Autres	68,7	34	47,2	23

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Le tableau qui suit présente les montants comptabilisés dans les états de la situation financière :

	2018	2017
	\$	\$
Juste valeur des actifs des régimes (Royaume-Uni)	205,2	204,2
Valeur actualisée des obligations capitalisées (Royaume-Uni)	(233,4)	(244,1)
Déficit (Royaume-Uni)	(28,2)	(39,9)
Valeur actualisée des obligations non capitalisées (Suède)	(50,2)	(47,8)
Valeur actualisée des obligations non capitalisées (États-Unis)	(119,3)	(119,0)
Passif des régimes de retraite	(197,7)	(206,7)

Le tableau qui suit présente les montants comptabilisés dans les états consolidés du résultat :

	2018	2017
	\$	\$
Coût des services rendus au cours de la période	8,3	6,6
Coût des services passés	6,0	—
Total du coût des services	14,3	6,6

	2018	2017
	\$	\$
Charges d'intérêts	9,8	9,7
Rendement attendu des actifs des régimes	(5,3)	(4,7)
Charges financières nettes liées aux obligations des régimes de retraite	4,5	5,0

Le tableau qui suit présente la variation de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies :

	2018	2017
	\$	\$
Valeur actualisée de l'obligation – solde d'ouverture	410,9	395,3
Valeur actualisée de l'obligation – acquisition	—	12,7
Coût des services rendus au cours de la période	8,3	6,6
Coût des services passés	6,0	—
Cotisations des participants aux régimes	0,2	0,3
Prestations versées	(28,5)	(28,5)
Charges d'intérêts	9,8	9,7
(Gain) perte actuariel (hypothèses)	(13,0)	3,5
(Gain) perte actuariel (expérience)	(6,8)	12,1
Écarts de change	16,0	(0,8)
Valeur actualisée de l'obligation à la fin de l'exercice	402,9	410,9

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Le tableau qui suit présente la variation de la juste valeur des actifs des régimes :

	2018	2017
	\$	\$
Juste valeur des actifs des régimes – solde d'ouverture	204,2	177,2
Juste valeur des actifs des régimes – acquisition	—	11,0
Rendement attendu des actifs des régimes	5,3	4,7
Cotisations des participants aux régimes	0,2	0,3
Cotisations de l'employeur	12,2	11,2
Prestations versées	(14,6)	(12,6)
(Gain) perte actuariel (expérience)	(7,3)	8,0
Écarts de change	5,2	4,4
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	205,2	204,2

Le tableau qui suit présente le sommaire du déficit net au titre des obligations en matière de retraite :

	2018	2017
	\$	\$
Juste valeur des actifs des régimes	205,2	204,2
Valeur actualisée des passifs des régimes	(402,9)	(410,9)
Déficit	(197,7)	(206,7)

Le tableau qui suit présente le cumul des gains actuariels (pertes actuarielles) comptabilisés en capitaux :

	2018	2017
	\$	\$
Solde d'ouverture	(17,6)	(10,0)
Gain actuariel (perte) net comptabilisé pour l'exercice	12,5	(7,6)
Solde à la fin de l'exercice	(5,1)	(17,6)

Les régimes à prestations définies de la Société l'exposent au risque de taux d'intérêt, au risque lié à l'inflation, au risque lié à la longévité, au risque de change et au risque lié aux placements sur le marché. Le tableau qui suit présente l'analyse sommaire de la sensibilité du déficit global des régimes de retraite aux variations des hypothèses principales :

Hypothèse	Variation	Incidence sur le déficit
Taux d'actualisation	+/- 0,1%	Diminution/ augmentation 5,3 \$
Taux d'inflation	+/- 0,1%	Diminution/ augmentation 2,9 \$
Mortalité	+/- 1 an	Diminution/ augmentation 12,4 \$

Le total des cotisations des salariés et des cotisations de l'employeur qui devraient être payées en 2018 au titre des régimes de retraite à prestations définies de la Société s'élève à environ 11,8 \$.

18

Capital-actions

Autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, avec droit de vote et de participation.

Un nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale, avec droit de participation et pouvant être émises en séries.

Émis et libéré

	Actions ordinaires	
	Nombre	\$
Solde au 1^{er} janvier 2017	101 371 137	2 491,6
Actions émises dans le cadre du RRD	1 716 486	82,7
Actions émises lors de l'exercice d'options sur actions*	72 969	3,1
Solde au 31 décembre 2017	103 160 592	2 577,4
Actions émises dans le cadre du RRD (note 24)	1 245 079	77,4
Actions émises lors de l'exercice d'options sur actions*	35 745	1,7
Solde au 31 décembre 2018	104 441 416	2 656,5

* La valeur comptable des actions ordinaires inclut une réduction de 0,3 \$ (0,5 \$ en 2017) du surplus d'apport, qui correspond au montant de la charge de rémunération cumulée liée aux options sur actions exercées pour la période.

Au 31 décembre 2018, aucune action privilégiée n'a été émise.

19

Gestion du capital

Les principaux objectifs de la Société relativement à la gestion de la structure de son capital sont les suivants :

- maintenir une flexibilité financière dans le but de répondre à ses engagements financiers, de verser des dividendes, d'exécuter une stratégie de croissance et de poursuivre sa croissance par l'entremise des acquisitions d'entreprises ;
- gérer les activités de la Société de manière responsable afin d'être en mesure de verser un rendement adéquat aux actionnaires ;
- respecter les ratios financiers requis en vertu de la facilité de crédit.

Pour la gestion du capital, la Société a défini son capital comme une combinaison des dettes à long terme, des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et de la participation ne donnant pas le contrôle, déduction faite de la trésorerie (déduction faite du découvert bancaire).

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

	2018	2017
	\$	\$
Dettes à long terme	1 503,5	1 158,7
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	3 259,0	2 959,0
Participations ne donnant pas le contrôle	0,7	—
	4 763,2	4 117,7
Moins : Trésorerie, déduction faite du découvert bancaire	(253,9)	(178,6)
	4 509,3	3 939,1

La stratégie financière de la Société consiste à maintenir une structure flexible cohérente avec les objectifs cités plus haut, à s'adapter adéquatement à l'évolution de la conjoncture économique et à permettre sa croissance interne par des acquisitions d'entreprises. La Société surveille sa structure de capital en utilisant le ratio de la dette à long terme consolidée sur le BAIIA

ajusté consolidé. Ce ratio vise à déterminer le niveau d'endettement maximal.

En vue de maintenir et d'ajuster sa structure de capital, la Société pourrait émettre de nouvelles actions sur le marché, contracter des emprunts bancaires et négocier de nouvelles facilités de crédit.

20

Produits des activités ordinaires

Le tableau ci-dessous présente les produits des activités ordinaires de la Société par secteur d'activité et par catégorie de clients. En 2018, environ 76 % des produits des activités ordinaires ont été tirés de contrats en régie à prix plafond et de contrats à prix fixe et environ 24 %, de contrats en régie sans prix plafond.

	2018	2017
	\$	\$
Secteur d'activité		
Transport et infrastructures	4 126,6	3 492,1
Bâtiments	1 877,1	1 707,8
Environnement	835,1	819,0
Industrie	148,1	139,4
Ressources	429,4	352,2
Énergie	336,0	272,3
Autres services	155,8	159,4
	7 908,1	6 942,2
Catégorie de clients		
Secteur public	4 420,6	4 089,2
Secteur privé	3 487,5	2 853,0
	7 908,1	6 942,2

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Les obligations de prestation non remplies représentent la part restante des obligations contractuelles liées aux contrats en régie à prix plafond et aux contrats à prix fixe qui ont été conclus et pour lesquels les travaux étaient commencés au 31 décembre 2018. Les contrats en régie sans prix plafond ont été exclus étant donné que le montant global des travaux sous contrat ne peut être établi de manière définitive.

Le calendrier d'exécution des contrats est tributaire de plusieurs facteurs hors du contrôle de la Société. Ces facteurs comportent notamment les modifications de

la portée du projet, les échéanciers fixés en fonction des clients et le financement des projets. La meilleure estimation de la Société quant à la désactualisation de ses obligations de prestation non remplies au 31 décembre 2018 est présentée ci-après.

	12 prochains mois	Plus de 12 mois	Total
Obligations de prestation non remplies	3 365,3	2 977,1	6 342,4

21

Coûts d'acquisition et d'intégration

	2018	2017
	\$	\$
Coûts liés aux acquisitions d'entreprises	7,3	6,3
Coûts liés à l'intégration d'entreprises	35,0	22,1
Coûts liés au programme d'impartition des services de TI	14,0	—
Coût des services passés au titre des régimes de retraite à prestations définies du R.-U. (note 17)	6,0	—
	62,3	28,4

Les coûts d'acquisition et d'intégration comprennent les coûts liés au personnel de 19,9 \$ et de 6,2 \$ pour 2018 et 2017, respectivement. Les coûts liés à l'intégration d'entreprises ont trait aux coûts engagés aux fins de l'intégration d'entreprises acquises durant une période d'au plus à 24 mois à compter de la date d'acquisition.

22

Charges financières nettes

	2018	2017
	\$	\$
Intérêts liés à la facilité de crédit	45,8	33,8
Charges financières nettes liées aux obligations des régimes de retraite	4,5	5,0
Perte (profit) de change sur les actifs/passifs en monnaies étrangères	7,6	3,5
Autres intérêts et frais bancaires	10,4	6,5
Perte (profit) sur les actifs financiers et d'autres actifs	4,3	(7,7)
Produit d'intérêts	(3,8)	(4,2)
	68,8	36,9

23

Impôt sur le résultat

Le tableau qui suit présente les composantes de la charge d'impôt sur le résultat pour 2018 et 2017 :

	2018	2017
	\$	\$
Impôt exigible		
Impôt exigible sur le résultat de l'exercice	101,1	97,0
Ajustements relatifs aux exercices précédents	(11,5)	7,9
Total de l'impôt exigible	89,6	104,9
Impôt différé		
Création et résorption des différences temporaires	(18,3)	(10,0)
Incidence des variations des taux d'impôt	(1,6)	16,0
Ajustements relatifs aux exercices précédents	10,8	(8,8)
Total de l'impôt différé	(9,1)	(2,8)
Total de la charge d'impôt sur le résultat	80,5	102,1

Le tableau suivant présente un rapprochement de la charge d'impôt sur le résultat, selon les taux d'impôt combinés canadiens fédéral-provincial prévus par la loi, de 26,7 % (26,8 % en 2017) et le taux d'impôt effectif réel :

	2018		2017	
	\$	%	\$	%
Résultat avant impôt	329,3	—	315,4	—
Charge d'impôt prévue aux taux d'imposition combinés canadiens fédéral-provincial prévus par la loi	87,9	26,7	84,5	26,8
Variations découlant des éléments suivants :				
Différences dues aux taux d'impôt étranger	(19,4)	(5,9)	(3,2)	(1,0)
Charges non déductibles (produits non taxables), montant net	8,8	2,7	5,1	1,6
Avantages fiscaux non comptabilisés, montant net	4,5	1,4	0,9	0,3
Ajustements relatifs aux exercices précédents	(0,7)	(0,2)	(0,9)	(0,3)
Incidence des variations des taux d'impôt*	(1,5)	(0,5)	16,0	5,1
Autres éléments	0,9	0,2	(0,3)	(0,1)
	80,5	24,4	102,1	32,4

* Le 22 décembre 2017, le président Trump a ratifié le projet de loi Tax Cuts and Jobs Act, qui vient réduire le taux d'imposition fédéral des sociétés américaines pour le faire passer de 35 % à 21 %. En conséquence, la Société a imputé une charge de 0,4 \$ aux autres éléments du résultat global et a comptabilisé une hausse de 16,0 \$ de sa charge d'impôt, par suite de la réévaluation de ses actifs et passifs d'impôt différé.

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

En 2018 et en 2017, le montant net des avantages fiscaux non comptabilisés représente l'incidence d'économies d'impôt non comptabilisées relatives à l'exercice considéré et à des exercices précédents qui se rapportent principalement à des filiales à l'étranger et dont l'utilisation n'est pas jugée probable, en partie contrebalancée par la comptabilisation d'actifs d'impôt

différé non comptabilisés précédemment liés à certaines filiales ayant généré des profits au cours de l'exercice considéré.

Aux 31 décembre 2018 et 2017, les actifs et passifs d'impôt différé sont composés des éléments significatifs suivants :

2018

	Au 1 ^{er} janvier	Crédité (débité) à l'état du résultat net	Crédité (débité) aux autres éléments du résultat global	Acquisitions d'entreprises	Écarts de change	Au 31 décembre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs d'impôt différé						
Provisions déductibles lors de leur règlement	102,1	3,3	—	24,9	4,4	134,7
Reports en avant de perte fiscale	22,6	1,9	—	1,5	(1,0)	25,0
Régime de retraite	43,9	(0,5)	(3,5)	—	2,7	42,6
Frais d'émission différés	3,3	(2,2)	—	—	—	1,1
Immobilisations corporelles	14,3	(1,2)	—	—	0,2	13,3
Autres différences temporaires	25,3	(1,2)	0,2	14,3	2,2	40,8
	211,5	0,1	(3,3)	40,7	8,5	257,5
Passifs d'impôt différé						
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	(92,2)	7,5	—	1,0	(0,7)	(84,4)
Retenues	(11,6)	6,9	—	—	(0,3)	(5,0)
Immobilisations corporelles	(11,3)	(0,4)	—	(4,2)	(0,7)	(16,6)
Immobilisations incorporelles et goodwill	(68,1)	12,5	—	(11,7)	(3,7)	(71,0)
Autres différences temporaires	(11,4)	(17,5)	(1,0)	(6,9)	(1,9)	(38,7)
	(194,6)	9,0	(1,0)	(21,8)	(7,3)	(215,7)
Total	16,9	9,1	(4,3)	18,9	1,2	41,8

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

2017

	Au 1 ^{er} janvier	Crédité (débité) à l'état du résultat net	Crédité (débité) aux autres éléments du résultat global	Acquisitions d'entreprises	Écarts de change	Au 31 décembre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs d'impôt différé						
Provisions déductibles lors de leur règlement	109,2	(11,5)	—	7,1	(2,7)	102,1
Reports en avant de perte fiscale	25,9	(5,0)	—	1,5	0,2	22,6
Régime de retraite	65,1	(18,7)	(0,3)	0,3	(2,5)	43,9
Frais d'émission différés	5,9	(2,6)	—	—	—	3,3
Immobilisations corporelles	4,5	1,7	—	7,6	0,5	14,3
Autres différences temporaires	33,9	(11,8)	0,1	4,6	(1,5)	25,3
	244,5	(47,9)	(0,2)	21,1	(6,0)	211,5
Passifs d'impôt différé						
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	(80,3)	(10,1)	—	(0,3)	(1,5)	(92,2)
Retenues	(18,2)	5,8	—	—	0,8	(11,6)
Immobilisations corporelles	(29,3)	17,9	—	(0,9)	1,0	(11,3)
Immobilisations incorporelles et goodwill	(91,5)	36,9	—	(16,7)	3,2	(68,1)
Autres différences temporaires	(12,3)	0,2	0,9	(0,4)	0,2	(11,4)
	(231,6)	50,7	0,9	(18,3)	3,7	(194,6)
Total	12,9	2,8	0,7	2,8	(2,3)	16,9

L'impôt différé est présenté comme suit aux états consolidés de la situation financière :

	2018	2017
	\$	\$
Actifs d'impôt différé	116,1	91,4
(Passifs) d'impôt différé	(74,3)	(74,5)
Actifs (passifs) d'impôt différé, montant net	41,8	16,9

Au 31 décembre 2018, la Société a comptabilisé des actifs d'impôt différé de 25,0 \$ (22,6 \$ au 31 décembre 2017) liés aux pertes fiscales de certaines filiales pour l'exercice considéré ou des exercices antérieurs. La Société a comptabilisé des actifs d'impôt différé, car elle estime qu'il est probable qu'elle disposera de bénéfices imposables futurs auxquels les pertes fiscales reportées en avant pourront être imputées.

Au 31 décembre 2018, la Société avait des actifs d'impôt différé non comptabilisés de 102,4 \$ (29,5 \$ au 31 décembre 2017) liés à des reports en avant de perte fiscale de 341,1 \$ (113,3 \$ au 31 décembre 2017) dont une tranche de 246,9 \$ (42,1 \$ au 31 décembre 2017) vient à échéance entre 2019 et 2038, le reste n'ayant pas d'échéance, et des différences temporaires pour un montant brut de 116,2 \$ (5,5 \$ au 31 décembre 2017) sans échéance. La Société considère comme non probable le recouvrement de ces actifs d'impôt différé non comptabilisés.

Un passif d'impôt différé n'a pas été comptabilisé au titre de différences temporaires imposables de 385,0 \$ au 31 décembre 2018 (198,0 \$ au 31 décembre 2017) se rapportant aux résultats non distribués des filiales, car la Société contrôle le moment où ces différences temporaires s'inverseront et ne s'attend pas à ce qu'elles s'inversent dans un avenir prévisible. Lors de la distribution de ces résultats sous forme de dividendes ou autrement, la Société pourrait être assujettie à l'impôt des sociétés ou à des retenues d'impôt.

24 Dividendes

La Société vise à déclarer et à verser des dividendes aux actionnaires chaque trimestre. Le montant total de dividendes déclarés par la Société pour 2018 s'est établi à 156,0 \$, ou 1,50 \$ par action.

Régime de réinvestissement des dividendes (RRD)

En vertu du RRD, les détenteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de réinvestir les dividendes en trésorerie dans de nouvelles actions ordinaires. Les actions à émettre peuvent être achetées sur le marché libre ou émises sur le capital autorisé de la Société, au gré de la direction. Les actions émises sur le capital autorisé seront assorties d'un escompte maximal de 5,0 % par rapport au cours moyen du marché.

À la suite du paiement des dividendes déclarés, un montant de 77,4 \$ a été réinvesti dans 1 245 079 actions ordinaires dans le cadre du RRD.

Le 15 janvier 2019, lors du paiement du dividende du quatrième trimestre, un montant de 19,6 \$ a été réinvesti dans 324 812 nouvelles actions ordinaires dans le cadre du RRD.

25 Tableaux des flux de trésorerie

a) Ajustements

	2018	2017
	\$	\$
Dotation aux amortissements	194,4	168,8
Quote-part du résultat d'entreprises associées et de coentreprises (déduction faite de l'impôt)	(0,8)	(0,3)
Charge relative aux régimes de retraite à prestations définies	14,3	6,6
Cotisations en trésorerie aux régimes de retraite à prestations définies	(12,2)	(11,2)
Écarts de change et transactions sans incidence sur la trésorerie	14,0	0,7
Autre	(38,6)	(24,9)
	171,1	139,7

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

b) Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement

	2018	2017
	\$	\$
Diminution (augmentation) :		
Créances clients, charges payées d'avance et autres créances	(7,1)	(59,4)
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	94,9	(48,2)
Augmentation (diminution) :		
Dettes d'exploitation et charges à payer	26,0	86,4
Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus	60,6	(16,6)
	174,4	(37,8)

c) Transactions découlant des flux de trésorerie – dettes à long terme

			2018
			\$
	Augmentation de la dette	Remboursement de la dette	Total
Facilité de crédit	15 158,9	(14 879,5)	279,4
Autres dettes à long terme	—	(61,7)	(61,7)
	15 158,9	(14 941,2)	217,7

			2017
			\$
	Augmentation de la dette	Remboursement de la dette	Total
Facilité de crédit	9 885,1	(9 804,2)	80,9
Autres dettes à long terme	—	(14,1)	(14,1)
	9 885,1	(9 818,3)	66,8

26

Transactions entre parties liées

La Société contrôle et consolide une entité lorsqu'elle est exposée, ou qu'elle a droit, à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. Les principales filiales de la Société sont les suivantes.

Entité	Country of incorporation	Interest	
		2018	2017
Parsons Brinckerhoff Holdings Inc.	États-Unis	100 %	100 %
WSP UK Limited	Angleterre	100 %	100 %
WSP Canada Inc.	Canada	100 %	100 %
WSP Sverige AB	Suède	100 %	100 %
WSP Australia Pty Ltd	Australie	100 %	100 %
WSP Canada Group Ltd	Canada	100 %	100 %
WSP Asia Limited	Hong Kong	100 %	100 %
Opus International Consultants Ltd	Nouvelle-Zélande	100 %	100 %
WSP Consultancy Pte Ltd	Singapour	100 %	100 %
WSP Hong Kong Limited	Hong Kong	100 %	100 %

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants incluent le président et chef de la direction ainsi que les membres de l'équipe de direction mondiale. La rémunération payée ou payable aux principaux dirigeants inclut :

	2018	2017
	\$	\$
Avantages à court terme du personnel	21,9	14,7
Paiements fondés sur des actions	9,5	8,8
	31,4	23,5

27

Instruments financiers

Juste valeur

La trésorerie, les créances clients et autres créances, l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation, les dettes d'exploitation, les dividendes à payer aux actionnaires, les découverts bancaires, la dette à long terme liée à la facilité de crédit et les autres passifs financiers sont des instruments financiers pour lesquels la juste valeur correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée, de leurs taux d'intérêt variables ou des taux courants sur le marché pour des instruments à taux fixe.

La hiérarchie des justes valeurs selon laquelle la Société évalue les instruments financiers est la suivante :

- les données d'entrée de niveau 1 sont des cours non ajustés, sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques ;
- les données d'entrée de niveau 2 sont des données concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché visés au niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement ;
- les données d'entrée de niveau 3 sont des données non observables concernant l'actif ou le passif.

Aux 31 décembre 2018 et 2017, la juste valeur des autres actifs était évaluée selon le niveau 1. La juste valeur des instruments financiers utilisés pour couvrir le risque de change, notamment les contrats de change à terme et les swaps de devises, est évaluée selon le niveau 2.

Gestion des risques financiers

La Société est exposée au risque de crédit, au risque de change, au risque de taux d'intérêt et au risque

de liquidité. Les analyses suivantes fournissent une évaluation de ces risques aux 31 décembre 2018 et 2017.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie ne respecte pas ses obligations en vertu d'un instrument financier ou d'un contrat, situation qui entraîne une perte financière pour la Société.

Les instruments financiers qui sont susceptibles d'exposer la Société à un risque de crédit significatif sont essentiellement la trésorerie, les créances clients et autres créances ainsi que l'excédent des coûts et des profits prévus sur la facturation. L'exposition maximale au risque de crédit de la Société se limite à la valeur comptable de ces instruments financiers, soit 3 129,4 \$ au 31 décembre 2018 et 2 533,2 \$ au 31 décembre 2017.

La trésorerie est détenue ou émise par des institutions financières connues. Par conséquent, la Société estime que le risque de non-exécution relativement à ces instruments est minime.

Le risque de crédit de la Société découle essentiellement des créances clients et de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation. Les montants indiqués dans les états consolidés de la situation financière sont présentés déduction faite des provisions pour perte de crédit attendue. Ces dernières sont estimées par la direction et fondées, en partie, sur l'âge des créances et sur le recouvrement actuel et prévu. En général, la Société n'exige pas de garantie ni d'autre sûreté des clients à l'égard de leurs créances ; cependant, elle ne leur accorde du crédit qu'après avoir procédé à une évaluation de leur solvabilité. De plus, la Société réévalue régulièrement la qualité du crédit de ses clients et établit une provision pour les pertes de crédit attendues lorsque la probabilité de recouvrement d'une créance a diminué de façon significative. La Société estime donc que son risque de crédit relatif aux créances clients est limité. Pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, le montant des pertes de crédit comptabilisées n'était pas significatif.

La Société réduit son risque de crédit en offrant ses services à une diversité de clients, dans divers pays, secteurs d'activité et secteurs de l'économie.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs relatifs à un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux de change.

La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et est exposée à un risque de change en raison de ses activités d'exploitation libellées en dollars américains, en livres sterling, en couronnes suédoises, en dollars australiens, en euros, en dollars néo-zélandais et dans d'autres monnaies, ainsi qu'en raison de ses actifs nets dans des établissements à l'étranger. Ces risques sont partiellement compensés par des achats et des charges d'exploitation engagés dans ces monnaies.

La Société a des investissements dans des établissements à l'étranger, dont les actifs nets sont exposés au risque de change. Ce risque est partiellement compensé par des emprunts libellés dans la monnaie étrangère appropriée. Les profits ou pertes de change sur l'investissement net dans ces établissements sont présentés dans le compte de cumul des autres éléments du résultat global, à titre d'écarts de change. Ce compte est inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires.

Au cours du quatrième trimestre de 2018, afin de couvrir une partie de sa dette libellée en dollars américains, la Société a conclu des swaps de devises pour une valeur nominale de 232,6 \$ US à un taux de change \$ US/\$ CA de 1,3502, des swaps de devises pour une valeur nominale de 70 M\$ US à un taux de change de GBP/\$ US de 1,2727 et des swaps de devises pour une valeur nominale de 59,6 M\$ US à un taux de change \$US/SEK de 9,0436. La perte à la juste valeur de marché, de 1,4 M\$ US, a été comptabilisée à l'état du résultat net. Tous les swaps de devises viennent à échéance au premier trimestre de 2019.

La Société a aussi conclu des contrats de change à terme et des stratégies d'options essentiellement afin de couvrir les fluctuations prévues du cours de change de certaines devises par rapport au dollar canadien. La perte nette à la juste valeur de marché de ces contrats à terme et de ces options, qui s'est établie à 4,6 M\$ US, a été comptabilisée à l'état du résultat net.

En tenant compte des montants libellés en monnaie étrangère et en supposant que toutes les autres variables demeurent inchangées, une variation des taux de change aurait des répercussions sur le résultat net de la Société. La direction est d'avis qu'une fluctuation de 10 % (10 % en 2017) des taux de change est raisonnablement possible.

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Le tableau ci-dessous résume l'incidence de fluctuations de -10 % et de +10 % du taux de change sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global:

2018

	Dollar américain	Livre sterling	Couronne suédoise	Dollar australien
Résultat net	8,5	0,3	2,5	2,4
Autres éléments du résultat global	52,5	1,1	3,8	0,3

2017

	Dollar américain	Livre sterling	Couronne suédoise	Dollar australien
Résultat net	5,3	1,5	2,4	2,1
Autres éléments du résultat global	4,6	1,7	1,1	5,8

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux monétaires futurs d'un instrument financier varient en raison des fluctuations des taux d'intérêt sur le marché. L'exposition de la Société à ce risque est principalement attribuable à sa dette à long terme et à ses autres passifs financiers non courants qui portent intérêt à des taux variables. Ce risque est partiellement compensé par la trésorerie détenue à des taux variables.

Une fluctuation de 1 % des taux d'intérêt n'aurait pas d'incidence importante sur le résultat net consolidé de la Société.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de respecter ses obligations à l'échéance.

Une trésorerie centralisée assure à la Société de conserver une flexibilité de financement en évaluant les besoins en flux de trésorerie futurs et en maintenant une marge de sécurité suffisante sur ses facilités de crédit engagées. Les limites de crédit, les restrictions sur la trésorerie et la conformité aux clauses restrictives sont aussi prises en considération.

La Société surveille sur une base continue son risque de liquidité lié aux instruments financiers. La direction vérifie en tout temps ses besoins en trésorerie afin de s'assurer de disposer des liquidités nécessaires pour satisfaire aux exigences de l'exploitation tout en conservant une réserve adéquate sur ses facilités de crédit non utilisées. WSP a accès à des lignes de crédit obtenues auprès d'institutions financières (note 15).

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Les tableaux suivants indiquent les échéances contractuelles des passifs financiers aux 31 décembre 2018 et 2017. Les montants indiqués ci-dessous représentent les flux de trésorerie contractuels non actualisés.

	2018				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	Entre 1 an et 2 ans	Plus de 2 ans
	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes d'exploitation et charges à payer, y compris la partie non courante des provisions	1 940,6	1 940,6	1 787,5	153,1	—
Dividendes à payer aux actionnaires	39,2	39,2	39,2	—	—
Dettes à long terme, y compris la partie courante	1 503,5	1 727,0	44,0	297,0	1 386,0
Passifs financiers, y compris la partie courante	21,2	22,3	15,1	7,2	—
	3 504,5	3 729,1	1 885,8	457,3	1 386,0

	2017				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	Entre 1 an et 2 ans	Plus de 2 ans
	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes d'exploitation et charges à payer, y compris la partie non courante des provisions	1 483,1	1 483,1	1 361,9	121,2	—
Dividendes à payer aux actionnaires	38,7	38,7	38,7	—	—
Dettes à long terme, y compris la partie courante	1 158,7	1 257,8	287,8	28,9	941,1
Passifs financiers, y compris la partie courante	71,2	73,0	45,8	18,2	9,0
	2 751,7	2 852,6	1 734,2	168,3	950,1

Au 31 décembre 2018, la Société avait des facilités de crédit non utilisées de 918,0 \$ (584,7 \$ en 2017), déduction faite des lettres de crédit en cours de 77,6 \$ (81,6 \$ en 2017) et de la trésorerie, déduction faite du découvert bancaire de 253,9 \$ (178,6 \$ en 2017).

28

Engagements et éventualités

Contrats de location

La Société loue des locaux pour des bureaux et du matériel aux termes de contrats de location simple. La durée des baux varie de six mois à dix ans, et la plupart des contrats de location sont renouvelables aux taux du marché.

Les charges locatives comprises dans les états consolidés du résultat net totalisaient 217,8 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 (194,2 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017).

Les versements minimums futurs aux termes des contrats de location simples non résiliables sont les suivants :

	2018	2017
	\$	\$
Moins de un an	253,0	187,0
Entre un an et cinq ans	778,4	713,8
Plus de cinq ans	391,6	242,0
	1 423,0	1 142,8

Éventualités

La Société fait actuellement face à des poursuites en justice en raison de travaux exécutés dans le cours normal de ses activités. La Société souscrit une assurance responsabilité professionnelle qui lui permet de gérer les risques occasionnés par de telles poursuites. Sur le fondement des conseils et de l'information fournis par ses conseillers juridiques, et compte tenu de son expérience dans le règlement de poursuites semblables, la direction estime que la Société a prévu une provision suffisante à ce titre et que le règlement définitif ne devrait pas dépasser de beaucoup la garantie d'assurance ou avoir une incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

En tant qu'entrepreneur effectuant des travaux pour l'État, la Société peut être assujettie à des lois et à des règlements plus contraignants que ceux qui s'appliquent aux entrepreneurs au service d'entités non gouvernementales. L'État vérifie attentivement la conformité des entrepreneurs à ces lois et à ces règlements par des audits et des enquêtes qui font partie intégrante de la procédure d'attribution des contrats publics, et la direction reçoit à l'occasion des demandes de renseignements concernant les activités de la Société avec des organismes publics. Depuis 2012, la Société a fait l'objet d'enquêtes dans plusieurs régions de la province de Québec. Aucune accusation n'a été portée contre la Société au terme de celles-ci. Au cours de 2017, dans le cadre du programme de remboursement volontaire établi conformément au projet de loi n° 26 : Loi visant principalement la

récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics, adopté en avril 2015, la Société a conclu des règlements avec certaines municipalités et a rempli ses obligations en découlant. En décembre 2018, la Société a été informée d'une plainte déposée par le Bureau du syndic de l'Ordre des ingénieurs du Québec contre le vice président du conseil, membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec, relativement à des omissions, négligences et autres actes dérogatoires allégués en vertu du Code de déontologie des ingénieurs du Québec. Les événements mentionnés dans la plainte coïncident avec les événements à l'origine des enquêtes et des règlements mentionnés aux présentes. La plainte n'est ni dirigée ni formulée contre la Société. La Société s'emploie à prendre des mesures pour régler toutes autres éventualités liées à ce qui précède, mais elle ne peut aucunement prédire à l'heure actuelle le résultat final, ni les pertes potentielles ou les sommes qui pourraient devoir être remboursées à une autorité gouvernementale, le cas échéant, en ce qui a trait à une enquête effectuée par ladite autorité gouvernementale, y compris la possibilité que la portée de ces enquêtes soit élargie, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats d'exploitation futurs de la Société.

Le 13 mars 2019, la Cour supérieure du Québec a approuvé un règlement entre la Société, le Bureau de la concurrence du Canada et le Directeur des poursuites pénales. À la suite de ce règlement, la Société ne fera l'objet d'aucune poursuite relativement à l'attribution de contrats d'infrastructures municipaux au Québec entre 2002 et 2011.

29

Information sectorielle

a) Principaux clients

Au 31 décembre 2018, aucun des clients ne représentait à lui seul plus de 10 % des produits consolidés ou des créances clients de la Société.

b) Secteurs d'exploitation

La Société est structurée en quatre secteurs isolables : Canada, Amériques (États-Unis et Amérique latine), EMOIA (Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique) et APAC (Asie-Pacifique – qui comprend l'Asie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande).

L'équipe de direction mondiale évalue la performance des secteurs isolables en fonction des produits des activités ordinaires, des produits des activités ordinaires

nets et du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social. Le BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social exclut certains éléments tels que les coûts d'acquisition d'entreprises et d'intégration, ainsi que les charges du siège social, qui, selon la Société, ne devraient pas être pris en compte lors de l'évaluation de la performance financière sous-jacente des secteurs d'exploitation. Les charges du siège social correspondent aux frais et aux salaires relatifs aux fonctions centralisées comme les finances, les frais juridiques, les ressources humaines et les technologies, qui ne sont affectés à aucun secteur. Cette mesure exclut aussi les incidences des charges financières, des amortissements et de l'impôt sur le résultat.

Les ventes entre secteurs sont effectuées sans lien de dépendance et sont éliminées au moment de la consolidation.

Les produits des activités ordinaires présentés à l'équipe de direction mondiale sont évalués de la même façon que dans les états consolidés du résultat net et excluent les produits des activités ordinaires intragroupe.

Les tableaux qui suivent présentent les activités de la Société en fonction des secteurs à présenter.

	2018				
	Canada	Amériques	EMOIA	APAC	Total
Produits des activités ordinaires	1 263,4	2 752,6	2 683,8	1 208,3	7 908,1
Moins : sous-consultants et coûts directs	(209,8)	(994,4)	(491,7)	(191,6)	(1 887,5)
Produits des activités ordinaires nets	1 053,6	1 758,2	2 192,1	1 016,7	6 020,6
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social	147,1	257,3	225,4	117,5	747,3
Charges du siège social					(87,3)
Coûts d'acquisition et d'intégration					(62,3)
Charges financières					(72,6)
Dotations aux amortissements					(194,4)
Quote-part de l'impôt sur le résultat et de la dotation aux amortissements des entreprises associées					(1,4)
Résultat avant impôt					329,3

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

					2017
	Canada	Amériques	EMOIA	APAC	Total
Produits des activités ordinaires	1 180,4	2 528,5	2 373,5	859,8	6 942,2
Moins : sous-consultants et coûts directs	(203,0)	(878,0)	(388,8)	(115,8)	(1 585,6)
Produits des activités ordinaires nets	977,4	1 650,5	1 984,7	744,0	5 356,6
BAlIA ajusté avant déduction des charges du siège social	120,6	220,2	197,0	76,4	614,2
Charges du siège social					(59,0)
Coûts d'acquisition et d'intégration					(28,4)
Charges financières					(41,1)
Dotation aux amortissements					(168,8)
Quote-part de l'impôt sur le résultat et de la dotation aux amortissements des entreprises associées					(1,5)
Résultat avant impôt					315,4

c) Régions géographiques

Les produits suivants ont été attribués à une région géographique selon les pays où la Société exerce ses activités.

	2018	2017
	\$	\$
États-Unis	2 571,6	2 456,2
Canada	1 263,4	1 180,4
Royaume-Uni	1 244,7	1 004,2
Suède	711,3	680,7
Australie	560,3	463,5
Asie	356,0	356,9
Nouvelle-Zélande	292,0	39,4
Autres	908,8	760,9
	7 908,1	6 942,2

Les immobilisations corporelles et incorporelles et le goodwill sont alloués dans les pays suivants :

	2018	2017
	\$	\$
États-Unis	1 723,6	1 221,4
Canada	1 009,8	1 032,0
Royaume-Uni	362,1	346,9
Suède	274,9	272,3
Nouvelle-Zélande	245,7	234,5
Australie	120,1	102,3
Asie	91,5	89,0
Autres	383,8	351,2
	4 211,5	3 649,6